

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA TRANSFORMATION DU MODÈLE SUÉDOIS DES ANNÉES 1990

RUPTURE OU CONTINUITÉ ?

MÉMOIRE DE MAÎTRISE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

GUILLAUME DAGENAI

JANVIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire de maîtrise a certainement été le projet le plus intéressant qu'il m'ait été donné de faire, mais également, la chose la plus difficile que j'aie eu à accomplir. Sans l'appui constant et tenace de mes proches, sa réalisation aurait été impossible. Je tiens ici à les remercier.

Merci d'abord et avant tout à Hugo, mon ami et partenaire indéfectible de mémoire. Nos discussions fréquentes ont été salutaires à la structuration de mes idées et à l'enrichissement de mes réflexions. Merci à mon père, Daniel, dont le support constant et les conseils judicieux m'ont permis de continuer malgré les épreuves. Merci également à ma mère, Diane, et à mon frère, Gabriel, dont l'aide ponctuelle a été d'un grand secours. Merci aussi à Sophie, mon amoureuse, qui m'a donné les coups de pieds au derrière nécessaires et l'aide dont j'avais besoin en fin de parcours.

Je voudrais également remercier Pierre P. Tremblay pour ses précisions pertinentes concernant les politiques sociales et économiques. Merci à Stéphane Paquin pour m'avoir fait découvrir Peter Hall. Merci également à Henry Milner dont les quelques rencontres ont été une grande source d'inspiration. Merci finalement à mon directeur, Marc Chevrier.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACCRONYMES.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION DU MODÈLE SUÉDOIS.....	7
1.1. Considérations préalables .....	7
1.1.1. La notion de modèle .....	7
1.1.2. Le clivage gauche-droite .....	9
1.2. Les origines du modèle suédois .....	11
1.3. La construction du modèle suédois .....	13
1.3.1. Des politiques économiques novatrices .....	13
1.3.2. Transformation du discours du SAP .....	15
1.3.3. Collaboration de classe .....	18
1.3.4. Développement de l'État-providence .....	18
1.3.5. Néo-corporatisme et paix industrielle .....	20
1.4. Maturité du modèle .....	22
1.4.1. Une nouvelle alliance politique.....	22
1.4.2. Le modèle Rehn-Meidner.....	24
1.4.3. Un État-providence adapté à la classe moyenne.....	26
1.4.4. Quelques frictions sociales.....	29
CHAPITRE II : LA CRISE DU MODÈLE SUÉDOIS.....	30
2.1. La crise politique et sociale .....	30
2.1.1. La radicalisation de la gauche .....	31
2.1.2. La radicalisation de la droite .....	33
2.1.3. La défaite du SAP de 1991.....	35
2.2. La crise économique du modèle suédois .....	37
2.2.1. L'affaiblissement de l'économie des années 1970 .....	38



2.2.2. La crise économique des années 1990 .....	39
2.3. La transformation du modèle suédois .....	44
2.3.1. La résolution de la crise économique .....	45
2.3.2. Les réformes économiques et politiques .....	46
2.3.3. Les réformes économiques .....	46
2.3.4. Les réformes des services publics .....	48
2.3.5. Transformation du néo-corporatisme.....	55
CHAPITRE III : LE CHANGEMENT POLITIQUE COMME APPRENTISSAGE SOCIAL ET POLITIQUE .....	58
3.1. Le changement politique comme apprentissage social et politique .....	59
3.1.1. Anomalies sociales et politiques .....	63
3.2. La transformation épistémique du SAP .....	67
3.3. Les modes de formation du contenu idéologique et de l'action politique .....	70
CHAPITRE IV : LA TRANSFORMATION IDÉOLOGIQUE DU SAP .....	79
4.1. La croissance et la sécurité.....	80
4.1.1. La sécurité comme fardeau nécessaire.....	81
4.1.2. L'harmonie de la sécurité et de la croissance .....	82
4.1.3. La sécurité comme précondition de la croissance .....	84
4.1.4. Les politiques sociales « productives » et « consommatrices ».....	89
4.1.5. « Pas plus d'argent pour les réformes, plus de réformes pour notre argent ».....	90
4.1.6. La sécurité comme fardeau nécessaire (bis) .....	93
4.2. L'État et le marché .....	96
4.2.1. Une économie de marché socialisée.....	98
4.2.2. Démarchandisation et déstratification .....	100
4.2.3. La troisième voie et l'économie du savoir .....	103
4.2.4. Affaiblissement de la portée critique de la théorie sociale-démocrate .....	105
CONCLUSION .....	108
BIBLIOGRAPHIE.....	111

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACCRONYMES

CF	Civilingenjörsförbundet (rassemblement syndical des ingénieurs)
LO	Landsorganisationen av Sverige (Syndicat suédois le plus important rassemblant les cols-bleus)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PIB	Produit intérieur brut
PISA	Program for International Student Assessment (Programme international pour le suivi des acquis des élèves)
SACO	Sveriges akademikers centralorganisation (syndicat suédois des enseignants)
SAF	Svenska Arbetsgivareföreningen (confédération patronale nationale suédoise)
SAP	Sveriges Socialdemokratiska arbetarpartiet (parti social-démocrate suédois)
SDE	Socialdemokratiska ekonomgruppen (groupe d'économiste mis sur pieds par le SAP après la défaite de 1979 afin de moderniser la théorie économique du SAP)
SEK	Couronnes suédoises
TCO	Tjänstemännens Centralorganisation (syndicat suédois rassemblant la plupart des cols-blancs)
VF	Verkstadsföreningen (rassemblement des employeurs du secteur métallurgique suédois)

## RÉSUMÉ

À partir des années 1970, le SAP a amorcé un processus de modernisation idéologique dont la signification reste floue. A-t-elle représenté une tentative du parti social-démocrate suédois d'adapter son projet politique aux exigences contemporaines ou a-t-elle représenté un renoncement des principes traditionnellement défendus?

Le présent mémoire est divisé en deux grands blocs. Dans le premier, l'auteur décrit les deux grandes périodes du processus de construction du modèle suédois soit l'entre-Guerre et l'après-Guerre (chapitre 1). Il décrit ensuite ce que plusieurs ont qualifié de « crise du modèle suédois » ainsi que les décisions politiques et les réformes en ayant découlé (chapitre 2).

Dans le second bloc, l'auteur tente de comprendre les raisons qui ont motivé la modernisation de la théorie politique sociale-démocrate suédoise ainsi que les éléments (idéologiques et politiques) qui ont encadré cette modernisation (chapitre 3). L'auteur tâche finalement de saisir la signification des transformations idéologiques du parti social-démocrate suédois en étudiant la relation entre les notions de croissance et de sécurité (sociale) ainsi que la relation entre l'État et le marché.

Si, pour l'auteur, le SAP n'a pas globalement renoncé à son projet politique, il a progressivement tourné le dos à une certaine façon « idéologique » de produire la richesse associant la croissance et la sécurité comme « deux fins harmonieuses ». Les politiques de la troisième voie – basées sur la métaphore de « l'économie du savoir » – ont brouillé la frontière entre les politiques sociales et les politiques économiques et rendu poreuse l'étanchéité traditionnelle séparant l'État et le marché. L'intégration d'un « éthos du marché » à l'intérieur de la sphère publique – par la libéralisation et la privatisation des services publics – a affaibli la capacité de l'État à s'opposer au marché ainsi que la portée critique de la théorie sociale-démocrate.

Liste des mots clefs :

Modèle suédois, modèle scandinave, modèle nordique, État-providence, welfare state, Suède, Scandinavie, Europe du Nord, idéologie, théorie politique, pensée politique, social-démocratie, libéralisme, néolibéralisme.

## INTRODUCTION

On ne cesse de nous vanter les mérites du modèle suédois. Déjà en 1936, le journaliste américain Marquis Childs, présentait la Suède comme une « voie intermédiaire » (*middle way*) entre le capitalisme, le fascisme et le communisme. En 2009, Robert Taylor, dans un article intitulé, *Sweden's New Social Democratic Model: Proof that a better world is possible*, écrivait : «[c]e n'est pas exagéré de prétendre que la Suède a créé ce qui semble être un nouveau modèle qui porte avec lui des leçons pour la gauche démocratique de partout. » (Taylor, 2005, p. 1) Plus près de nous, au Québec, le modèle suédois inspire et intrigue. En 2013, une délégation de personnalités québécoises influentes était envoyée en Suède (afin de s'inspirer des façons de faire nordiques) et signait trois articles dans le quotidien *Le Devoir* : La confiance au service de l'innovation (*Le Devoir*, publication du 3 janvier 2013); La compétitivité pour mieux servir la solidarité (*Le Devoir*, publication du 4 janvier 2013); La Suède et le Québec qu'elle nous inspire – la gouvernance par le savoir (*Le Devoir*, publication du 5 janvier 2013).

D'un autre côté, on nous annonce périodiquement la dissolution idéologique de la social-démocratie suédoise ou la fin du modèle suédois. Déjà en 1941, Herbert Tingsten affirmait que l'idéologie socialiste du parti social-démocrate suédois avait été remplacée par une idéologie du bien-être dont toutes formes de socialisations avaient été exclues (Tingsten, 1973, p. 341). En 1969, Tomasson alléguait, à propos du parti social-démocrate : « en termes du problème constant des partis politiques modernes – idéologie vs pragmatisme – le parti social-démocrate suédois doit être définitivement classé du côté pragmatique. » (Tomasson, 1969, p. 773) Un peu plus loin il poursuivait : « La Suède fournit un exemple précoce du processus de « dé-idéologisation » qui s'est produit dans les autres démocraties européennes stables après la Seconde Guerre mondiale. » (Tomasson, 1969, p. 775)

Au courant des années 1990, plusieurs décisions politiques importantes ont été prises suite à une grave crise financière ayant touché la Suède. Ces décisions hors de l'ordinaire, visant

notamment la privatisation et la libéralisation de nombreux services publics, ont semblé rompre avec le modèle suédois traditionnel. Faisant référence aux réformes des années 1990, le chercheur suédois Magnus Ryner affirmait que des « factions stratégiques de l'élite sociale-démocrate [avaient] adopté les idées néo-libérales comme la chose la plus naturelle du monde » (Ryner, 2004, p. 98). Aujourd'hui encore, on semble nous annoncer la fin du modèle suédois et la dissolution idéologique des sociaux-démocrates suédois.

Ce mémoire part de l'intuition qu'il est improbable qu'un modèle qui a longtemps fait figure d'archétype parmi les pays sociaux-démocrates (Esping-Andersen, 1999) ait, en quelques années, adopté un point de vue inverse au sien « comme la chose la plus naturelle du monde ». Cette affirmation nous paraissait largement exagérée.

Une bonne proportion de la littérature abordant le modèle suédois et ses transformations récentes comporte des analyses – fondamentales ou comparées – de l'État-providence suédois et des politiques économiques. Ces analyses, la plupart traitant des politiques publiques, partagent, selon nous, une lacune commune et importante. Si elles ont le mérite de décrire les arrangements institutionnels des différentes périodes de développement du modèle, elles arrivent mal à expliquer l'origine de la singularité d'un tel développement. Or, c'est par la compréhension des principes sous-tendant le modèle suédois et dans la signification de ses modifications – et non dans l'évaluation individuelle des politiques publiques – que nous serons plus à même de saisir la portée des changements récents. Si la description empirique ou factuelle du modèle suédois est nécessaire, dans un premier temps, à sa compréhension, nous pensons qu'il est nécessaire, dans un second temps, de pousser plus loin notre analyse et de fouiller les idées ayant mené à son élaboration.

L'étude du modèle suédois, pensons-nous, est nécessaire. Qualifié d'archétype social-démocrate et étudié comme tel tout au long du 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup> siècle, ses transformations ont une portée qui excède ses limites territoriales. En effet, ce n'est pas pour la Suède en elle-même qu'on étudie l'évolution du modèle suédois, mais pour ce qu'il représente pour le monde : la concrétisation réussie d'une conception de l'économie et de la politique divergeant du libéralisme. Or, si les sociaux-démocrates suédois se sont



effectivement convertis au néo-libéralisme et que le modèle suédois glisse lentement, mais sûrement, vers un processus de néo-libéralisation, c'est que le mouvement de convergence politique amorcé à la chute du mur de Berlin aura fait son œuvre jusque dans les bastions « socialistes » les plus stables et « achevés ». C'est, à notre sens, ce qui est en jeu dans ce mémoire.

Ce n'est donc pas un mémoire de maîtrise qui tentera d'analyser individuellement les politiques publiques du modèle suédois. Il sera surtout ici question de comprendre les idées et les principes à la source du modèle. Plus précisément, il s'agira de saisir la signification des transformations de la social-démocratie suédoise des années 1990 et dont les linéaments peuvent être retracés à partir de la fin des années 1960 et au début des années 1970. Pour nous, il ne fait aucun doute que le modèle suédois a évolué depuis une vingtaine d'années. La question fait consensus chez les chercheurs. C'est davantage l'interprétation que les chercheurs donnent de ces changements qui reste matière à débat. Si plusieurs les ont interprété comme une rupture de « l'ancien » modèle, d'autres y ont vu une continuité.

Toutefois, notre objet d'étude ne se livre pas facilement et contient un certain nombre d'écueils théoriques qu'il nous a fallu solutionner. Les questions de la continuité et de la rupture (du modèle et de l'idéologie le sous-tendant) et du processus de changement politique (et idéologique) ont particulièrement posé problème. Comment concevoir la continuité idéologique dans un monde en constante évolution? Comment démontrer qu'être social-démocrate en 1900 et en 2000 s'incarne différemment tout en demeurant, au fond, la même chose? La continuité idéologique implique une certaine forme de changement, mais également une certaine forme de continuité (Hinnfors, 2006). Ce n'est donc pas uniquement sur les institutions en soi qu'il faut porter notre attention – elles sont susceptibles d'être transformées avec le temps – mais également sur les principes sur lesquels reposent ces institutions et le discours politique les légitimant (au premier plan, celui du parti social-démocrate suédois).

Pour comprendre la signification des transformations du modèle suédois intervenues dans les années 1990, nous affirmons qu'il faut également comprendre en profondeur le



processus de transformation idéologique du SAP. Pour nous, la conception du changement politique, développée par Peter Hall (1993) et comprise comme un « apprentissage social » (nous lui ajouterons la notion « d'apprentissage politique »), permet de mieux saisir les motivations qui ont poussé les sociaux-démocrates suédois à « moderniser » leur discours. C'est en saisissant les raisons ayant déclenché cette refonte idéologique, pensons-nous, que nous pourrions saisir l'évolution subséquente du discours idéologique social-démocrate et les développements récents du modèle suédois. En nous servant de la théorie du changement politique de Hall, nous tâcherons de prendre la mesure des transformations politiques des années 1990. L'hypothèse principale que nous développons ici est qu'il n'y a pas eu de changement politique majeur – compris comme un changement de paradigme (Hall, 1993) – mais une modification des instruments (des moyens) pour atteindre les objectifs politiques sociaux-démocrates.

Les conclusions auxquelles nous en arrivons aujourd'hui sont moins catégoriques que ne l'avait été l'intuition initiale. Nous ne croyons pas que le modèle suédois soit demeuré inchangé après les années charnières de la décennie 1990. Nous ne croyons pas non plus que la Suède soit devenue le repère de prédilection des néo-libéraux de ce monde. Nous pensons que le modèle actuel possède des éléments de rupture et de continuité importants que nous devons identifier. En ce sens, nous explorerons deux thématiques importantes et centrales de la théorie sociale-démocrate suédoise. D'une part, nous approfondirons l'évolution historique de la relation entre les notions de croissance économique et de sécurité sociale et, d'autre part, nous étudierons l'évolution de la relation unissant l'État et le marché. Ce faisant, nous tenterons de cerner l'idéologie du parti social-démocrate suédois (SAP) telle que ses dirigeants et ses intellectuels l'ont exprimée. De cette façon, pensons-nous, nous serons plus à même de comprendre la signification des transformations qui ont agité la politique suédoise dans les années 1990.

Cette étude aura donc pour objet principal la signification des transformations du modèle suédois des années 1990. Puisque les notions de continuité ou de rupture impliquent une considération temporelle – un avant et un après – il faudra que notre analyse excède la

seule période des années 1990. Au premier chapitre, nous nous intéresserons à la période de construction du modèle suédois qui couvre essentiellement la période s'étendant de 1930 à 1970. Le second chapitre sera pour sa part consacré à la période d'érosion et de remise en question (de crise) du modèle suédois, à partir des années 1970 et jusqu'aux années 1990, ainsi qu'aux décisions politiques ayant tenté d'y mettre un terme. Le troisième chapitre s'attardera aux notions théoriques encadrant la compréhension de la transformation idéologique du discours du SAP et des changements institutionnels du modèle suédois. Nous tâcherons également de saisir les raisons ayant poussé les dirigeants du SAP à adapter l'idéologie du parti. Pour ce faire, nous développerons l'idée du changement politique comme processus d'apprentissage social et politique (Hall, 1993). Finalement, le quatrième chapitre s'attardera à comprendre la signification des transformations du modèle suédois en passant par une analyse du discours y ayant conduit.

*« La stratégie sociale-démocrate a toujours fait face au problème de la réconciliation de trois dilemmes : la quête du pouvoir, la poursuite de l'égalité et la nécessité de l'efficacité économique. Dans le cas de la Suède, les conditions pour résoudre ces objectifs ont été spécialement opportunes. »*

*(Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 35)*

## CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION DU MODÈLE SUÉDOIS

### 1.1. Considérations préalables

#### 1.1.1. La notion de modèle

Avant de définir plus précisément le « modèle suédois », ce sera l'objet du chapitre qui suit, il nous faut tenter de définir la notion de « modèle ». Bien que le terme « modèle » soit très largement utilisé dans la littérature portant sur la Suède<sup>1</sup>, il a très rarement été défini. Il importe toutefois de remarquer que le sens qu'en donnent les différents auteurs (politiques, journalistes, chercheurs, etc.) diffère de l'un à l'autre. Frédéric Rey (2010)<sup>2</sup>, dans un article consacré à la définition du concept, remarque que le terme est « polysémique ». Le concept de modèle comprendrait quatre dimensions qui se conjugueraient pour donner des significations variables. Lorsqu'on s'attarde à l'acteur qui produit le discours – à ses motivations et à la façon dont il analyse l'objet – il semble se dégager une « variété dans l'unité » (Boltanski et Bourdieu, 1976, cité dans Rey, 2010).

Pour Rey, le modèle peut être traité de manière descriptive ou normative. Dans le premier cas, le modèle sera abordé de manière neutre et distanciée. Dans le second, son utilisation sera caractérisée par une charge normative importante dépeignant l'objet d'étude comme un exemple à suivre (ou plus rarement à ne pas suivre; comme contre-modèle). Le modèle différera également en fonction de sa relation au réel. Il pourra, d'une part, être étudié empiriquement, selon sa structure institutionnelle concrète ou, d'autre part, être défini de façon théorique en simplifiant la complexité afin de faciliter sa compréhension.

Pour Rey, le croisement de ces quatre dimensions forme quatre types de modèles différents : le modèle empirique-normatif – faisant « référence à un objet concret présenté

---

<sup>1</sup> Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à notre bibliographie.

<sup>2</sup> Dans son article Rey, Frédéric, 2010, « Le concept de modèle », Dans Les cahiers du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, 16 novembre 2011, p. 1-23., l'auteur s'est attardé à la définition du concept de modèle à partir de l'étude de la littérature traitant du « modèle danois » de relations professionnelles.

comme la meilleure incarnation de qualités recherchées par son promoteur » (Rey, 2010, p. 9); le modèle empirique-descriptif – partageant avec le modèle précédant « la référence à un objet concret mais se [distinguait] par le déplacement des intentions de la promotion vers l'explication distanciée » (Rey, 2010, p. 11); le modèle théorique-descriptif – s'éloignant de la référence empirique et la complétant par sa théorisation; et le modèle théorique-normatif – représentant souvent une volonté de transposition directe d'un modèle donné.

En ce qui nous concerne, le présent travail fera cohabiter deux conceptions du terme modèle. Les deux premiers chapitres, surtout factuels et empiriques, emprunteront l'approche empirique-descriptive et les deux derniers, plus théoriques, adopteront l'approche théorique-descriptive. Il s'agira, dans un premier temps, de comprendre l'évolution du modèle suédois et sa remise en question à partir de données factuelles (chapitres 1 et 2). Il s'agira ensuite de saisir les raisons ayant conduit les sociaux-démocrates suédois à modifier leur idéologie politique (chapitre 3) ainsi que la portée et la signification des transformations subséquentes à ce changement idéologique (chapitre 4).

Or, si nous venons d'identifier les approches que nous utiliserons au courant de cette étude, il nous faut toujours définir ce que nous entendons par « modèle ». Pour nous, un modèle représente un certain agencement institutionnel identifiable (d'institutions politiques, économiques, sociales, religieuses, etc.) et caractéristique d'un État ou d'une société. Or, cette définition ne saurait suffire car il nous faut reconnaître que certains modèles semblent subsister malgré une évolution, voire une transformation, des institutions qui les ont d'abord caractérisées. Il nous faut alors considérer un élargissement de la définition qui dépasse la simple reconnaissance institutionnelle. Si effectivement les institutions nous semblent un bon point de départ et un élément essentiel de la définition, c'est parce qu'elles incarnent, selon nous, des principes qui se perpétuent à travers le temps. Un modèle sera donc caractérisé par un certain agencement institutionnel, non pas parce que ces institutions formeraient une mécanique particulière dénuée de sens, mais justement



parce qu'elles incarneraient des idées ou des principes enchâssées dans leur fonctionnement qui se perpétueraient.

En Suède, l'édification du modèle national a été très largement influencée par le mouvement ouvrier et l'idéologie sociale-démocrate qu'il a développée et défendue. Conséquemment, nous utiliserons ici les termes de « modèle suédois » et de « social-démocratie suédoise » comme des synonymes.

### 1.1.2. Le clivage gauche-droite

Outre le concept de modèle, nous utiliserons aussi fréquemment les notions de « gauche » et de « droite » dans le présent mémoire. S'il n'est pas question ici d'en faire une étude approfondie et exhaustive, il est toutefois nécessaire d'en déterminer les contours et la signification générale afin d'éviter toute ambiguïté interprétative.

Avant d'en donner une définition plus étoffée selon le contexte suédois, il importe de modérer immédiatement la portée des termes. La gauche n'existe que parce qu'il y a une droite et la droite n'a de sens qu'en relation à la gauche. Ces outils théoriques, quoique dotés d'une signification réelle, ne sont pas absolus et décrivent, de façon relative, un positionnement sur un axe occupé par d'autres idéologies. En ce sens, leur signification précise variera en fonction du contexte social et politique où ils émergent et des idéologies leur étant opposées. Malgré cette relativité du spectre politique gauche-droite, il n'en reste pas moins qu'il demeure largement utilisé dans le monde politique: La représentation de la lutte politique (parlementaire ou sociale) divisée en deux grands blocs opposés, quoique parfois simpliste, demeure une catégorisation assez fidèle de la réalité politique.

La politique suédoise a, depuis longtemps, été organisée autour de ce clivage gauche-droite. La très longue présence du parti social-démocrate au pouvoir a eu pour effet de transporter le centre politique vers la gauche. Conséquemment, on peut facilement penser que le parti conservateur suédois, de centre-droit, serait considéré, aux États-Unis, comme un parti de centre-gauche. Le système de partis suédois a été marqué par une « politique de blocs ». Il importe cependant de préciser que la présence de ces blocs n'a pas empêché la

collaboration circonstancielle, selon les thématiques politiques traitées, de petits partis politiques situés au centre du spectre. Le bloc de gauche rassemble aujourd'hui le parti social-démocrate (*Sveriges Socialdemokratiska arbetarpartiet*<sup>3</sup>), le parti de gauche (*Vänsterpartiet*, anciennement le parti communiste) et depuis peu, le parti vert de l'environnement (*Miljöpartiet de Gröna*). De l'autre côté du spectre politique, le bloc de droite rassemble le parti modéré ou conservateur (*Moderata samlingspartiet*<sup>4</sup>), le parti libéral (*Folkpartiet Liberalerna*), le parti du centre<sup>5</sup> (*Centerpartiet*, anciennement le parti agraire) et depuis peu, le parti chrétien-démocrate (*Kristdemokraterna*)<sup>6</sup>. Deux partis dits populistes ont récemment fait leur apparition au Riksdag (parlement suédois), mais n'ont pas été intégrés dans la politique de bloc : le parti de la nouvelle démocratie (*Ny demokrati*)<sup>7</sup> et le parti démocrate suédois (*Sverigedemokraterna*)<sup>8</sup>.

Le langage politique employé au fil du temps a lui aussi été marqué par le clivage gauche-droite de la politique suédoise. Ainsi, l'expression « la gauche » a surtout désigné le représentant majeur du bloc de gauche de l'échiquier politique suédois, le parti social-démocrate<sup>9</sup>. Si le SAP (et les autres partis du bloc de gauche) apprécie l'étiquette de « gauche » (*vänster*), les partis du bloc politique de droite évitent l'épithète « droite »

---

<sup>3</sup> Plus couramment, on fait référence au parti social-démocrate sous l'appellation « *socialdemokraterna* » (les sociaux-démocrates).

<sup>4</sup> Plus couramment, on fait référence au parti modéré sous l'appellation « *moderaterna* » (les modérés). Dans ce mémoire, nous nous référerons à ce parti sous les appellations de modérés ou de parti conservateur.

<sup>5</sup> Nous le verrons plus loin, le parti agraire a fait partie d'une coalition avec le parti social-démocrate (la coalition rouge-verte), de 1932 à 1957, ayant marqué l'histoire politique suédoise. En 1957, lorsque le parti s'est distancé du parti social-démocrate, il a adopté une nouvelle appellation : le parti du centre.

<sup>6</sup> Nous nommons ici les partis les plus influents malgré qu'il existe, en Suède, une multitude d'autres partis de moindre envergure.

<sup>7</sup> Ce parti obtient 6,7% des voix en 1991 et siège au Riksdag de 1991 à 1994. Pendant la campagne, il combine un message anti-fiscalité et anti-immigration (Christensen, 2010, p. 22). En raison d'une faillite, le parti a cessé d'exister en février 2000.

<sup>8</sup> Ce parti a fait son apparition au Riksdag en 2010 en développant un discours nationaliste et anti-immigration (Christensen, 2010, p. 22). Aux élections de 2010, le parti a récolté 5,7% du suffrage populaire.

<sup>9</sup> Cela n'exclut pas que l'expression « la gauche » se réfère parfois également aux groupes sociaux organisés ayant une disposition favorable pour les idées de gauche.



(*höger*) ou « partis de droite » (*höger partierna*)<sup>10</sup>. À cette expression, ces partis préfèrent généralement l'appellation de « partis bourgeois » qui peut nous sembler appartenir à un discours marxisant d'une autre époque. Précisons que l'adjectif « bourgeois » en suédois (*borgerlig*), tout comme en allemand (*bürgerlich*), est plus ou moins synonyme de « classe moyenne » et donc, interprété plus positivement que l'étiquette « droite » (Christensen, 2010, p. 6). Les expressions « la droite » ou « les partis bourgeois » seront ici utilisées sans prendre en compte la teneur un peu plus péjorative de l'expression « droite ». Si l'expression « les partis bourgeois » se réfèrera particulièrement aux partis politiques – et au premier plan le parti modéré et le parti libéral, qui ont historiquement dirigé le bloc politique de droite – l'expression « droite » inclura également la droite organisée socialement.

## 1.2. Les origines du modèle suédois

Malgré que les balbutiements de la social-démocratie suédoise puissent être retracés au début des années 1880<sup>11</sup>, nous ferons débiter notre analyse au tournant des années 1930. Ce choix n'est pas aléatoire puisque c'est à partir de cette période que le mouvement ouvrier prend réellement une importance capitale pour la suite du destin politique suédois. Nous prenons néanmoins le temps de nous arrêter sur quelques éléments importants qui jetteront un éclairage précieux sur la compréhension des événements des années 1930 et des décennies successives.

Si les sociaux-démocrates réussissent à s'emparer du pouvoir en 1932 – et ce, jusqu'en 1976 sans interruption – ils n'en sont pas à leur première expérience gouvernementale. Le SAP a été créé en 1889 et a fait élire son premier député, Hjalmar Branting, dès 1897. En 1914, le SAP supplante le parti libéral et devient le parti le plus important de la chambre des

---

<sup>10</sup> La gauche n'hésite cependant pas à utiliser l'expression « partis de droite » pour mettre l'emphasis sur leur orientation politique générale.

<sup>11</sup> C'est en 1881 qu'a lieu le premier discours socialiste intitulé *Vad vilja socialdemokraterna?* (Que veulent les sociaux-démocrates?). L'orateur, August Palm, est reconnu pour être le premier à avoir « importé » le socialisme en Suède après un stage d'imprimerie en Allemagne où il aurait participé à des réunions socialistes.

représentants<sup>12</sup>. En 1917, le SAP participe pour la première fois à un gouvernement de coalition libéral-socialiste, dirigé par le libéral Nils Edén. Pour la première fois en 1920, le SAP forme un gouvernement minoritaire homogène dirigé par Hjalmar Branting. Celui-ci dirige à nouveau les gouvernements de 1921 et de 1924. Branting mourra en poste en 1925. Il sera momentanément remplacé par Rickard Sandler puis, par Per Albin Hansson qui dirigera le parti lors de l'élection de 1932.

Très tôt, le parti remet en question l'orthodoxie marxiste et s'oriente, tel que le préconisait Bernstein dans *Les préconditions du socialisme* (1899), sur la voie du réformisme. Ce n'est donc plus la voie révolutionnaire qui est mise en avant, mais une approche gradualiste dont l'horizon lointain demeure révolutionnaire et qui se traduirait par la transformation socialiste de la société suédoise.

Dès la création du parti et jusque dans les années 1920, l'action politique du SAP s'est surtout concentrée sur la lutte en faveur des réformes démocratiques. Le premier congrès du parti avait d'ailleurs établi le droit de vote comme droit politique le plus important à conquérir (Fusilier, 1954, p. 28). Bien que de nombreuses questions séparent le SAP et le parti libéral, c'est grâce à une alliance stratégique des deux partis que les premières réformes du droit de suffrage seront adoptées par le Riksdag. Les premières réformes sont adoptées en 1907 et la dernière modification électorale importante, accordant le droit de vote aux femmes, est adoptée en 1919 (les femmes devront toutefois attendre l'élection de 1921 pour se prévaloir de leur droit).

L'adoption de la journée de travail de 8 heures est l'autre question importante qui anime les députés du SAP pendant les deux premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle. En 1919, elle sera définitivement adoptée par le parlement (et mise en œuvre à partir de 1920). (Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. xxii)

---

<sup>12</sup> À l'époque, le parlement suédois possède également une chambre haute. Elle sera abolie lors d'une modification constitutionnelle en 1971.

Au même titre que le SAP, le mouvement syndical suédois connaît lui aussi du succès. La confédération syndicale nationale *Landsorganisationen* (LO), fondée en 1898, compte le plus grand nombre de membres et réussit à fédérer les autres centrales syndicales. Le début du 20<sup>e</sup> siècle, contrairement à l'image paisible qu'on se fait de la Suède aujourd'hui, est marqué par de très nombreux conflits de travail. Ces conflits culminent en mai 1931 par la grève d'Ådalen qui sera durement réprimée et qui se soldera par la mort de 5 ouvriers (Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 389).

En 1929, la bourse de New York s'effondre entraînant à sa suite la plupart des économies nationales. Les contrecoups de la crise économique se font sentir dès 1930 en Suède et le taux de chômage suédois augmente de façon marquée. C'est à la faveur de cette crise que les sociaux-démocrates réussiront à convaincre l'électorat. Ils n'obtiennent toutefois pas les voix nécessaires à la constitution d'un gouvernement socialiste homogène majoritaire. Comme ils l'avaient auparavant fait avec le parti libéral pour les réformes démocratiques, les sociaux-démocrates vont désormais trouver un terrain d'entente avec le parti agraire.

### 1.3. La construction du modèle suédois

#### 1.3.1. Des politiques économiques novatrices

La plus grande originalité de la Suède à cette période est issue de la réflexion d'un groupe d'économistes associé à l'École de Stockholm qui, pour la première fois, observe une relation entre le chômage et l'insuffisance de la demande intérieure (Simoulin, 2005, p. 292). Pour eux, c'est à l'État que devrait incomber la responsabilité de la maîtrise des cycles de l'économie, à la fois par la recherche active du plein-emploi et par des politiques contra-cycliques<sup>13</sup> (Simoulin, 2005, p. 292). C'est donc à partir de politiques sociales redistributives mises en œuvre par l'État que le groupe d'économistes propose de tempérer l'instabilité de l'économie capitaliste. Ces thèses, bien qu'elles aient été qualifiées de keynésiennes, sont antérieures à la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) de

---

<sup>13</sup> Les politiques contra-cycliques renvoient à la macroéconomie. Dans une perspective de maîtrise des cycles économiques de l'économie de marché, ces politiques sont utilisées pour soutenir l'activité en période de dépression économique ou pour freiner l'activité en période de surchauffe économique.

l'économiste britannique. Lorsque les conséquences désastreuses de la grande crise économique de 1929 commencent à toucher la Suède, l'École de Stockholm, sous le leadership d'Ernst Wigforss, le futur ministre des Finances, a déjà développé une série de mesures économiques formant l'essentiel du « programme de crise » que le gouvernement social-démocrate nouvellement élu mettra en pratique. Ce programme comprend principalement une politique de plein-emploi, un programme de réformes sociales, (développées par le futur ministre des Affaires sociales, Gustav Möller, et largement influencées par les travaux du couple constitué de Gunnar et Alva Myrdal) et un soutien des prix agricoles motivé par la récente alliance politique conclue avec la paysannerie (Simoulin, 2005, p. 292-293). Lors de son élection, en 1932, le SAP priorise le retour au plein-emploi en adoptant un budget comportant un large déficit budgétaire permettant de financer la mise en place d'une assurance-chômage et un programme de grands travaux (Bergounioux et Manin, 1989, p. 64). Si en 1932 la Suède comptait 250 000 chômeurs, elle n'en comptait plus que 10 000 en 1936, après la mise en place du programme de crise du SAP (Bergounioux et Manin, 1989, p. 65).

Un élément important à souligner est l'importance des intellectuels au sein du parti. Les premiers programmes politiques et le programme de réformes que le SAP a mis en place pour contrer la crise est essentiellement l'œuvre d'universitaires, de journalistes ou d'experts (Tingsten, 1973, p. 122). Cette confiance des sociaux-démocrates suédois envers la science aura tendance à perdurer dans le temps et aura comme effet de focaliser les débats sur les détails techniques plutôt que sur les grands principes idéologiques et, par conséquent, de modérer les dissensions idéologiques entre les acteurs politiques.

Ironiquement, la reprise économique des années 1930 n'est pas tellement due au programme de crise, mais plutôt à l'effet positif de la politique de réarmement d'Hitler et à la sous-évaluation de la couronne suédoise (Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 44). Malgré que les succès économiques de l'entre-deux-Guerres ne soit qu'indirectement dus aux politiques mises en œuvre par les sociaux-démocrates, le SAP n'en devient pas moins associé au succès économique et à la gestion efficace de l'économie. Cette réussite, presque

fortuite du SAP, permet toutefois d'institutionnaliser le rôle économique de l'État, les politiques économiques contra-cycliques et d'associer durablement le SAP au succès économique. Ce succès économique procurera au projet politique du SAP une légitimation qui perdurera pendant plusieurs décennies (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 44).

Cette observation d'Esping-Andersen met le doigt sur un aspect important ayant contribué à la stabilité politique suédoise. La durabilité politique du SAP est d'abord et avant tout due à son succès économique : la social-démocratie suédoise a été stable parce qu'elle a fonctionné économiquement. Sans succès économique, la stabilité politique aurait été probablement difficile.

### 1.3.2. Transformation du discours du SAP

En plus de l'originalité des politiques économiques développées par l'École d'économie de Stockholm, la politique suédoise de l'entre-deux-Guerres est largement influencée par un changement de discours du SAP. Alors que ce dernier se considérait lui-même, depuis sa création par les syndicats en 1889, comme le parti de la classe ouvrière, il se définira de plus en plus comme un parti populaire : le parti des « petites gens » et des « dépendants du capital » (Tilton, 1990, p. 27). En plus de la classe ouvrière, le SAP s'adressera désormais à d'autres groupes sociaux, notamment aux agriculteurs et aux petits propriétaires terriens, tous autant dépendants du grand capital que les ouvriers. Dès les années 1920, cette transformation du discours sera mise en avant :

« Branting a toujours considéré les ouvriers comme le cœur du mouvement socialiste, mais dans des termes étonnamment modernes, Branting suggérait de remplacer la conception de prolétaire avec celle de personnes « dépendantes du capital » (c'est-à-dire, manquant de ressources indépendantes), « parce que les contremaîtres, les ingénieurs et ainsi de suite n'ont pas plus d'intérêt [que les ouvriers] à la préservation de l'insécurité capitaliste » » (Branting, 1926, cité dans Tilton, 1990, p. 26).

Au centre de ce recadrage idéologique se trouve la notion de « Foyer du peuple » (*Folkhem*), que Per Albin Hansson, nouveau chef du SAP et futur premier Ministre suédois, développe en 1928 dans un discours historique au Riksdag (Tilton, 1990, p. 126-140). Le Foyer du



peuple est en quelque sorte la pierre d'assise sur laquelle s'échafaudera non seulement l'État-providence national, mais également le projet politique social-démocrate suédois. Voici une partie de l'allocution que Hansson présente, en 1928, devant le parlement suédois :

« Lors d'occasions solennelles – ou parfois même ordinaires –, nous parlons volontiers de la société comme du foyer commun à tous, le « foyer du peuple », le « foyer du citoyen ». (...) Les fondements du « foyer » sont la solidarité et l'esprit de communauté. Le « foyer » idéal ne reconnaît ni privilégiés ni déshérités, ni enfants chéris ni beaux-fils. Nul n'y méprise l'autre, nul n'essaye de tirer profits aux dépens de l'autre, le fort n'opprime ni ne dépouille le faible. Au sein du « foyer » idéal règnent égalité, considération, coopération et volonté de secourir les autres. Appliqués au « foyer du peuple et des citoyens » idéal, ces concepts auraient pour résultat l'effondrement de toutes les barrières sociales et économiques qui séparent aujourd'hui nos citoyens, les privilégiés des déshérités, les dominants des dépendants, les riches des pauvres, les possédants des indigents, les « pillards » de ceux qui se font dépouiller. (...) Pour que la société suédoise devienne le « foyer des citoyens », il faut que les différences de classes s'aplanissent, que les services sociaux se développent, que l'égalité économique se réalise, que les employés soient prêts à prendre part à l'administration de l'économie, que la démocratie y compris sociale et économique soit menée à bien ». (Hansson, 2009, p. 72-73)

Selon la vision développée par Per Albin Hansson, la nation suédoise forme une grande famille animée d'un sentiment communautaire fort où la fraternité, l'égalité, la solidarité et la coopération prennent le pas sur la compétition et la concurrence. Cette vision du foyer suédois implique qu'aucun individu et qu'aucune classe – ni même la classe ouvrière – ne connaîtront de traitement de faveur sous un gouvernement socialiste et que tous profiteront également et universellement de ses politiques. Cette conception préconise une solidarité nationale qui remplace la solidarité « microsocialiste » de classe qui avait caractérisé l'évolution du SAP jusqu'à présent. Il n'est plus question ici de défendre les intérêts d'une classe en particulier, mais l'intérêt de toutes les victimes du capitalisme (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 39).

Outre la notion de foyer du peuple, une autre évolution idéologique aura des conséquences politiques importantes. Jusqu'au milieu des années 1910, le SAP s'était contenté d'une

position politique relativement périphérique et entretenait peu d'espoir de réellement accéder au pouvoir. Le parti s'était d'ailleurs davantage concentré, avec les libéraux, sur la lutte pour l'obtention du suffrage universel et avait repoussé, voire délaissé, l'élaboration d'un programme détaillé de politiques économiques et sociales (Merrien, Parchet, Kernen, 2005, p. 93). Jusque-là, ce dernier s'était résumé à l'énoncé de slogans politiques socialistes vagues. Étant confiné à l'extérieur des cercles du pouvoir, le SAP pouvait se permettre de clamer haut et fort l'objectif de la socialisation des moyens de production comme instrument privilégié vers le socialisme. Lorsqu'à partir de 1917 la possibilité d'occuper le pouvoir est réelle, il devient impératif pour les dirigeants du parti de préciser certains de ces slogans (Tilton, 1990, p. 78-79). Au sein du parti, tous ne sont pas convaincus que l'instrument de la socialisation représente une panacée. Plusieurs doutent que les nationalisations soient le remède universel à l'exploitation des ouvriers et à la question sociale. En plus de ces doutes théoriques, le SAP subit un revers électoral en 1928 alors même que la campagne électorale avait en bonne partie porté sur le thème des nationalisations (Tingsten, 1973, p. 274-276). Au parti, plusieurs font le constat que les socialisations représentent un écueil à la fois théorique et pratique. Non seulement la propriété collective des instruments de production n'est pas rentable électoralement, mais elle soulève de nombreux doutes quant à sa valeur pour parvenir aux objectifs socialistes du SAP (Tilton, 1990, p. 87-88). La création par le SAP, en 1920, d'une commission portant sur les socialisations aura le double avantage d'éviter des luttes fratricides au sein du parti et de dégager sa direction du choix à court terme de la ligne à adopter (Tilton, 1990, p. 89-92). Elle permettra en outre de repousser la question épineuse des nationalisations aux calendes grecques tout en se concentrant sur des objectifs plus urgents. De fait, la commission s'éternisera et ne parviendra à ses conclusions que 16 ans plus tard<sup>14</sup>. Une chose reste cependant certaine, à partir des années 1930, l'instrument des socialisations, même s'il demeure une option valable, est largement abandonné par le parti.

---

<sup>14</sup> Nous reviendrons à ces conclusions au chapitre 4.



### 1.3.3. Collaboration de classe

Le SAP qui, depuis 1917, s'est élevé au rang de parti national le plus important, n'obtient toujours pas le nombre de voix suffisant pour atteindre la majorité parlementaire. S'il désire occuper le pouvoir et non plus l'influencer de l'extérieur, il doit se tourner vers d'autres forces politiques. En ce sens, le développement d'une nouvelle rhétorique plus rassembleuse lui permet de rallier à la fois la classe ouvrière et la paysannerie qui conserve, en Suède, un poids social important (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 42). Alors que d'autres partis sociaux-démocrates, notamment en Allemagne, se sont radicalement opposés à toute collaboration de classe avec la paysannerie « petite-bourgeoise » et « réactionnaire », les sociaux-démocrates suédois y ont vu une occasion de gain électoral. D'un côté, le SAP accède aux demandes de la paysannerie concernant la stabilisation des prix des produits agricoles. De l'autre, la paysannerie, longtemps opposée aux nationalisations systématiques et à la hausse des impôts, appuie le programme de réformes sociales proposé par le SAP. L'alliance « rouge-verte » entre ouvriers et fermiers, rendue possible par le recadrage idéologique du SAP, s'étendra sur une période couvrant un quart de siècle, de 1933 à 1957. La stabilité politique de cette période permettra le développement de l'État-providence suédois et l'installation du SAP comme parti naturel du gouvernement.

### 1.3.4. Développement de l'État-providence

Jusque dans les années 1930, la Suède traînait derrière les autres pays européens en matière de sécurité sociale (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 40). Contrairement aux social-démocraties allemande et anglaise, où l'État-providence a préexisté à l'arrivée au pouvoir des partis sociaux-démocrates, en Suède, l'accession au pouvoir du SAP et la construction de l'État-providence se sont confondues dans un même mouvement.

La Suède d'avant les années 1920 et 1930 se démarque par ses rudes conditions de vie. La pauvreté de l'agriculture ne permettait guère aux Suédois de prospérer : « [a]ussi la nature n'avait-elle guère été généreuse et ne favorisait-elle pas le développement économique

dans un temps où l'agriculture était l'activité essentielle et primordiale. » (Parent, 1970, p. 42) La misère et les rudes conditions d'existence pousseront environ un million de Suédois (environ le quart de la population nationale) à émigrer, majoritairement vers le Nouveau Monde, entre 1850 et 1920<sup>15</sup>.

La protection sociale est minimale et peu développée lorsque le Parti social-démocrate arrive au pouvoir en 1932. Des politiques concernant l'assurance maladie et l'assurance contre les accidents de travail ont été adoptées respectivement en 1891 et en 1901, mais elles restent volontaires, privées et limitées à une élite déjà fortunée (Esping-Andersen et Korpi, 1987, p. 48). Seule exception notable, un régime de protection obligatoire, universel et pourvu de prestations uniformes concernant les pensions de vieillesse a été adopté dès 1913 par le gouvernement libéral. Ces politiques, malgré qu'elles demeurent peu généreuses, contiennent toutefois les principes de solidarité et d'universalité qui caractériseront le développement ultérieur de l'État-providence suédois (Esping-Andersen, 1987, p. 48). Bien que la réforme des pensions de vieillesse ait été appuyée par le SAP, il convient néanmoins de souligner qu'à cette époque, le parti agraire et le parti libéral étaient étonnamment plus favorables aux réformes politiques que le SAP. Ce n'est qu'à son accession au pouvoir que le SAP se dotera d'un programme complet de politiques sociales (Tilton, 1990, p. 87). Pour Esping-Andersen, « [c]e n'est pas surprenant que la synonymie entre l'État-providence et la social-démocratie soit si facilement évoquée pour la Suède : les deux se sont édifiées ensemble. » (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 35)

En outre, il faut attendre les années 1930 et même les années 1950 pour que l'État-providence suédois prenne réellement l'ampleur qu'on lui reconnaît aujourd'hui. La stabilité politique issue du *quid pro quo*<sup>16</sup> entre fermiers et ouvriers permet au SAP, sous l'égide de

---

<sup>15</sup> Cette migration massive, qui a laissé des traces dans la mémoire collective suédoise, est retracée dans la série de romans de Vilhelm Moberg, *La Saga des émigrants* : 1) Au pays; 2) La traversée; 3) La terre bénie; 4) Les pionniers du Minnesota; 5) Au terme du voyage (on peut trouver, en français, la série de cinq romans aux éditions Biblio roman).

<sup>16</sup> L'expression latine *quid pro quo* signifie : avoir quelque chose, contre quelque chose. Contrairement au compromis, elle n'implique pas l'adoption d'une voie intermédiaire représentant

son ministre des Affaires sociales, Gustav Möller, de mettre en place son architecture institutionnelle<sup>17</sup>. La protection sociale adoptée à cette époque et le développement des services sociaux restent toutefois modestes et se distinguent peu des autres pays. Elles entraînent toutefois une prise de conscience nationale, sous la forte influence du travail de Gunnar et Alva Myrdal (1934), en ce qui concerne l'importance des politiques sociales généreuses envers les femmes et les familles (Simoulin, 2005, p. 294). L'universalité et l'uniformité des prestations, sous-tendues par le principe de citoyenneté sociale, sont néanmoins présentes dans la logique du système tel qu'il apparaît avant la Seconde Guerre et à partir duquel sera élaboré le modèle d'après-Guerre qui sera qualifié « d'âge d'or » du modèle suédois.

### 1.3.5. Néo-corporatisme et paix industrielle

Parallèlement au développement d'un ensemble de politiques économiques originales, à la construction de l'État-providence et à l'affirmation du SAP comme force politique dominante, c'est également à cette époque que sont créées les institutions néo-corporatistes qui organiseront les relations industrielles en Suède jusque dans les années 1970. À l'image de l'alliance entre les sociaux-démocrates et la paysannerie, le monde du travail connaît lui aussi une alliance historique entre les forces organisées du travail et du capital sous l'égide du puissant syndicat des cols bleus, *Landsorganisationen av Sverige* (LO), et de la confédération patronale, *Svenska Arbetsgivareföreningen* (SAF). L'accord de Saltsjöbaden, signé en 1938 à l'hôtel de la station balnéaire du même nom, formalise le *quid pro quo* entre patrons et salariés. Rassemblés autour de LO, les syndicats acceptent les

---

une modération des points de vue adverses. Pour Bergounioux et Manin (1989), le *quid pro quo* est caractéristique du mode de résolution des conflits des sociaux-démocrates. Dans ce cas-ci, la coalition rouge-verte tient à l'acceptation, par le parti agraire, du programme de protection sociale du SAP (impliquant une hausse du taux d'imposition à laquelle les fermiers étaient opposés), en échange d'une augmentation, par le SAP, des tarifs douaniers (auxquels les membres du SAP étaient au départ opposés en raison de l'augmentation du coût de la vie de la classe ouvrière).

<sup>17</sup> Voici une liste non-exhaustive des programmes adoptés et de leurs réformes successives : Commission de la création d'emploi et de la force de travail (1933, 1940, 1948); Système de pensions populaires (1935, 1946); assurance-chômage (1934, 1941); service social et de santé préventive (1937, 1938, 1943); Allocations familiales (1935, 1937, 1947); subventions au logement (1941, 1942, 1948).

prérogatives associées au droit de propriété capitaliste – la gestion économique de l'entreprise, l'embauche et le licenciement du personnel – fermant ainsi la porte à un programme de nationalisations à grande échelle. Chose surprenante, les centrales syndicales renoncent même au recours à la grève en contrepartie de l'engagement patronal de l'abandon des lockouts et de l'utilisation des briseurs de grève. De son côté, la SAF accepte la légitimité syndicale, le principe de la négociation des conditions de travail et le processus progressif d'égalisation salariale (Elvander, 2003, p. 148-150). La « paix industrielle » suivant l'entente de Saltsjöbaden marque le début d'un nouveau régime de relations industrielles en Suède. Ce régime perdurera jusque dans les années 1970 (Elvander, 2003, p. 147) et impliquera, pour les deux parties, un changement de ton.

À partir des années 1940, plusieurs comités paritaires formaliseront la coopération durable entre les représentants ouvriers et patronaux. Dès 1946, ces comités sont institués pour « favoriser l'information et la consultation » dans les entreprises de plus de 50 employés. En 1951 la SAF et LO créeront une Commission de la Sécurité des Travailleurs et en 1952, un Comité du Marché (Bergounioux et Manin, 1989). Cette coopération est consolidée par la création d'un comité conjoint permanent qui sera en place jusqu'à l'érosion de la paix industrielle dans les années 1970 (Elvander, 2003, p. 149). L'institutionnalisation de ces comités paritaires marque le début d'un régime nouveau de coopération réel entre le travail et le capital. Patrons et ouvriers auront la responsabilité commune du maintien de la compétitivité nationale. De fait, les ouvriers accepteront à l'occasion des réductions ou des gels salariaux en échange d'une plus grande stabilité d'emploi (Tilton, 1990).

D'un côté, la force du mouvement ouvrier oblige désormais les employeurs à accepter qu'ils ne détiennent plus le monopole des décisions économiques nationales. De l'autre, le mouvement ouvrier accepte les conditions de l'économie de marché et du capitalisme. À partir de ce moment, le mouvement ouvrier fait un pas décisif dans le choix du réformisme et du gradualisme sur la stratégie révolutionnaire. Si « l'horizon révolutionnaire » demeure, il n'est envisageable que par la transformation démocratique, et nécessairement lente, de la

société capitaliste. Aux socialisations des moyens de production sera préféré le contrôle social de l'économie de marché (Tilton, 1990, p. 264-265).

Lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la Suède se démarque déjà des autres pays d'Europe. L'État joue un rôle novateur et majeur dans le contrôle de l'économie et dans la protection sociale qui, bien que modestement développée, possède déjà une structure institutionnelle et des principes sur lesquels s'appuieront les réformes de l'après-Guerre. Favorisé par un recadrage idéologique, le SAP a réussi à nouer une alliance politique durable avec la paysannerie et à s'installer comme parti naturel du gouvernement. Parallèlement aux succès du SAP, les intérêts organisés du capital et du travail ont signé une paix industrielle ayant mené à une collaboration réelle et à la création d'institutions de type néo-corporatiste.

#### 1.4. Maturité du modèle

C'est après la Seconde Guerre et surtout à partir des années 1950 que le modèle suédois acquiert un caractère réellement distinct (Simoulin, 2005, p. 295). La politique de neutralité que le gouvernement de coalition nationale a réussi à tenir pendant toute la Guerre a préservé la capacité industrielle de la Suède. La reconstruction de l'Europe va profiter aux industries suédoises et les taux de croissance soutenus des trente glorieuses doublés de la stabilité politique que connaît la Suède sous le règne du parti social-démocrate favoriseront l'adaptation du modèle aux conditions de l'après-Guerre.

##### 1.4.1. Une nouvelle alliance politique

Le développement industriel intense, l'urbanisation et la diminution de l'importance sociale de la paysannerie ont pour effet d'affaiblir la coalition rouge-verte qui avait caractérisé l'entre-deux-Guerres. Les sujets de désaccord entre ouvriers et fermiers se multiplient et l'alliance éclate en 1957 (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 48-49). L'appui électoral du SAP, même s'il n'a cessé de croître, ne lui permet toujours pas d'atteindre une majorité absolue à lui-seul. Pour conserver le pouvoir, le parti décide de se tourner vers la force politique émergente que représente la classe moyenne. Or, le choix stratégique de ce nouvel allié ne va pas de soi. D'une part, sa composition sociologique,



contrairement à la classe ouvrière et à la paysannerie, n'est pas homogène et ses lignes de divisions sont multiples. D'autre part, le SAP ne peut désormais plus compter sur la capacité mobilisatrice d'un autre parti comme c'était le cas du parti agraire. Afin de construire l'unité politique dont il a besoin, le gouvernement social-démocrate doit s'appuyer sur un type de politiques qui ralliera autant la classe moyenne que la classe ouvrière. Les politiques novatrices, qu'il mettra en place à partir de la seconde moitié des années 1950, seront adaptées aux besoins de la classe moyenne émergente, plus habituée au confort matériel et à un standard de vie élevé. C'est là le tour de force du SAP selon Esping-Andersen : réussir à créer une solidarité capable d'englober différents groupes sociaux aux intérêts parfois divergents. Selon lui :

« les phases du développement de l'État-providence suédois sont marquées par différentes conceptions de la solidarité : depuis le modèle de solidarité « microsocialiste » des débuts, en passant par une solidarité nationale des « petites gens », à la lutte contemporaine (plus problématique) pour trouver un principe de solidarité embrassant les salariés de tous les niveaux. » (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 39)

C'est à partir de services publics de qualité et de programmes sociaux généreux adaptés à un haut standard de vie que le SAP réussira à rallier la classe moyenne à son projet politique.

De la même façon que l'alliance rouge-verte s'était construite autour de la métaphore du foyer du peuple, le nouvel appel à la classe moyenne s'accompagne d'une transformation du discours dominant du SAP. La rhétorique du « Foyer du peuple » et du parti des « petites gens » sera progressivement remplacée par celle plus rassembleuse de la « société forte » et du « parti des salariés ».

Le changement d'allié politique a toutefois modifié les conditions de conservation du pouvoir. Si le SAP pouvait compter sur la mobilisation d'un groupe social important par un autre parti, le parti agraire, il ne peut désormais compter que sur ses propres capacités afin de rassembler une majorité électorale. Dans les faits, les quelques points de pourcentage qui lui manquaient pour obtenir la majorité sont compensés par les sièges du parti de

gauche, qui obtient régulièrement des résultats électoraux avoisinant les 5%<sup>18</sup>. Bien qu'aucune alliance formelle n'ait jamais été négociée, les sociaux-démocrates savent fort bien que la gauche préfère généralement leurs politiques à celles du bloc bourgeois.

#### 1.4.2. Le modèle Rehn-Meidner

Le modèle suédois de l'après-Guerre se confond avec le modèle de relations industrielles proposé par les deux économistes en chef de LO, Gösta Rehn et Rudolf Meidner. Adopté au Congrès de LO de 1951 (Simoulin, 2005, p. 296), le modèle vise avant tout les objectifs syndicaux de l'amélioration et de l'égalisation des conditions de travail. Le principe de solidarité salariale, qu'ils placent au cœur du modèle, implique que chaque travailleur suédois devrait être en mesure de jouir d'un salaire convenable, lui assurant un niveau de vie élevé. Les entreprises incapables de fournir de tels salaires devraient être poussées à la faillite et remplacées par des firmes habilitées à fournir des conditions salariales décentes. À partir du milieu des années 1950 et jusque dans les années 1960, le principe de solidarité salariale sera progressivement étendu à tous les secteurs de l'économie suédoise. Concrètement, les négociations collectives se tiennent de façon centralisée par secteur économique et le niveau de la rémunération, suivant le principe de solidarité salariale, est déterminé en fonction de la capacité salariale des entreprises les plus concurrentielles du marché. Les salaires ainsi déterminés sont ensuite appliqués à l'ensemble de la branche économique. Cette façon de procéder permet, d'une part, d'augmenter du niveau moyen de la rémunération et, d'autre part, de diminuer de façon notable les écarts salariaux.

Cependant, la pression qu'impose la hausse salariale sur les entreprises les moins performantes les pousse souvent à la faillite et, par voie de conséquence, provoque la mise à pied de travailleurs. L'application stricte du principe de la solidarité salariale entraîne donc la mise au chômage d'une partie de la population active, à savoir celle qui est employée dans les entreprises incapables de leur fournir un salaire convenable.

---

<sup>18</sup> On dit même que le SAP invitait secrètement une portion de son électorat à voter pour la gauche afin que le parti communiste obtienne le pourcentage nécessaire pour l'obtention de sièges au parlement (4%).



Convenons qu'il est pour le moins surprenant qu'une telle proposition ait émanée des syndicats eux-mêmes, ceux-ci se préoccupant habituellement de la préservation des emplois et de la réduction du chômage. Cette position n'aurait pu être possible sans le concours de l'État et le développement de politiques sociales visant à pallier aux « défaillances » du marché. La politique active du marché de l'emploi que le gouvernement social-démocrate met en place à cette époque prend en charge la portion de la population au chômage. Par le moyen de politiques stimulant le marché de l'emploi, l'État prend en charge la formation et à la mobilité des travailleurs inactifs. Les programmes de formation de la main-d'œuvre, dont les prestations sont généreuses et adaptées au niveau de vie de la classe moyenne, ciblent les secteurs économiques les plus performants et les entreprises possédant la capacité de payer des salaires adéquats. Cette contrepartie étatique permet aux individus de réintégrer le marché du travail à moyen terme de façon optimale autant pour eux – ils sont réorientés vers des industries de pointe possédant la capacité de leur verser un salaire convenable – que pour la société suédoise – les ressources utilisées de façon inefficace sont réinsérées dans les secteurs les plus productifs de l'économie. L'État suédois instrumentalise ainsi le marché – qui départage les entreprises « gagnantes » et « perdantes » – et intervient activement pour réorienter les ressources dans les secteurs plus performants. En renvoyant ainsi les ressources utilisées de manière inefficace par les « canards boiteux » dans les secteurs les plus productifs, l'État suédois a réussi à édifier une véritable machine de croissance. Les syndicats, qui ont eux-mêmes proposé cette stratégie de croissance, souhaitaient de cette façon éliminer les bas salaires en éradiquant les entreprises incapables de se conformer aux standards élevés de rémunération. Ils engageaient ainsi la Suède dans un processus de déprolétarianisation qui s'avérera d'une efficacité remarquable.

Pour Esping-Andersen, cette propension systématique des gouvernements suédois à privilégier les politiques actives du marché de l'emploi, qui exploitent au maximum le potentiel productif de la population, est caractéristique de la façon de faire suédoise. Pour lui :

« Le modèle suédois est unique relativement à son biais envers des politiques préventives et « productivistes »; il dépense relativement peu en assurance chômage mais investit lourdement dans l'employabilité, la formation, la mobilité des travailleurs, la formation aux adultes, la prévention des maladies et des accidents et les services à la famille. C'est un État-providence conçu pour et dépendant de la minimisation des besoins sociaux et la maximisation de l'emploi. La philosophie est que l'argent dépensé ici crée davantage d'épargne ailleurs. » (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 36)

Il faut néanmoins comprendre que le système issu de l'interaction du mécanisme de solidarité salariale et de la politique active du marché du travail n'a été rendu possible que par l'engagement de l'État en faveur du plein emploi. Si l'État est exclu des processus de négociation salariale, c'est lui qui permet l'application du principe de la solidarité salariale qui détermine le fonctionnement de ces négociations. Sans assurance par le SAP de mettre en œuvre des politiques actives du marché de l'emploi, les syndicats n'auraient jamais proposé ce type de fonctionnement.

De la fin des années 1930 jusqu'au début des années 1990, le taux de chômage suédois s'est maintenu dans des valeurs avoisinant les 2,5%. Lorsque pratiquement l'ensemble de la population active subvient à ses besoins par le revenu d'emploi, les demandes en programmes sociaux sont limitées et les recettes fiscales sont maximales. Financé de manière adéquate, l'État peut plus aisément se permettre de proposer une politique de formation de la main-d'œuvre dont les allocations de remplacement du revenu sont généreuses. Or, cette générosité n'a été possible que parce qu'elle a été doublée d'une situation de plein emploi où les dépenses sociales de l'État ont été maîtrisées et où les revenus de l'État restaient élevés.

#### 1.4.3. Un État-providence adapté à la classe moyenne

La logique de déprolétarianisation comprise dans le modèle Rehn-Meidner s'est aussi appliquée au développement de l'État-providence suédois. Si le régime de protection sociale issu de l'alliance rouge-verte convenait aux besoins des classes populaires que représentaient les agriculteurs et les ouvriers, il est désormais moins adapté au standard de vie auquel s'est habituée la classe moyenne. Alors que le régime précédent garantissait un

minimum de subsistance par des prestations fixes accordées sur une base universelle s'approchant des régimes libéraux d'État-providence, les nouvelles politiques, et au premier chef la réforme des pensions adoptée en 1959 (ATP), lient les prestations aux revenus d'emploi antérieurs<sup>19</sup>. De plus, le champ de l'État-providence s'étend à des domaines qui ne relevaient pas traditionnellement de sa responsabilité. C'est le cas notamment de la politique du logement, des politiques parentales et des politiques environnementales qui apparaissent à cette époque. Ce nouveau régime d'État-providence, qui plaît autant aux ouvriers qu'à la classe moyenne, permet au SAP de rassembler un soutien électoral suffisant pour se maintenir au gouvernement<sup>20</sup>. Pour Esping-Andersen, le changement de l'alliance politique et la transformation progressive du modèle d'État-providence ont été un point tournant dans l'évolution de la social-démocratie suédoise :

« Un nouveau modèle d'État-providence vient de pair avec un réaligement politique. Les principes de solidarité universelle ont été préservés, mais reformulés : pour les pensions, comme pour les prestations de santé, l'assurance emploi, et bien sûr toutes les réformes suivantes, la couverture est égale et universelle, tandis que les prestations sont ajustées aux revenus et aux attentes. » (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 50)

Ainsi, le modèle suédois de l'après-Guerre s'est rapproché des besoins de la classe moyenne et a considérablement modifié les bases sociales et institutionnelles du système d'avant-Guerre qui avait été édifié sur le *quid pro quo* entre ouvriers et fermiers. La redistribution de la richesse nationale, qui passait par des politiques sociales passives et des politiques économiques de stimulation de la demande intérieure de type keynésien, a été remplacée par une redistribution du pouvoir d'achat par le salariat. L'augmentation des salaires et la diminution de l'écart salarial entre travailleurs ont progressivement permis au SAP d'atteindre ses objectifs d'égalité sociale et de liberté des individus.

---

<sup>19</sup> La formule des pensions ATP prévoit également un mécanisme de correction pour les plus bas revenus permettant ainsi à tous les retraités d'avoir un revenu au-dessus du revenu national médian.

<sup>20</sup> Si le SAP n'a réussi que deux fois à atteindre des majorités absolues, en 1940 et en 1968, sa position gouvernementale est assurée par le soutien informel du parti de gauche (dont le support permet tout juste au SAP de franchir le cap des 50%) qui préfère les politiques du SAP à celles des partis bourgeois.

Or, si l'arrangement néo-corporatiste<sup>21</sup> du modèle Rehn-Meidner a réussi à s'imposer, c'est que d'autres acteurs sociaux y ont aussi trouvé leur intérêt. Si les négociations salariales centralisées permettaient d'augmenter la moyenne du revenu d'emploi des travailleurs, elles permettaient en même temps de limiter les augmentations salariales à la capacité de payer des entreprises (du moins, celles qui ne fermaient pas). Et ceci est encore plus vrai pour le secteur des exportations qui est soumis, plus que tous les autres, à une concurrence internationale féroce. La restriction des coûts de production à la capacité de payer des entreprises qu'autorisait le mode de régulation néo-corporatiste permettait, en quelque sorte, de protéger le secteur des exportations et de conserver sa compétitivité internationale. Pour l'industrie suédoise, tournée en bonne partie vers l'extérieur en raison de son petit marché national, la proposition Rehn-Meidner présentait un avantage indéniable.

Outre les syndicats et les entreprises exportatrices, l'État retirait également un certain intérêt du modèle Rehn-Meidner. La restriction des salaires, que garantissaient les négociations collectives centralisées, permettaient de conserver un taux d'inflation relativement bas et stable. Ainsi, ce n'est pas en raison d'une nature humaine plus encline au consensus ou en raison d'une capacité supérieure de la classe économique et politique suédoise à identifier et rechercher le bien commun que le modèle Rehn-Meidner a été adopté, mais bien parce que chacun des partenaires sociaux y trouvaient son compte (Simoulin, 2005).

---

<sup>21</sup> Pour plus de détails sur le néo-corporatisme suédois, référez-vous à l'ouvrage Bergounioux, Alain, Bernard Manin, 1989, *Le régime social-démocrate*, Paris, Presses Universitaires de France, 189 p. ou aux articles suivants : Lash, Scott, 1985, « The End of Neo-corporatism?: The Breakdown of Centralised Bargaining in Sweden », *British Journal of Industrial Relations*, Vol. 23, no. 2, p. 215-239 ; Elvander, Nils, 2003, « Two Labour Market Regimes in Sweden : A Comparison Between the Saltsjöbaden Agreement of 1938 and the industrial Agreement of 1997 », *Industrielle Beziehungen*, Vol. 10, no. 1, p. 146-159.

#### 1.4.4. Quelques frictions sociales

Il vaut toutefois la peine de souligner que l'application du modèle Rehn-Meidner et du nouveau régime d'État-providence n'a pas fait que des heureux. Le fonctionnement de la politique active du marché de l'emploi, quoiqu'efficace économiquement, a été à la source de quelques frictions sociales, surtout dans les régions du nord de la Suède. Malgré que l'État ait tenté de distribuer géographiquement les retombées de la croissance et la création d'emplois, le sud a eu tendance à connaître une meilleure croissance que le nord, notamment en raison de la présence des agglomérations les plus importantes : Stockholm, Göteborg et Malmö. La formation de la main-d'œuvre et la « réorientation » des travailleurs dans les secteurs les plus compétitifs de l'industrie ont signifié, pour plusieurs Suédois, le déménagement – voire le déracinement – des régions nordiques vers les régions australes de la Suède. Ainsi, pour suivre les besoins du marché et les entreprises les plus performantes, le bilan migratoire suédois a favorisé le sud au détriment du nord.

La solidarité salariale, la politique active du marché de l'emploi et le plein-emploi ont constitué les éléments clefs du modèle suédois de l'après-Guerre. Ils ont été implantés en fonction des objectifs politiques stratégiques du SAP consécutifs à l'érosion de son alliance avec la paysannerie et à la recherche du soutien politique de la classe moyenne. L'élargissement des responsabilités sociales de l'État et l'implantation progressive du modèle Rehn-Meidner ont considérablement modifié la façon d'atteindre les objectifs sociaux-démocrates. Si le système précédent préconisait l'utilisation de politiques passives du marché de l'emploi, inspirées des théories keynésiennes (où les individus reçoivent passivement des prestations en attendant de trouver un emploi), le modèle d'après-Guerre a introduit une logique différente non pas basée sur la redistribution des revenus de l'État, mais sur une distribution plus équitable et universelle du salariat. Cette nouvelle organisation du modèle suédois n'a été possible qu'en raison de la prépondérance accordée aux institutions néo-corporatistes.



## CHAPITRE II : LA CRISE DU MODÈLE SUÉDOIS

À partir des années 1970, il est généralement reconnu que le modèle suédois entre dans une période de transition ou de « crise » qui s'étendra jusqu'aux années 1990 (Lindbeck, 1997; Vidal, 2010; Pontusson, 1992). Cette crise est généralement décrite comme double. D'une part, la reconfiguration des forces sociales entraîne une recomposition du paysage politique suédois. Si le SAP s'était maintenu au pouvoir depuis les années 1930, grâce notamment à l'importance sociale de la classe ouvrière, il perd le pouvoir à trois reprises aux mains d'alliances de partis bourgeois, en 1976, en 1991 et en 2006. D'autre part, l'économie suédoise qui s'était forgée une réputation de stabilité connaît des périodes plus ou moins graves de difficultés pendant les années 1970 et au début des années 1990. Nous décrivons ici les crises sociales, politiques et économiques qu'a connues le modèle suédois.

### 2.1. La crise politique et sociale

À partir des années 1970, la Suède connaît une série de transformations sociales, politiques et économiques, qui seront importantes pour le développement du modèle suédois. Les crises économiques du début des années 1970 et du début des années 1990 infligeront un électrochoc à l'économie de la société suédoise s'étant habituée à une croissance stable. La radicalisation de la gauche pendant les années 1970, largement influencée par les mouvements pacifiste, féministe et environnementaliste, et la radicalisation subséquente de la droite pendant les années 1980, de plus en plus favorable aux idées néo-libérales, affecteront les décisions politiques et économiques concernant le modèle suédois. L'érosion progressive des institutions mises en place par les sociaux-démocrates et la perte du pouvoir du SAP à trois reprises marqueront la fin de son hégémonie et la concrétisation politique des changements sociaux.



### 2.1.1. La radicalisation de la gauche

À la fin des années 1960, le SAP voit apparaître dans ses rangs une nouvelle génération de militants. Issus des nouveaux mouvements sociaux, ceux-ci développent une vision différente de celle que le mouvement ouvrier suédois a traditionnellement défendue. D'une part, les mouvements féministes critiquent la notion de pourvoyeur ainsi que la séparation sexuelle du travail (entre les tâches productives et reproductives). D'autre part, les environnementalistes remettent en question le bien-fondé de la croissance, qui avait été au cœur du fonctionnement du modèle suédois d'après-Guerre. Alors que plusieurs au sein du SAP considéraient la construction de l'État-providence comme une fin en soi, la génération montante la considère comme une étape parmi d'autres vers le développement d'une société égalitaire. Pour eux, il s'agit désormais de passer à la prochaine étape, la démocratie économique (Andersson, 2006, p. 16-17).

Si cette thématique est populaire au sein de la jeune génération du SAP issue des nouveaux mouvements sociaux, plusieurs événements convaincront également les ouvriers de son bien-fondé. Pendant la seconde moitié des années 1960, le gouvernement social-démocrate, qui doit composer avec un fort taux de chômage et une inflation rampante – c'est-à-dire une inflation modérée et persistante (Vidal, 2010, p. 6) – impose un gel salarial au secteur public. Cette décision controversée provoque la colère des travailleurs. Une grève non autorisée par les centrales syndicales éclate dans le nord de la Suède. Devant les journalistes qui couvrent l'événement, un ouvrier s'exprime :

« La propriété de l'État! Qu'est-ce que ça change? Nous n'avons jamais senti qu'elle [la compagnie] nous appartenait. Et le conseil d'administration – ce n'est pas comme nous nous y sentions les bienvenus. » (cité dans Tilton, 1990, p. 216)

Alors que la propriété publique des entreprises avait jusque-là été considérée comme un rempart et une garantie contre l'exploitation des travailleurs, il devient clair pour plusieurs que ce seul critère n'est plus suffisant. Il faut aller plus loin. Le thème de la démocratie économique, qui a été développée chez la nouvelle génération du SAP (celle issue des nouveaux mouvements sociaux), trouve désormais écho chez les travailleurs. Les objectifs

de la démocratie économique et de la codétermination, qui avaient été mis en veilleuse depuis l'entente de Saltsjöbaden, sont adoptés au Congrès de 1969 de LO (Tilton, 1990, p. 216).

Face à la radicalisation à l'intérieur de ses rangs, le gouvernement social-démocrate va resserrer, au début des années 1970, la réglementation du marché de l'emploi. En 1973, les travailleurs obtiennent le droit de siéger aux conseils d'administration des compagnies et la loi de la sécurité d'emploi est renforcée. Surtout, le SAP fait adopter en 1976 une loi controversée sur la codétermination, qui donnera libre accès aux syndicats aux données des entreprises et forcera les employeurs à négocier tout changement important affectant les travailleurs (Simoulin, 2005, p. 298). Or, ces nouvelles règles légales édictées par le gouvernement social-démocrate au pouvoir allaient à l'encontre du fameux « paragraphe 32 » de la constitution de la confédération des employeurs suivant lequel toute convention collective signée par un membre de la SAF doit contenir une clause stipulant le droit de l'employeur d'embaucher et de licencier son personnel ainsi que son droit d'organiser la production à sa discrétion (Tilton, 1990, p. 225). Ces dispositions, acceptées par les partenaires sociaux dès 1906, avaient d'ailleurs représenté les conditions centrales de l'entente de Saltsjöbaden de 1938. Alors que les normes encadrant le travail avaient jusqu'alors été décidées par les partenaires sociaux au moyen des institutions néo-corporatistes, c'est désormais le gouvernement du SAP qui décidait unilatéralement de légiférer afin de satisfaire sa base partisane qui s'était radicalisée.

En plus des réformes du travail, le congrès de LO de 1976 va proposer l'introduction de fonds salariaux. Si la politique de solidarité salariale incluse dans le modèle Rehn-Meidner a imposé une pression supplémentaire sur les entreprises peu performantes en les poussant à la faillite, elle a aussi contribué à augmenter la part de profit des entreprises les plus performantes qui, en d'autres circonstances, auraient eu à répartir plus équitablement leur part de profit – notamment par des augmentations salariales. Le modèle Rehn-Meidner, s'il a réussi à tirer l'économie suédoise vers le haut, a aussi eu pour effet une plus forte accumulation du capital et une concentration accrue du pouvoir économique des

employeurs (Tilton, 1990, p. 230). À la fois pour contrer ce problème et pour favoriser l'objectif de la démocratie économique, Rudolf Meidner propose la création de fonds salariaux : des fonds d'investissements gérés par les syndicats, financés par une taxe de 20% sur le profit et visant l'achat progressif des actions des compagnies suédoises. En d'autres termes, LO proposait aux employeurs de financer le rachat de leurs propres entreprises par les syndicats.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 sont marquées, en Suède, par une radicalisation de la gauche autour du thème de la démocratie économique. Cette radicalisation prend autant racine chez la génération montante du SAP, issue des nouveaux mouvements sociaux, que chez les travailleurs, pour qui la propriété publique des moyens de production a cessé de représenter une garantie contre l'exploitation. Le gouvernement social-démocrate, afin de répondre à ces demandes, a délaissé la collaboration néo-corporatiste en imposant unilatéralement un resserrement des normes du travail. De plus, la proposition de LO des fonds salariaux, à laquelle le SAP octroie timidement son appui, provoque une levée de bouclier sans précédent de la droite suédoise et de la classe entrepreneuriale.

### 2.1.2. La radicalisation de la droite

La radicalisation du mouvement ouvrier et la décision unilatérale du gouvernement social-démocrate de renforcer la sécurité d'emploi et de favoriser la démocratie économique cause de plus en plus de tensions entre les partenaires sociaux. Les nouvelles réformes du marché du travail et la proposition extrêmement controversée des fonds salariaux sont perçues comme une violation des principes entérinés quelques quatre décennies plus tôt à Saltsjöbaden. En effet, la SAF craint que les fonds salariaux d'investissement ne soient en fait qu'un instrument camouflant un programme de nationalisations (Simoulin, 2005, p. 298).

En 1976, la SAF mène une campagne nationale contre les fonds salariaux et contre le SAP. Les sociaux-démocrates, dont les succès précédents avaient partiellement reposés sur la division de la droite, font maintenant face à un bloc politique uni et décidé à prendre le

pouvoir. La confédération patronale, qui avait jusqu'ici limité son action aux sphères prescrites par les institutions néo-corporatistes, modifie sa stratégie et va, de plus en plus, s'adresser directement à l'opinion publique. Entre 1970 et 1980, elle double le montant de la cotisation de ses membres, noue des relations avec des *think tanks* prônant la théorie économique néo-classique et diffuse plus largement ses idées dans l'espace public. En outre, c'est elle qui mène et coordonne l'offensive électorale de 1976 qui conduira à la défaite historique du SAP, après 44 ans de pouvoir ininterrompus (Blyth, 2001, p. 10).

Parallèlement à son changement de stratégie politique, la SAF profite des transformations de l'économie mondiale. Le pouvoir accru du capital, que favorise la mondialisation du commerce, donne au patronat un levier puissant de négociation face aux syndicats. En effet, la mondialisation des échanges et le danger (parfois même la menace) des délocalisations de la production, octroie au patronat un pouvoir croissant (Simoulin, 2005, p. 301).

Si la droite avait réussi à faire front commun sur la question des fonds salariaux, elle reste néanmoins divisée sur une multitude de questions. En conséquence, la période de 1976 à 1981 pendant laquelle le bloc bourgeois reste au pouvoir est marquée par l'instabilité. Trois gouvernements bourgeois se succèdent<sup>22</sup>. C'est sans grande difficulté que le SAP reprend le pouvoir lors de la campagne électorale de 1981. Entre-temps, les gouvernements bourgeois ont réussi à modérer la portée ou à annuler quelques lois impopulaires concernant la protection d'emploi et des discussions restent ouvertes quant aux fonds salariaux. Sur le fond, les bourgeois n'ont pas effectué de changement majeur et ont laissé intact, dans l'ensemble, l'État-providence. Si des délais supplémentaires ont été ajoutés pour la réception des prestations d'emploi et d'assurance maladie, aucune décision n'a affecté fondamentalement le caractère de la protection sociale.

---

<sup>22</sup> Le gouvernement d'alliance bourgeoise de 1976 à 1978 (*Centerpartiet, Folkpartiet, Moderaterna*), dirigé par le centriste Thorbjörn Fälldin, éclatera en raison d'un désaccord sur la politique énergétique. Le gouvernement minoritaire de 1978-1979 (homogène libéral), dirigé par le libéral Ola Ullsten, n'est en fait qu'un gouvernement intérimaire. Le gouvernement de 1979-1981 (centristes, libéraux et conservateurs), dirigé à nouveau par Fälldin, se dissoudra en raison d'un désaccord sur les politiques fiscales (Christensen, 2010, p. 34-35).

Le SAP, qui a connu sa première défaite en 44 ans, passe quant à lui par une période de remise en question. S'il conserve une orientation sociale-démocrate forte, il flirte avec les idées néo-libérales en vogue pendant les années 1980. Lorsqu'il reprend le pouvoir en 1981, plusieurs dirigeants du SAP ont été remplacés et quelques-uns de ces remplaçants, dont le futur ministre des Finances, Kjell-Olof Feldt, s'affichent ouvertement en faveur des solutions s'approchant du néo-libéralisme et du monétarisme<sup>23</sup>. Influencé par ce nouveau courant libéral, le SAP va déréglementer, au milieu des années 1980, le secteur bancaire suédois.

La radicalisation de la gauche des années 1960-1970 a entraîné, à la fin des années 1970 et pendant les années 1980, une radicalisation de la droite. Le consensus social et la paix industrielle, qui avaient marqué les années de l'après-Guerre, sont désormais difficiles à maintenir en raison des tensions croissantes entre les partenaires sociaux. La classe entrepreneuriale, qui avait cantonné ses actions aux institutions néo-corporatistes, s'affirme désormais comme un acteur politique important. Les théories monétariste et néo-libérale, surtout promues par la SAF, fait de plus en plus d'adeptes en Suède, et ce, y compris au SAP. Les politiques mises en avant par les gouvernements bourgeois ne se sont toutefois pas attaquées aux principes sociaux-démocrates qui rallient encore une large part de la société suédoise. Au début des années 1990, soit dix ans après son retour au pouvoir, le SAP mène une politique relativement en accord avec les principes qu'il avait développés après la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'ils aient été légèrement modifiés par les idées de droite, le rôle de l'État et le caractère de l'État-providence ne semblent pas avoir été affectés outre mesure.

### 2.1.3. La défaite du SAP de 1991

Si la mobilisation de la droite suédoise autour du thème des fonds salariaux semble faire relativement consensus pour expliquer la défaite électorale du SAP de 1976, les causes de la

---

<sup>23</sup> Nous reviendrons davantage sur la question de la probable conversion des sociaux-démocrates au néolibéralisme au chapitre IV. Clarifions toutefois que pour nous, bien que le SAP se soit laissé influencer par les solutions néolibérales et qu'il s'en soit quelques fois inspiré, il ne s'est pas converti au néolibéralisme pour autant. Le contexte politique et économique – sur lequel nous reviendrons – a amené le SAP à se rapprocher des idées proposées par la droite, mais il n'en a jamais épousé les finalités. Son projet politique est demeuré résolument social-démocrate.



défaite « tremblement de terre » de 1991 restent plus floues. Depuis son retour au pouvoir en 1982, le SAP avait réussi à maintenir une feuille de route remarquable (Rothstein, 2002). Le déficit budgétaire, hérité des gouvernements bourgeois précédents, a été comblé sans pour autant réduire les budgets sociaux. La couverture de certains programmes populaires a même été élargie. Le SAP a réussi à maintenir un taux de chômage bas (malgré que dans l'année précédant l'élection de 1991, le taux de chômage ait grimpé de 1,2% à 2,4%) et a simultanément réussi à contenir l'inflation.

Pour Bo Rothstein, la défaite électorale de 1991 relève davantage de la relation de plus en plus problématique de la classe moyenne avec l'État-providence suédois. Si la défaite ne s'explique non pas tant par un rejet du principe de l'universalité inhérent à l'État-providence, qui conserve un soutien stable voire croissant (Sejersted, 2011), que par l'incapacité du SAP à adapter le système public aux demandes individualisées d'une classe moyenne qui détient les clefs des élections. Pour lui,

« lorsque les socialistes ont atteint leurs objectifs majeurs : libérer le citoyen et renforcer ses capacités en tant que travailleur, consommateur ou locataire, ce succès induit des problèmes qui affectent le système de protection sociale mis en place par le parti. A l'évidence, il n'est pas possible de « créer » des citoyens forts, dotés de ressources abondantes, tout en s'attendant à ce qu'ils se privent de celles-ci lorsqu'ils consomment des services vitaux pour eux. Il s'agit d'un effet typique de « clôture » (ou de non-retour) où la réussite dans la mise en œuvre d'une politique structure les choix ultérieurs. (...) Cet individualisme est largement (mais non exclusivement) un phénomène de cols blancs et de classes moyennes. (...) il s'agit là de catégories sociales dont l'adhésion à l'État-providence est cruciale politiquement. » (Rothstein, 1994, p. 235-236)

Si les cols bleus formaient, jusque dans les années 1970, le groupe social le plus influent en Suède, l'importance sociale grandissante des cols blancs, en parti explicable par le développement et l'extension du secteur public, remet en question l'équilibre politique. La classe moyenne, qui était largement constituée d'ouvriers après la Seconde Guerre mondiale, est désormais majoritairement constituée de cols blancs. La reconfiguration de la composition sociologique de la population suédoise et donc, de la majorité électorale, a entraîné l'émergence de demandes politiques différentes. Cette « nouvelle » classe



moyenne est davantage individualiste et se satisfait de moins en moins des solutions universelles et standardisées que proposent les services publics de l'État-providence suédois (Rothstein, 2002). Or, c'est justement cela qui vaudra au bloc bourgeois d'être élu pour une seconde fois en 1991. L'hégémonie du SAP s'étant affaiblie, les partis bourgeois auront désormais les coudées plus franches pour imposer un programme politique distinct.

L'augmentation de l'importance relative des cols blancs joue également un rôle sur l'équilibre du pouvoir à l'intérieur du monde syndical. LO, qui avait réussi à fédérer le monde syndical depuis les années 1930, est désormais confronté à une concurrence accrue de la part des syndicats de cols blancs (dont la majorité est réunie chez *Tjänstemännens Centralorganisation*, TCO). Les premières fissures du système néo-corporatiste proviendront du secteur de la métallurgie. En partie afin de compenser leur perte relative de pouvoir aux mains des syndicats de cols-blancs et en partie en raison d'une insatisfaction au regard de la politique de solidarité salariale, les syndicats Metall et Fabrik (les membres les plus influents de LO), vont accepter, en 1983, l'offre de *Verkstadsföreningen* (VF) (la fédération patronale du secteur métallurgique) de se retirer des négociations centralisées (Lash, 1985, p. 218). De ce fait, Metall et Fabrik acceptaient d'abandonner le principe de solidarité salariale qui avait guidé les négociations centralisées depuis les années 1950. Les institutions néo-corporatistes, qui avaient constitué l'une des pierres angulaires du modèle de l'après-Guerre, vont lentement perdre leur centralité. En 1990, la SAF se retirera unilatéralement des négociations centralisées, mettant ainsi fin au régime d'organisation des relations de travail qui perdurait depuis une quarantaine d'années.

## 2.2. La crise économique du modèle suédois

La Suède a connu une croissance relativement stable tout au long des trente glorieuses. Or, à partir des années 1970, et plus dramatiquement au début des années 1990, la Suède va connaître des épisodes plus ou moins aigus de difficultés économiques.

Comme c'est le cas dans une majorité de petits pays industrialisés, l'économie suédoise est largement tournée vers l'extérieur. Son secteur commercial (import-export) a depuis longtemps représenté une portion importante de son économie (Touzé, 2007, p. 32). En ce

sens, il n'est pas surprenant que le contexte économique mondial ait eu, au fil du temps, une importance déterminante qu'on ne saurait ignorer. Par exemple, les chocs pétroliers des années 1970 et 1980 ainsi que l'intégration économique mondiale croissante sont des données que nous devons prendre en compte.

### 2.2.1. L'affaiblissement de l'économie des années 1970

Si les difficultés économiques que connaît la Suède au début des années 1970 ne sont pas considérées par tous comme une crise économique au vrai sens du terme (Vidal, 2010), il n'en reste pas moins qu'elle passe par une période d'instabilité importante<sup>24</sup>. L'augmentation radicale des coûts de l'énergie du premier choc pétrolier affecte la santé économique nationale et au premier plan, les coûts de production des secteurs des pâtes et papiers et de la sidérurgie, particulièrement énergivores. De plus, la radicalisation du mouvement ouvrier de la fin des années 1960 a engendré des demandes salariales croissantes. Les institutions néo-corporatistes, qui avaient jusqu'alors réussi à contenir l'augmentation salariale nationale (surtout dans les secteurs exportateurs exposés à la forte concurrence internationale), s'acquittent de moins en moins bien de cette tâche. L'augmentation importante des coûts de production rend désormais plus difficile la compétitivité des entreprises<sup>25</sup>.

À partir des années 1970, la Suède s'engage dans une période marquée par une faible croissance de son économie. Des résultats économiques à la baisse, l'effritement graduel du consensus social autour des institutions de régulation néo-corporatistes et la popularité croissante du néo-libéralisme pousseront le gouvernement (social-démocrate) à assouplir

---

<sup>24</sup> En effet, il y a un débat (dans lequel nous tâcherons de ne pas entrer) concernant la chronologie et les causes de la crise économique des années 1990. Si pour certains elle a débuté avec l'affaiblissement de l'économie nationale au début des années 1970, pour d'autres, elle est cantonnée au début des années 1990. Nous présentons ici les troubles économiques à partir des années 1970, sans pour autant prendre position. Pour un survol de ce débat, référez-vous à l'article de 2010 de Jean-François Vidal.

<sup>25</sup> Les demandes salariales supplémentaires émanent d'abord des syndicats de cols blancs du secteur des services. L'augmentation salariale moyenne du secteur des services, pour l'essentiel abrité de la concurrence internationale, entraînera une pression haussière sur les salaires du secteur des exportations, soumis à la concurrence internationale (Vidal, 2010, p. 15).

les règles du système financier suédois (Vidal, 2010, p. 34). De 1978 à 1986, le gouvernement dérèglementera progressivement le système bancaire alors qu'il était considéré comme le plus strict de l'Europe occidentale (Étude économique de l'OCDE, 1987, cité dans Vidal, 2010, p. 34). Cette déréglementation entraînera une diminution du contrôle gouvernemental sur l'allocation du crédit alors que la sélectivité du crédit représentait l'un des instruments économiques les plus importants (Vidal, 2010, p. 16). Ce relâchement des règles bancaires, permettant un accès plus facile au crédit, entraînera le développement d'une bulle spéculative immobilière. Les ménages suédois s'endetteront comme jamais auparavant, augmentant ainsi l'inflation et diminuant l'épargne (Lindbeck et al., 1994, p. 3). Lorsque la bulle spéculative immobilière éclatera au plus fort de la crise des années 1990, elle entraînera à sa suite l'effondrement d'une partie du secteur financier suédois. Les créances douteuses des banques, nous le verrons plus loin, seront en partie rachetées par le trésor public et certaines banques seront nationalisées par le gouvernement bourgeois (Vidal, 2010, p. 17). Le plan de sauvetage des banques de 1991-1992 aura pour effet d'augmenter l'endettement public au moment même où l'État aura le plus besoin de ce financement afin de prendre en charge l'augmentation des dépenses sociales.

### 2.2.2. La crise économique des années 1990

Au début des années 1990, la Suède connaît sa plus importante crise économique depuis le krach de 1929 (Lindbeck et al., 1994, p. 1). En 1992, le gouvernement (de coalition bourgeoise) crée une commission chargée d'étudier la crise et d'en découvrir les causes (*Ekonomikommisionen förslag*). Cette commission, dirigée par le libéral Assar Lindbeck, doit également fournir des recommandations afin de rétablir la stabilité économique à moyen et long terme. Le mémoire de la commission, qui trace un portrait global de la crise et de ses causes probables, aura une influence considérable sur les décisions politiques ultérieures. C'est principalement de cet important rapport que proviennent les informations des paragraphes qui suivent. Trois problèmes centraux et interreliés sont identifiés par la commission : l'instabilité économique, l'inefficacité économique et la faible croissance.

### 2.2.2.1. Instabilité économique

Selon les auteurs du rapport, les problèmes économiques qui ont affecté la Suède au début des années 1970 n'ont pas été réglés. Au contraire, les décisions politiques ont aggravé la situation et engendré la crise des années 1990. Pour la commission, l'instabilité économique est le résultat conjugué de la double tentative de conserver un taux de change fixe et un système de négociations salariales à tendance inflationniste<sup>26</sup>.

L'augmentation des coûts de production qui a marqué le début des années 1970 a rétréci les parts de marché des industries suédoises, et, ce faisant, conduit à une réduction du nombre d'emplois de ce secteur. Le ralentissement global du commerce international de 1991 envenimera la situation de ce secteur économique déjà fragilisé. De 1991 à 1993, la production industrielle suédoise chutera de 17%-18% (Lindbeck, 1994, p. 3). Conséquemment, et pour la première fois depuis les années 1930, la Suède verra apparaître un chômage de masse (Lindbeck, 1994, p. 31). En septembre 1993, le chômage atteindra environ 14% (ce pourcentage comprend 9% de chômeurs inactifs et 5% de chômeurs engagés dans des programmes liés aux politiques actives de l'emploi). Cette augmentation du chômage est vécue comme un électrochoc par la population suédoise tout entière. Depuis l'arrivée du SAP au pouvoir dans les années 1930, le gouvernement a poursuivi avec succès une politique de plein emploi. Les taux de chômage ont historiquement été maintenus dans des valeurs avoisinant les 2%-3%.

Or, le talon d'Achille du modèle Rehn-Meidner qui a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale, c'est justement l'emploi. C'est le plein emploi qui permettait de financer l'État de façon suffisante; c'est le plein emploi qui réduisait les besoins sociaux et les pressions financières sur l'État-providence; c'est le plein emploi qui permettait de fournir

---

<sup>26</sup> Nous présentons ici les conclusions du rapport telles qu'elles sont présentées bien que nous divergions d'avis sur la question du caractère inflationniste du système de négociations salariales centralisé. Selon nous, comme pour Vidal (2010), c'est justement le système néo-corporatiste qui a permis de maintenir un contrôle macroéconomique des salaires conservant l'inflation dans des limites raisonnables et dans des valeurs ne portant pas préjudice à la compétitivité des firmes multinationales. Quant à nous, c'est lorsque le système néo-corporatiste se fissure qu'apparaissent des demandes salariales croissantes. Ce n'est donc pas au système néo-corporatiste qu'il incombe d'attribuer la cause de l'inflation, mais au contraire, à son éclatement (Vidal, 2010).

des taux de remplacement du revenu généreux, adaptés aux standards de la classe moyenne. Lorsque le taux de chômage augmente au début des années 1990, c'est tout le système qui s'effondre : les revenus fiscaux diminuent, les dépenses sociales augmentent et les déficits publics explosent. En trois ans, l'épargne publique chute de 180 à 200 milliards SEK (32,7 milliards \$ à 36,4 milliards \$ CAN) de couronnes, représentant 13%-14% du PIB (Lindbeck, 1994, p. 31). Si les coûts du secteur public représentaient 25% du PIB en 1970, elles en représentent 70% en 1993 (Lindbeck, 1994, p. 5).

Parallèlement aux difficultés du marché de l'emploi, le gouvernement s'entête à maintenir le taux de change de la couronne fixe. En 1992, il se voit finalement contraint de dévaluer sa devise. Cette dévaluation, doublée d'une réduction de la taxe sur le capital (afin de favoriser la relance du commerce extérieur), conduira à une trop faible inflation et fera grimper les taux d'intérêt réels. La faible inflation accentuera la récession et l'augmentation des taux hypothécaires entraînera l'éclatement de la bulle immobilière qui s'était développée suite à la dérégulation du crédit des années 1980 (Lindbeck, 1994, p. 4-5).

En raison de sa forte implication dans le marché immobilier en crise, une première compagnie financière, « *Nyckeln* » (La clef), déclare faillite en septembre 1990. Cette première faillite sera suivie par celle de nombreuses autres compagnies financières et la crise s'étendra à d'autres secteurs du marché monétaire. Les banques suédoises, dont 5% des prêts totaux de 1990 allaient aux compagnies financières, seront rapidement contaminées. À la fin de 1992, les pertes de crédit toucheront 7,5% de leurs prêts totaux, soit le double des profits d'opération de tout le secteur bancaire (Englund, 1999). À l'automne 1991, deux des six plus grandes banques suédoises (Första Sparbanken et Nordbanken) requièrent l'aide de l'État afin d'acquitter leurs exigences en capitaux. Malgré l'aide gouvernementale, le secteur financier suédois essuiera une grave crise qui entraînera la faillite de la Gota Bank, le rachat par l'État de la Nordbanken, et un plan de sauvetage de 65 milliards de couronnes. Le plan de sauvetage aura bénéficié d'un large consensus politique de tous les partis (sauf le parti populiste de droite Nouvelle Démocratie) et par



l'application du principe du « sauvetage du système financier avec un minimum de transfert de richesse aux actionnaires originaux » (Englund, 1999, p. 92).

Pour la commission Lindbeck, la crise économique du début des années 1990 représente l'aboutissement des difficultés économiques ayant débuté dans les années 1970. Elle est caractérisée par la tendance inflationniste du système centralisé de négociations salariales, par la récurrence des déficits budgétaires, par la crise immobilière et financière sévère et par le chômage élevé; ce dernier étant certainement la conséquence la plus sérieuse de la crise (Lindbeck, 1994, p. 5-6).

#### 2.2.2.2. Inefficacité économique

Si l'incapacité gouvernementale à contrôler et stabiliser l'économie a contribué à la crise, c'est notamment en raison du problème de l'inefficacité économique. Pour les membres de la commission (qui sont dirigés par Assar Lindbeck, un libéral, rappelons-le), cette inefficacité est attribuable au manque de concurrence dans certains marchés, surtout celui des services publics, et à la régulation étatique trop restrictive. Pour la commission :

« les coûts élevés de production et les choix limités des consommateurs sont encore plus prononcés où les services « sociaux » personnels sont principalement donnés par des monopoles publics : dans les soins médicaux, en éducation, dans les soins aux enfants et aux aînés, etc. » (Lindbeck, 1994, p. 7).

Cette critique incisive par une commission publique du manque de concurrence dans le secteur public et du manque de choix pour les consommateurs aura une importance cruciale pour le développement ultérieur de l'État-providence et des services publics suédois. La privatisation de certaines entreprises publiques et la libéralisation de pans complets de l'économie suédoise, autrefois à l'abri de la concurrence (surtout les services publics), seront largement influencées par les conclusions de la commission Lindbeck.

Les décisions du SAP des années 1970, notamment celles concernant le resserrement des règles du marché de l'emploi, sont également critiquées par la commission :



« Sur le marché de l'emploi, ce sont surtout le système de négociations salariales et les règles légales concernant l'embauche et le licenciement du personnel (...) qui sont problématiques. En particulier, la négociation salariale a tendance à s'opposer à la nécessité d'un marché de l'emploi flexible, parce que les salaires sont devenus, dans une large mesure, un instrument au service des ambitions redistributives. Les législations du travail existantes proviennent d'une société avec des emplois et des travailleurs moins hétérogènes qu'aujourd'hui et nécessitant moins de flexibilité. » (Lindeck, 1994, p. 7)

Finalement, la commission s'attaque également à la politique fiscale et aux dépenses sociales :

« Les problèmes [économiques] sérieux sont également liés au système fiscal et de sécurité sociale. Suivant la réforme fiscale de 1991, le problème n'est pas attribuable à la structuration du système fiscal, mais plutôt au niveau des dépenses sociales et donc, au niveau général de taxation. » (Lindbeck, 1994, p. 8)

Sans surprise, la commission Lindbeck, qui a été nommée par le gouvernement de coalition bourgeois, s'adresse directement à l'électorat du bloc bourgeois. Elle critique vertement les décisions politiques du SAP et décrit la société suédoise comme sclérosée par des institutions inadaptées au contexte contemporain; institutions, faut-il le rappeler, largement issues du mode social-démocrate de régulation sociale.

#### 2.2.2.3. Croissance déficiente

Outre l'inefficacité de l'économie, la commission identifie la faible croissance chronique comme cause probable de la crise. Pour elle, les pourcentages de croissance des dernières décennies (1970-1980) ont été en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE. Si la Suède avait maintenu un taux moyen de croissance de la production de 3,3% pendant les années 1950 et 1960, elle n'aurait réussi qu'à maintenir un maigre 1,1% depuis 1970. De plus, la croissance de la production globale de l'économie suédoise a été en moyenne de 0,6% plus lente que celle des autres pays de l'OCDE entre 1970 et 1992 (Lindbeck, 1994, p. 7-8). Alors que la Suède

trônait au 3<sup>e</sup> rang des pays les plus riches de l'OCDE en 1970 (en fonction du PIB per capita), elle dégringolait à la 14<sup>e</sup> position en 1992 (Lindbeck, 1994, p. 10)<sup>27</sup>.

#### 2.2.2.4. Des institutions inadaptées

La conclusion générale à laquelle en vient la commission Lindbeck est que « la crise du modèle suédois est (...) largement une crise des institutions ». (Lindbeck, 1994, p. 17). En conséquence, elle recommande des réformes aussi bien économiques que politiques. Elle s'aventure même plus loin. L'arrangement institutionnel relativement consensuel qu'avait représenté le modèle suédois d'après-Guerre avait constitué, en quelque sorte, un contrat social reposant sur un large consensus national. Si les institutions issues de l'après-Guerre sont déclarées désuètes par la commission, c'est que la Suède se trouve dans un « *contractless state* » (une situation sans contrat) (Lindbeck, 1994, p. 18). C'est donc d'une redéfinition des fondements du contrat social dont la Suède a besoin. Ce nouveau contrat social devrait dorénavant s'articuler autour d'institutions économiques et politiques flexibles permettant de rapidement s'adapter aux transformations des marchés. En plus de cette flexibilité (économique), les réformes proposées devraient viser un renforcement de la vie démocratique.

#### 2.3. La transformation du modèle suédois

Nous l'avons mentionné précédemment, la commission Lindbeck aura un impact majeur sur les décisions politiques du milieu des années 1990. Ses recommandations seront transposées en réformes qui transformeront l'organisation institutionnelle du modèle suédois. Ces changements, sans avoir reçu un assentiment aussi large que le « contrat social » d'après-Guerre, ont très certainement réussi à susciter un certain consensus. Nous présentons ici les décisions économiques et politiques majeures qui ont caractérisé la

---

<sup>27</sup> Bien que le faible taux de croissance de la Suède soit réel, il est toutefois à relativiser. Pour Vidal (2010), les pays de l'Europe de l'Ouest se sont comportés comme un « club de convergence » depuis la fin de la seconde Guerre mondiale. Les pays ayant connu des croissances importantes après la Guerre, notamment en raison des efforts à la reconstruction de l'Europe, ont vu leur croissance diminuer de façon constante jusque dans les années 1990. À l'opposé, les pays ayant connu des faibles taux de croissance après la Guerre, ont connu un rattrapage constant jusque dans les années 1990. La faible croissance de la Suède serait donc due à cette tendance convergente et non à une inadaptation des institutions économiques au contexte contemporain.

transformation du modèle suédois des années 1990. Ces réformes seront introduites autant par des gouvernements sociaux-démocrates que bourgeois ce qui semble confirmer l'hypothèse d'un consensus large autour d'un nouveau contrat social et d'un modèle suédois renouvelé. Finalement, les années 1990 voient la fin du système néo-corporatiste tel qu'il avait été établi par le modèle Rehn-Meidner et l'émergence d'un système davantage indépendant de la médiation étatique : l'*Industriavtalet* (l'Accord industriel).

### 2.3.1. La résolution de la crise économique

Au début des années 1990, la priorité du gouvernement est le retour à l'équilibre budgétaire. En effet, le solde des administrations publiques est passé de +3% du PIB en 1991 à -12% en 1992. Sans cet assainissement des finances publiques, aucune solution durable à la crise ne pourrait être envisageable. Deux solutions complémentaires seront adoptées par le gouvernement bourgeois en place. La première moitié des déficits publics sera résorbée par des coupures dans les dépenses publiques. La seconde moitié le sera par l'augmentation de l'impôt et des cotisations sociales (Vidal, 2010, p. 19).

Dans un premier temps, l'investissement public sera comprimé et les coûts de production des services publics seront réduits. Surtout, le niveau des transferts sociaux sera restreint : pour l'armée, l'éducation et les autres services publics aux personnes, les modes de calcul et d'attribution des ressources seront revus à la baisse. L'âge de la retraite sera repoussé et les pensions à temps partiel seront annulées. Le niveau des transferts sera également réduit pour les allocations familiales et les prestations de maladies (Vidal, 2010, p. 19). Malgré la diminution des transferts, la plupart des programmes sera conservée. À partir de 1993, la taille de l'État rétrécira de façon marquée. De 1993 et 2000, c'est 70 000 emplois publics qui seront supprimés, soit, 4% de l'emploi public total.

Dans un second temps, les taux de cotisations sociales et le taux marginal de l'impôt sur le revenu seront majorés (Vidal, 2010, p. 19-20). De 1993 à 1999, le poids des dépenses publiques dans le PIB sera réduit de 12% et en 1998, l'État produira à nouveau des excédents budgétaires.

Pour la commission Lindbeck (Lindbeck, 1994), la simple résolution de la crise économique par un retour à l'équilibre budgétaire n'est pas suffisante et ne ferait que repousser l'apparition d'une seconde crise. Pour la commission, la stabilité économique à long terme implique la mise en place d'un ensemble de réformes économiques et politiques plus profondes.

### 2.3.2. Les réformes économiques et politiques

Les réformes qui ont été adoptées à partir de la fin des années 1980 et pendant les années 1990 sont attribuables à trois éléments marquants. Premièrement, la défaite des sociaux-démocrates de 1991 a été attribuée à une mauvaise gestion de l'État-providence (Rothstein, 2002). Deuxièmement, l'interprétation de la crise économique des années 1990 contenue dans le rapport de la commission Lindbeck a pesé lourdement sur l'orientation des nouvelles politiques. Finalement, le poids désormais plus important de la droite suédoise, largement influencée par les idées néo-libérales, a orienté le débat entourant les politiques publiques et les choix gouvernementaux. Les objectifs de la décentralisation, de la dérégulation et de la libéralisation des marchés, seront désormais recherchés par les différents gouvernements.

La plupart des réformes introduites depuis la seconde moitié des années 1980 ont suivi les orientations identifiées par la commission Lindbeck<sup>28</sup>. D'une part, les réformes ont visé l'augmentation de l'efficacité et de la productivité des services publics et, d'autre part, l'accroissement de l'influence du « consommateur » sur l'offre de services publics.

### 2.3.3. Les réformes économiques

#### 2.3.3.1. Les réformes budgétaires

En ce qui concerne les politiques budgétaires, une réforme fiscale est amorcée par le SAP à la fin des années 1980. Elle sera poursuivie par la coalition bourgeoise qui lui succède. La progressivité de l'impôt sur le revenu des ménages diminue et le taux maximal d'imposition

---

<sup>28</sup> Bien sûr, les décisions ayant précédé le dépôt du rapport de la commission, en 1993, n'ont pas directement été influencé par celui-ci. Par contre, des orientations semblables ont été poursuivies avant d'être formalisées par les recommandations de la commission.

passer de 70% à 50%. De même, l'impôt des sociétés diminue de 50% à 30% et l'impôt sur les revenus financiers est uniformisé à 30%. En contrepartie, le gouvernement supprime plusieurs exemptions fiscales. En plus d'alléger le fardeau fiscal des individus et des entreprises, la réforme vise à diminuer le rôle de l'État et de la fiscalité sélective. (Vidal, 2010, p. 18-19)

Une fois que la crise économique sera résorbée et que la Suède retrouvera le chemin de la croissance, le gouvernement se dotera lui-même d'un cadre plus contraignant d'adoption des budgets. À partir de 1998, le parlement obligera les futurs gouvernements à dégager des excédents budgétaires à hauteur de 2% du PIB et contraindra les collectivités locales à conserver l'équilibre budgétaire. Cette mesure d'austérité budgétaire rendra naturellement plus difficile la poursuite de politiques keynésiennes classiques, lesquelles supposaient l'accumulation d'excédents en période de croissance économique et de déficits en période de contraction économique (Vidal, 2010, p. 20).

#### 2.3.3.2. Les réformes monétaires

En plus des modifications de la politique budgétaire, des réformes monétaires sont adoptées. En 1991, le gouvernement bourgeois décide de lier la couronne suédoise au système monétaire européen afin de contrer le développement de l'inflation et s'engage à éviter les dévaluations. Par cette décision, le gouvernement minorait l'importance de l'objectif du plein-emploi qui, depuis les années 1930, avait constitué un objectif central de la social-démocratie suédoise. Cette politique de parité monétaire ne réussit cependant pas à limiter l'inflation. En raison de l'élévation très marquée de son taux d'intérêt, le gouvernement suédois se voit contraint, en 1992, d'annuler sa politique paritaire et de laisser flotter le taux de change de sa devise.

De plus, la Suède adopte un régime de cibles d'inflation qui est déjà à l'œuvre dans plusieurs pays. Cette préséance accordée à l'inflation vient confirmer le remaniement des priorités gouvernementales : le contrôle des prix a désormais l'avantage sur la recherche du plein-emploi. Malgré ces décisions qui limitent l'interventionnisme, l'État conserve toutefois sa capacité d'action sur la demande en situation de faible inflation. (Vidal, 2010, p. 20-21)



#### 2.3.4. Les réformes des services publics

En plus des réformes budgétaires et monétaires, les gouvernements successifs vont adopter une vague de réformes du secteur public qui viseront, elles aussi, les objectifs identifiés par la commission économique, soit, la modernisation des institutions. Ces réformes viseront autant le secteur public productif – le transport ferroviaire, la production d'électricité, etc. – que le secteur des services aux personnes – éducation, santé, service de garde, etc. De 1991 à 2001, le nombre de fonctionnaires (comprenant les fonctionnaires de l'État central, des régions administratives et des municipalités) passera de 1 650 000 à 1 300 000. Plutôt que de produire eux-mêmes les services, les fonctionnaires deviendront progressivement des « supercontrôleurs de gestion » (Falkehed, 2005, p. 19-20) : une bonne partie de leur travail consistera désormais à gérer les appels d'offre et à contrôler l'offre de service privée (et publique). Si les réformes ont touché pratiquement tous les secteurs des services publics, nous nous concentrerons ici sur celles ayant touché à l'éducation, à la santé, au système de garderie et de soins aux personnes âgées. Finalement, nous présenterons l'évolution des politiques familiales et d'égalité des sexes.

##### 2.3.4.1. Éducation

À partir de 1988, le système éducatif suédois a été décentralisé par le gouvernement du SAP. La gestion des établissements d'enseignement primaire, secondaire et collégial qui était assurée par l'Agence nationale d'éducation est transférée aux pouvoirs municipaux. Cette décentralisation au niveau municipal s'est doublée d'une autonomie accrue conférée aux écoles. Les directions scolaires, qui doivent suivre le *Programme pédagogique pour l'éducation nationale obligatoire* (qui n'est que de 19 pages en tout!), ont désormais plus de latitude dans le choix des programmes éducatifs de leurs écoles respectives. Cette réforme est suivie, en 1992, par l'ouverture du système d'éducation au secteur privé. La loi, introduite par la coalition bourgeoise, permet aux écoles privées approuvées par l'agence nationale de concurrencer directement les écoles publiques pour l'obtention du financement étatique. Ce financement, qui est le même pour les écoles publiques et privées, est déterminé en fonction du coût moyen d'un élève au secteur public. L'argent, qui « suit l'élève », pousse les écoles à rivaliser les unes avec les autres pour décrocher des



« parts du marché » scolaire. Cette mesure a naturellement été doublée de l'introduction du droit des parents à choisir l'institution scolaire de leur enfant (Falkehed, 2005).

Les réformes ont eu pour effet d'augmenter la part du secteur privé (y compris des entreprises à but lucratif) dans le système scolaire. Si la Suède ne détenait que 61 écoles privées en 1991, on en dénombrait 475 en 2000. La répartition géographique de ces écoles a surtout favorisé les grandes villes et les régions où les revenus sont plus élevés. En 2002, les écoles primaires privées desservaient 5% de la population étudiante et les écoles secondaires 6%. Notons finalement qu'en 2003, soit 12 ans après la transformation du système scolaire, la Suède détenait la première place du palmarès mondial pour les adolescents de 18 ans les plus scolarisés (95%) (Falkehed, 2005, p. 54). Toutefois, les résultats des élèves suédois ont connu une dégringolade importante à la fin de 2013 dans les tests scolaires internationaux examinant les performances des élèves de 15 ans en mathématiques et en lecture (Test PISA) (« Sweden tumbles in global school ranking », Journal électronique *The Local, Sweden's News in English*, édition du 3 décembre 2013).

La décentralisation des pouvoirs et la mise en concurrence des écoles ont également touché les conditions de travail du personnel enseignant. Si l'embauche et le licenciement relevaient de l'administration nationale, c'est désormais aux directions d'écoles qu'ils incombent. La concurrence plus intense entre enseignants se disputant les mêmes postes a provoqué une individualisation de la négociation, une baisse des salaires et une précarité accrue, surtout pour les enseignants plus âgés, moins à même de s'adapter aux nouvelles exigences pédagogiques. D'autre part, certains milieux plus difficiles ont peiné à trouver des enseignants compétents. Par exemple, la commune de Värmdö en banlieue de Stockholm, qui était classée dernière de l'évaluation nationale des écoles de 2003, voyait seulement 68% de son personnel posséder une formation pédagogique (Falkehed, 2005).

#### 2.3.4.2. Santé

Les réformes du système de santé ont grosso modo suivi les mêmes lignes que les réformes de l'éducation. La régulation et la gestion de l'offre des établissements de santé est passée du niveau national au niveau des régions administratives (*län*). Là encore, les

réformes ont visé la diminution des coûts de fonctionnement du système de santé et l'augmentation de l'influence des patients dans le choix de leur établissement de santé. Entre 1989 et 1991, la prestation de service et l'achat de services ont été séparés si bien que les régions administratives, qui étaient eux-mêmes les fournisseurs de services de santé, ont pu engager des prestataires privés. De même que pour les élèves, le financement a été lié aux patients et les établissements ont été mis en concurrence pour les parts de marché. Entre 1991 et 1993, la loi sur les médecins a permis à ceux-ci de se lancer librement en affaire. Cette mesure, adoptée par la coalition bourgeoise, a été modifiée par les sociaux-démocrates qui ont donné aux régions administratives le pouvoir d'administrer leurs propres besoins en médecins (Blomqvist, 2004, p. 146-147).

Une autre réforme, introduite en 1991, a visé la réduction des listes d'attente pour 12 cas de soins spécialisés. Cette mesure, qui a eu des résultats mitigés, a dû être modifiée en 2005. Elle prévoit désormais que si un patient n'est pas traité dans son comté après un délai de trois mois suivant sa prescription médicale, celui-ci peut choisir de se faire traiter dans un établissement d'un autre comté, et ce, aux frais du comté de résidence. Pour faciliter le choix éclairé des patients, un système d'évaluation des établissements de santé accessible à tous est en vigueur depuis 2003 (Morel, 2011, p. 8-10).

Si les mesures adoptées ont favorisé le développement du secteur privé dans le domaine de la santé, le phénomène a surtout été concentré dans les grandes villes et dans les régions à revenus plus élevés. Le phénomène a néanmoins été assez largement réparti dans les comtés. En 2000, 85% de ceux-ci faisaient affaire avec des entreprises privées pour la production de services de santé. En 2011, 10% environ des services achetés par les comtés étaient privés. (Morel, 2011, p. 9)

#### 2.3.4.3. Système de garderies

Le cas des garderies a revêtu, en Suède, un caractère particulier. En effet, c'est sur ce sujet que la lutte idéologique opposant la droite et la gauche s'est cristallisée au milieu des années 1980 (Morel, 2011, p. 10). Jusqu'alors, la prestation du service de garderie relevait exclusivement des municipalités. Celles-ci peinaient à répondre à la demande nationale et

plusieurs enfants se retrouvaient sur des listes d'attente. Ces listes concernaient surtout les zones moins favorisées où les deux parents auraient justement eut avantage à travailler. Pour contrer l'incapacité des municipalités de répondre à la demande, un nombre important de garderies privées non certifiées par l'État seront créées.

Face aux pressions de la droite, et devant l'augmentation des garderies privées, les sociaux-démocrates vont accepter en 1984, le financement public des organismes sans but lucratif et des coopératives offrant un service de garderie (Blomqvist, 2004, p. 150). Si d'autres services ont été libéralisés afin de réduire les coûts du système public, c'est surtout l'incapacité de l'État à fournir un service suffisant qui a motivé l'ouverture du marché aux garderies privées. En 1990, le SAP obligera les municipalités à offrir un service de garderie à tous les parents, y compris à ceux qui sont sans emploi. Cette mesure incitera les municipalités à recourir de plus en plus aux garderies privées. En 1992, sous le gouvernement de coalition bourgeoise, le financement public sera étendu aux entreprises à but lucratif. L'augmentation la plus marquée du secteur privé touchera surtout, là encore, les villes et les zones plus favorisées.

Les coupures dans les programmes sociaux des années 1990 ont eu pour effet de diminuer la part du financement public des garderies et d'augmenter la part assumée par les usagers. Si la portion payée par les parents représentait, en 1990, 10% des coûts de production, elle était en moyenne de 18% en 2000 (Blomqvist, 2004, p. 150). En réponse à cette hausse, l'État a imposé, en 2002, un coût maximal pour toutes les garderies, publiques ou privées. Bien que la part du secteur privé ait augmenté de façon importante dans les années 1990, passant de 5% des établissements de garde en 1990 à 15% en 1999, trois enfants sur quatre fréquentaient encore une garderie publique en 1999 (Blomqvist, 2004, p. 150).

#### 2.3.4.4. Soins aux aînés

Le développement des services de soins aux aînés s'est effectué selon les mêmes lignes générales que les services précédents. À la fin des années 1980, le monopole étatique de fourniture de service a été ouvert à la concurrence du privé. Si l'augmentation des entreprises privées a été forte au début des années 1990, elle s'est stabilisée dans la

seconde moitié. En 2001, 12% des aînés fréquentaient un établissement privé et 8% recevaient des soins privés à domicile. Cependant, la méfiance de plusieurs personnes âgées envers les entreprises privées a eu pour effet de limiter l'expansion de ce secteur (Blomqvist, 2004, p. 149). Là encore, les coupures budgétaires des années 1990 ont eu pour effet de diminuer la part du financement public et d'augmenter les frais des usagers. Parallèlement à l'augmentation de la part du secteur privé dans la fourniture des services publics, un marché de l'assurance privée s'est progressivement créé.

Les réformes des services publics des années 1980 et 1990 ont généralement suivi les mêmes orientations. La dérégulation, l'ouverture au privé et la mise en concurrence des anciens monopoles publics ont visé la réduction systématique des dépenses sociales et l'amélioration du choix des consommateurs. Ces grandes orientations peuvent être retrouvées dans les conclusions de la commission Lindbeck de la première moitié des années 1990. Les entreprises privées se sont surtout développées dans les grandes villes et dans les régions les plus riches, créant ainsi une certaine disparité régionale dans la variété des services accessibles (Blomqvist, 2004).

De façon générale, Paula Blomqvist note que les réformes des services publics ont suivi trois phases : de 1986 à 1990, sous le gouvernement social-démocrate, les services ont été décentralisés et déréglementés; de 1990 à 1994, sous la coalition gouvernementale bourgeoise, le secteur public a été ouvert à la concurrence et aux mécanismes de marché; de 1994 aux années 2000, l'euphorie concernant l'introduction de mécanismes de marché dans les services publics s'est atténuée et l'équilibre entre les secteurs public et privé s'est stabilisé. (Blomqvist, 2004, p. 145)

#### 2.3.4.5. Politiques familiales et égalité des sexes

L'égalité des sexes est une thématique traditionnelle de la politique suédoise. Les femmes y ont obtenu le droit de vote en 1919 (la première participation électorale en 1921) et les premières réformes sociales visant l'égalité des sexes y ont été introduites à partir des années 1930, sous l'impulsion d'Alva et de Gunnar Myrdal. Dans leur ouvrage, *Kris i befolkningsfrågan* (la crise démographique, 1934), le couple insistait sur l'importance des

politiques sociales (surtout des politiques familiales) dans la résolution de la crise démographique et de la baisse de la natalité suédoise de l'époque. Entre 1937 et 1939, le gouvernement suédois social-démocrate a adopté la gratuité des soins de maternité, a accordé des déductions fiscales pour enfants à charge, la rémunération des congés de maternité et a offert la possibilité pour les femmes mariées de demeurer sur le marché du travail. L'État suédois interdit également aux employeurs de licencier une employée en raison d'un congé de maternité (Morel, 2001, p. 68). En plus de l'objectif avoué de l'égalité des sexes, ces mesures visaient également le bien-être des enfants. Les politiques d'aide au logement, d'éducation et le développement d'un système de service de garde ont sans conteste amélioré la condition féminine et le mieux-être des enfants. La création des services de garde poursuivait notamment le double objectif de protection et d'éducation des enfants et de l'accès des femmes au marché du travail (permettant de conférer une plus grande indépendance féminine grâce au revenu d'emploi).

À la fin des années 1960, le « comité sur les questions d'égalité » de LO et du SAP, propose de faire du double revenu familial la norme (c'est-à-dire la séparation et l'indépendance fiscale des époux). Pour les membres du comité, le double revenu familial était le meilleur moyen d'atteindre l'égalité des droits sociaux et la meilleure protection contre la pauvreté des enfants. Ainsi, Gunnar Myrdal affirmait en 1971 que

« l'indépendance économique des personnes mariées, qui est une condition de base pour l'égalité, doit servir de base pour toute législation future. Les règles gouvernant le devoir d'entretien entre les partenaires, aussi bien pendant le mariage qu'après sa dissolution, doivent être revues. Le revenu de son propre travail et le système de protection sociale moderne sont les deux pierres angulaires sur lesquelles reposera la sécurité de l'individu dans le futur. » (Myrdal, 1971, cité dans Morel, 2001, p. 66)

À partir du début des années 1970, une série de mesures sont adoptées pour inciter les femmes, surtout les femmes mariées, à participer de façon continue au marché du travail. En 1971, l'imposition séparée des couples devient obligatoire. En outre, l'objectif général dépasse largement le simple champ politique et l'amélioration de la condition des femmes. Les politiques adoptées à partir de cette époque cherchent à transformer la conception



traditionnelle de la famille. Cette transformation doit passer par la modification de la relation des femmes au marché du travail et de la conciliation famille-travail, mais également par la modification de l'implication familiale des pères (Morel, 2001).

En 1974, le congé parental remplace le congé de maternité.<sup>29</sup> Sans décrire l'ensemble des mesures que cela implique (une tâche qui dépasserait la portée du présent travail), le congé parental fait la promotion de l'investissement familial du père et de la mère. Après plusieurs modifications, le congé parental est désormais (depuis 2002) de 16 mois. Les allocations sont de 80% du revenu d'emploi antérieur (90% lors de son adoption en 1974) et au taux de base pour les trois derniers mois (de l'ordre d'environ 5675 SEK par mois à un taux de change de 1\$=6,5 SEK). Les allocations sont plafonnées à 7,5 fois le taux de base, soit, à 42 575\$ par mois. D'autre part, le père et la mère possèdent un mois de congé non transférable afin de favoriser l'investissement du père. Toutes les prestations, y compris au taux de base, sont taxées et les parents conservent leurs droits sociaux (cotisation au régime de retraite, conservation de l'ancienneté, conservation des congés de maladie, garantie de retour en poste, etc.) (Morel, 2001, p. 69-72).

Si le taux des allocations a été diminué à 75% du salaire antérieur entre 1995 et 1997 en raison des difficultés économiques et des coupures générales dans les programmes sociaux, celui-ci a été rehaussé à 80% à la reprise économique (1998). L'assurance parentale est financée par une cotisation des employeurs de 2,97% sur les dépenses salariales. À 4,3% des dépenses totales de protection sociale de l'État, l'assurance parentale représente le second poste budgétaire (après les allocations familiales) (Morel, 2004, p. 70).

Au congé parental, il faut également ajouter 60 jours de congé parental annuels (jusqu'à l'âge de 8 ans), des congés supplémentaires en cas d'enfant handicapé ou gravement malade et des « congés de contact » afin que les parents prennent part à des activités scolaires (Morel, 2001, p. 70).

---

<sup>29</sup> Littéralement, « assurance parentale » (*föräldraförsäkring*), contre le « risque » d'avoir un enfant.



Élément notable, l'assurance parentale a la faveur d'une majorité de la population suédoise. Depuis son adoption en 1974, elle n'a été remise en question par aucun gouvernement, social-démocrate ou bourgeois. En 2003, le taux de participation des femmes au marché du travail était de 78%, devançant de loin la moyenne européenne de 59,2% (Morel, 2001, p. 65).

### 2.3.5. Transformation du néo-corporatisme

En plus des décisions gouvernementales visant à rétablir la stabilité économique à long terme, le monde de l'emploi connaîtra, lui aussi, une transformation de ses institutions et du régime néo-corporatiste qui avait prévalu à partir de la fin des années 1930 et qui s'était poursuivi après la Seconde Guerre mondiale. Ce nouveau régime de relations de travail, qui prendra la forme d'une entente dans le secteur industriel, n'est pas aussi englobant que ne l'avait été le consensus entourant l'accord de Saltsjöbaden. Davantage limité à un secteur économique particulier, il mettra quelques années à se diffuser à d'autres sphères économiques et, notamment, au secteur public.

En 1990, la SAF décidait unilatéralement de se retirer des négociations centralisées qui avaient été au cœur du modèle de l'après-Guerre. Les institutions néo-corporatistes, si caractéristiques du modèle suédois, disparaissaient. Or, la dissolution de ces institutions et la décentralisation des négociations salariales a rapidement mené à une flambée des salaires. Cette augmentation, particulièrement nocive pour le secteur industriel exportateur, avait entraîné une augmentation des coûts de production et une perte corrélative de parts de marchés pour les industries suédoises.

Malgré les demandes répétées du gouvernement, les partenaires sociaux ne réussirent pas à s'entendre pour la période 1990-1991. En 1991, le gouvernement créait un groupe spécial pour assister les partenaires sociaux dans leurs négociations, le *Förhandlingsgruppen* (FHG). Celui-ci réussit à rassembler les deux parties et à concrétiser une entente à l'arrachée sur les conditions minimales pour la période 1991-1993. Cette entente obtiendra un succès indéniable puisqu'elle réussira à contenir les augmentations salariales nationales dans des niveaux acceptables (3% d'augmentation globale par année). Une ronde de négociations,

débutée avant la date de péremption de l'entente, la prolongera de deux ans (Elvander, 2003, p. 151).

En 1995, les deux parties ne réussiront pas à s'entendre et à renouveler l'entente qui perdurait depuis 4 ans. Cette nouvelle confrontation aboutira à de nombreuses grèves et à une augmentation des coûts salariaux de 5%, et ce, malgré un taux de chômage important (Elvander, 2003, p. 151-152).

En 1996, le gouvernement demande aux partenaires sociaux (sous la menace d'une intervention gouvernementale) de s'entendre sur un nouveau modèle de négociations collectives et salariales. Quelques jours plus tard, un front syndical composé de syndicats de LO, TCO, CF (ingénieurs) et SACO (syndicat des professions libérales), proposera une ronde de négociations prenant comme point de départ la volonté d'accroître la compétitivité du secteur manufacturier. La SAF répondra positivement. Les deux parties abandonneront les questions controversées et se concentreront sur les points de convergence concernant le développement du secteur industriel (Elvander, 2003, p. 152).

En mars 1997, un nouveau cadre de négociations régissant le secteur industriel (*Industriavtalet*) sera adopté par les deux parties. Un Conseil économique de l'industrie sera créé afin de coordonner les activités de coopération des partenaires sociaux entre les rondes de négociations. Ce comité jouera un rôle central dans le nouveau régime de relations industrielles. Il nommera des experts économiques neutres et produira un rapport de la situation économique précédant les rondes de négociations. De plus, il nommera un « président impartial » et des médiateurs responsables d'assister les parties dans les rondes de négociations. Les pouvoirs du président impartial seront importants et excéderont les prérogatives des médiateurs publics du cadre de négociations d'après-Guerre (Elvander, 2003, p. 153). D'autre part, les négociations débiteront systématiquement trois mois avant la date de péremption des ententes précédentes.

En 1998 et en 2001, le nouveau cadre de négociations industrielles remportera un grand succès. Les limites temporelles des négociations seront relativement respectées, les actions

industrielles (les grèves) seront évitées et les résultats des négociations salariales stabiliseront la compétitivité extérieure des industries suédoises. De plus, l'entente industrielle formalisera l'acceptation de la compétitivité du secteur industriel comme base de négociation (Elvander, 2003, p. 154).

En 2000, les employés du secteur public concluaient une entente avec leur employeur sur des bases semblables à l'entente industrielle soit, une limitation temporelle des négociations précédant l'échéance des anciennes conventions collectives et l'utilisation de médiateurs privés et d'un président impartial pour assister les parties lors des négociations. Ce faisant, 60% du marché de l'emploi suédois était régi par un cadre de négociations inspiré de l'entente industrielle de 1997 (Elvander, 2003, p. 155).

Le modèle suédois, érigé à partir des années 1930 et consolidé après la Seconde Guerre mondiale, a connu, à partir des années 1970, un certain nombre de difficultés – sociales, politiques et économiques – qui ont entraîné des transformations importantes de la configuration institutionnelle du modèle. La crise économique du début des années 1990 a entraîné un certains nombres de décisions politiques et de changements structurels en rupture avec la tradition sociale-démocrate suédoise. Or, la signification de ces changements ne fait pas consensus dans le monde universitaire. Si certains y ont vu une rupture du modèle suédois, pour d'autres, les transformations (quoiqu'importantes) ont représenté une continuité du modèle. Les chapitres 3 et 4 tenteront de trancher la question, ou minimalement d'approfondir, ce débat. Nous démontrerons notamment que la question n'est pas simple à trancher catégoriquement. S'il nous semble clair que le modèle suédois d'après-1990 présente des éléments de continuité, il n'en demeure pas moins qu'il présente, en même temps, des éléments de rupture importants.

### CHAPITRE III : LE CHANGEMENT POLITIQUE COMME APPRENTISSAGE SOCIAL ET POLITIQUE

Comme nous venons de le préciser, le modèle social-démocrate suédois a évolué de façon problématique voire paradoxale à partir des années 1970 et de façon plus marquée depuis les années 1990. Une revue de la littérature à ce sujet met en évidence la différence entre les aspects plus sociaux du modèle et ses aspects économiques. D'une part, les chercheurs ayant mis l'accent sur l'évolution de l'État-providence remarquent, dans une majorité de cas, une certaine continuité de ses principes traditionnellement institutionnalisés (Lindbom, 2001a; Lindbom et Bergqvist, 2003; Morel, 2011). Pour ces auteurs, les transformations de l'organisation de l'État-providence, surtout en ce qui a trait à la privatisation et à la libéralisation de certains secteurs des services sociaux, n'ont peu ou pas affecté les caractéristiques définissant l'État-providence. La protection sociale est toujours très large en Suède – du berceau à la tombe comme le veut l'expression consacrée – cette protection est toujours majoritairement financée par la fiscalité et les services sont toujours, pour la plupart, prodigués de façon universelle. Pour certains chercheurs, cette universalité se serait même accrue dans certains secteurs (Lindbom, 2001a).

Pour les chercheurs ayant travaillé sur la portion économique du modèle suédois, il est indéniable que ce dernier a subi des transformations importantes. Les politiques d'austérité qui sont apparues à partir des années 1980, le contrôle accru de l'inflation, le resserrement des procédures budgétaires, l'abandon de l'objectif du plein emploi, etc., contrastent avec les façons de faire habituelles introduites par le SAP. Pour plusieurs, le parti ouvrier serait devenu essentiellement pragmatique et aurait abandonné l'idéal socialiste. Pour d'autres, plus radicaux encore, les sociaux-démocrates se seraient ni plus, ni moins convertis au néo-libéralisme.

Aucune position intermédiaire ne semble à prime abord relier ces conclusions apparemment paradoxales. Pour le chercheur, elles constituent toutefois le point de départ idéal d'une réflexion plus approfondie.

Selon-nous, une bonne partie de la confusion entourant l'évolution récente du modèle émane d'une conception erronée du concept même de « modèle suédois ». Il est déplorable, et malheureusement trop fréquent, d'étudier les parties d'un tout en pensant parler du tout. L'État-providence suédois n'est pas à lui seul le modèle suédois, au même titre que les politiques économiques, keynésiennes ou autres, n'en représentent, elles aussi, la totalité. Pour nous, cette précision un peu banale est importante et constitue la source de nombreuses erreurs interprétatives. Le modèle social-démocrate suédois est fondamentalement un modèle socio-économique et doit être analysé comme tel. Cela implique que ce qui est en jeu n'est ni uniquement la conception sociale, ou minimalement le rôle que les politiques sociales devraient idéalement jouer, ni non plus le rôle donné à la sphère économique. Ce qui importe ici, et à cette fin nous empruntons la voie tracée par des auteurs tels que Rothstein, Andersson, Ryner ou Hinnfors, c'est la relation unissant la sphère sociale et la sphère économique. C'est grâce à l'étude de cette relation, pensons-nous, que nous pourrions en arriver à des conclusions nuancées et, partant, plus riches d'enseignements.

Les deux chapitres précédents, plus descriptifs et empiriques, ont en quelque sorte mis la table pour ce qui suit. Car, pour comprendre en détail la teneur des transformations de la social-démocratie suédoise et en saisir ses significations, il fallait d'une part savoir de quoi l'on parlait : qu'est-ce que le modèle suédois ? (chapitre 1) Et d'autre part, ce que l'on entendait par la crise du modèle suédois (chapitre 2). Cela dit, débutons notre analyse détaillée des transformations du modèle et leurs significations.

### 3.1. Le changement politique comme apprentissage social et politique

Pour nous, les changements politiques résultent d'un processus d'apprentissage social des acteurs politiques, c'est-à-dire « la tentative délibérée d'ajuster les objectifs ou les techniques des politiques au regard des expériences passées et des nouvelles informations. » (Hall, 1993, p. 278). En ce sens, nous adhérons à la thèse développée par Peter Hall dans l'ouvrage *Policy Paradigms, Social Learning, and the State : The Case of Economic Policymaking in Britain*, paru en 1993. Les changements politiques, nous dit Hall,



ne surviennent pas sans raison. Ils sont motivés par des raisons particulières qui résultent d'un apprentissage. Si un changement politique devient nécessaire, c'est que le paradigme en place présente des problèmes. Sans problème, pas de changement. Or, les réponses politiques sont variables et prennent principalement trois formes. Les décideurs peuvent décider 1) de modifier le niveau des instruments déjà utilisés, 2) de modifier les instruments eux-mêmes sans pour autant changer les objectifs politiques qu'ils visent ou, 3) de changer de paradigme politique en transformant les objectifs politiques généraux visés.

Alors que les deux premières formes de changement politique restent cantonnées aux limites de l'État et de ses experts – fonctionnaires et chercheurs – et ne représentent pas, pour l'essentiel, de réelles transformations politiques, la troisième forme représente un changement de cap politique plus fondamental. Ces derniers ne se produisent que rarement et débordent largement, contrairement aux deux autres formes, du cadre étatique. Pour Hall, le paradigme politique, au même titre que le paradigme scientifique de Kuhn, tire son autorité de sa capacité à expliquer et prédire le réel<sup>30</sup>. À partir du moment où sa capacité explicative faiblit et que des « anomalies » apparaissent, l'autorité du paradigme politique et des acteurs qui le défendent s'affaiblit. Lorsqu'une accumulation d'anomalies affecte suffisamment l'autorité du paradigme, le débat déborde du strict cadre étatique – de son cercle d'experts – et se propage à la sphère publique. Dès lors, le remplacement d'un paradigme par un autre dépend autant de sa valeur explicative (scientifique) que de la capacité des différents acteurs à imposer leur autorité (politique). Le changement de paradigme, nous dit Hall, sera nécessairement précédé d'un changement du « locus de l'autorité » (Hall, 1993, p. 280) et d'une lutte politique pour acquérir cette autorité.

Le changement de paradigme politique est beaucoup plus important et radical que les autres niveaux de changement. Il affecte le discours dominant, la lecture du réel, la hiérarchie des objectifs politiques et agit sur les instruments pour les atteindre. Alors que les conséquences politiques des deux premiers ordres de changement – le choix des

---

<sup>30</sup> Précisons que la comparaison entre le paradigme politique et le politique du paradigme scientifique de Kuhn n'est pas de nous. Hall les compare explicitement dans son article (Hall, 1993). Pour plus de précisions, consultez l'ouvrage de Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions* (1970).

instruments et le niveau d'ajustement de ces instruments – sont relativement restreintes, le troisième représente un changement politique majeur.

Nous n'adhérons pas à la vision réductrice de l'idéologie qui la considère ni plus ni moins que comme un instrument utilisé par l'élite politique pour mobiliser l'électorat. Pour nous, les idées politiques ne sont anodines ni pour ceux qui les formulent, ni pour ceux qui les reçoivent et elles acquièrent une importance considérable lorsqu'elles servent à formaliser des propositions politiques concrètes (Tilton, 1990; Rothstein et Steinmo, 2002; Andersson, 2006; Hinnfors, 2006; Seliger, 1976). En ce sens, la définition de la lutte pour le « locus de l'autorité » de Hall s'accorde admirablement bien avec la définition de la lutte idéologique d'une auteure dont nous nous inspirerons abondamment dans ce mémoire. Pour Jenny Andersson,

« la lutte idéologique concerne la sphère de la signification, de la substance des concepts politiques et de la manière dont leur relation devrait être comprise. Ainsi, la façon dont les concepts idéologiques clefs sont articulés et leur relation mutuelle n'est pas un combat uniquement rhétorique, mais une lutte concernant le pouvoir de définir le monde, en compétition avec d'autres visions du monde et d'autres conceptions alternatives de la réalité. »  
(Andersson, 2006, p. 18)

Cette définition présente un avantage majeur : placer les idées et le discours des acteurs politiques au centre de l'analyse. Elle permet d'appréhender les transformations politiques au regard des idées qui les produisent et qui, ultimement, les légitiment. Pour ce faire, le chercheur ne peut adopter une position strictement externe à son objet d'étude et doit y plonger. À ce titre, nous nous devons de reconnaître notre dette face au travail de chercheurs dont nous nous inspirons et desquels nous tirons les nombreuses citations de ce mémoire. Le manque de ressources, d'une part, et notre connaissance limitée du suédois, d'autre part, nous obligent à nous en remettre à leur précieux travail.

La compréhension du changement politique comme celui d'un apprentissage social est fondamental pensons-nous. Elle permet d'apprécier le changement politique en lui-même, de le qualifier, mais également d'en observer le processus. C'est en partant des mots des

acteurs politiques suédois que nous souhaitons analyser l'évolution de la social-démocratie suédoise et de la pensée qui l'a produite.

La thèse principale que nous défendrons ici est que l'évolution du modèle suédois, depuis les années 1970, peut être comprise comme le résultat d'un apprentissage social de la gauche suédoise<sup>31</sup> ayant conduit à un recentrage des forces politiques.

Or, cette hypothèse de travail nous conduit tout de suite à préciser quelques éléments qui ne concordent pas, à première vue, avec la théorie de Hall. Pour le chercheur britannique, la théorie du changement politique qu'il énonce s'inscrit plus largement dans les théories de la décision et dans les théories de l'État. La mécanique qu'il identifie et la logique que suivent les acteurs politiques concernent avant tout la structure étatique et le pouvoir gouvernemental de décider du paradigme dominant. Or, nous avons ici affaire à des organisations liées au fonctionnement du système parlementaire et de l'État, des partis politiques, dont le fonctionnement ne coïncide toutefois pas directement avec le fonctionnement de l'État. Nous pensons que la solution à ce problème réside dans la prise en considération du caractère particulier des partis politiques.

En ce qui concerne l'État, l'autorité du paradigme dominant tient surtout à sa capacité à « expliquer » et « prédire » le réel ou du moins, à concilier les actions de l'État avec la réalité sociale. Or, pour les partis politiques – qui mettent chacun en avant des idéologies différentes – le paradigme politique sert également à mobiliser l'électorat autour d'un projet rassembleur. En ce sens, nous pensons que pour le cas particulier des partis politiques, il faut ajouter la fonction de persuasion et de mobilisation de l'électorat. Ainsi, pour les partis politiques, le changement politique relèverait d'un apprentissage social (expliquer et prédire le réel) et politique (convaincre et mobiliser l'électorat).

Or, cette distinction n'est pas anodine puisque l'apparition « d'anomalies » concernera autant la capacité des partis à expliquer et prédire le réel, que leur capacité à mobiliser

---

<sup>31</sup> Pour être plus précis, les transformations récentes relèvent également d'un apprentissage social de la droite suédoise. La nature de ce travail ne nous permet cependant pas d'élaborer davantage cette position et représenterait un objet suffisant pour un second texte.

l'électorat. C'est ce qui se produira pour le SAP, à la fin des années 1970. La constatation, par les dirigeants du SAP, de leur incapacité à mobiliser l'électorat, sera « l'anomalie » décisive, la bougie d'allumage, qui les conduira à adapter et à actualiser leur discours.

### 3.1.1. Anomalies sociales et politiques

On ne change pas de paradigme politique comme on change de chemise. Il faut qu'il y ait de bonnes raisons ou, pour reprendre les mots de Breslauer, « un traumatisme de haute magnitude » (Breslauer cité dans Lindberg, 2011, p. 19). C'est très certainement parce qu'ils s'y sentaient forcés que les sociaux-démocrates entreprennent, vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, de moderniser la pensée qui avait fait ses preuves pendant près d'un demi-siècle. D'une part, on a l'impression que la théorie sociale-démocrate classique n'est plus en mesure d'assurer la création de richesse nécessaire aux ambitions du parti. D'autre part, le SAP réussit difficilement, et pour la première fois depuis 1932, à rassembler le soutien électoral nécessaire pour se hisser au pouvoir. Ce double apprentissage, social et politique, poussera la direction du parti à revoir l'articulation de son discours dominant.

Comme nous l'avons vu plus en détail dans le second chapitre, au cours des années 1970, l'économie suédoise subit les contrecoups des chocs pétroliers : la hausse des prix de l'énergie affecte lourdement le rendement des entreprises qui doivent être soutenues par des subventions supplémentaires et l'augmentation du chômage pousse les dépenses sociales à la hausse. La logique du modèle Rehn-Meidner, qui préconisait en partie la résorption du chômage par le développement de l'emploi public, fait également augmenter les dépenses de l'État. Résultat : les déficits nationaux explosent, d'autant plus que plusieurs secteurs traditionnels (sidérurgie, mines, etc.) sont de forts consommateurs d'énergie. La stagflation, caractérisée par une forte inflation doublée d'un taux de chômage élevé, se dérobe aux explications qu'est en mesure de fournir le modèle Rehn-Meidner, toujours en vogue au parti.

À l'intérieur de la société civile, chez les autres partis politiques, à l'intérieur même de l'appareil étatique et du SAP, commence à poindre un doute concernant la capacité

prédictive et explicative de la théorie sociale-démocrate classique. Pour Henrik Lindberg, dont l'article *The Social Democratic Party and the Question of Public Ownership 1982-1991* (Lindberg, 2011) porte essentiellement sur la transformation du discours entourant le mode de propriété des entreprises publiques suédoises, il est indéniable que la crise des années 1970 a joué un rôle déterminant dans la réorientation des choix politiques :

« Les chocs économiques ou les troubles frappant l'économie sont souvent identifiés comme étant les forces motrices fondamentales qui initient l'apprentissage politique en fournissant simultanément des incitations et des possibilités au renouvellement des apprentissages. Les perturbations macroéconomiques en Suède, au cours des années 1970 et au début des années 1980, ont pris la forme d'une évolution des prix relatifs de l'énergie, mais elles ont également été renforcées par des erreurs politiques de plusieurs gouvernements. » (Lindberg, 2011, p. 18)

Si la capacité explicative et prédictive de la théorie sociale-démocrate classique est fragilisée par les crises économiques, elle est aggravée par la crise politique que connaît le SAP depuis l'élection de la coalition de partis bourgeois. En 1976, le parti perd le pouvoir pour la première fois en 44 ans. Les sociaux-démocrates, qui pensaient se remettre rapidement sur pied, piétinent dans l'opposition. La campagne électorale du SAP de 1979, portant « farouchement » sur le renforcement du secteur public, ne parvient pas à convaincre l'électorat (Hinnfors, 2006, p. 76). Malgré l'instabilité de la coalition des partis bourgeois, le SAP peine à reprendre le pouvoir. L'argumentaire classique de la « société forte » ne semble plus autant intéresser l'électorat suédois qui est davantage attiré par les idées plus à droite de l'alliance bourgeoise. La radicalité des années 1960, telle que l'imposition unilatérale de la codétermination industrielle aux employeurs et le projet controversé des fonds salariaux l'ont exprimé, ne semble pas porter fruits. Axé sur les dépenses publiques, le discours du SAP s'accorde de moins en moins avec la réduction des capacités financières de l'État. En plus de prendre conscience que sa théorie politique a du mal à expliquer et prédire l'évolution économique suédoise, le SAP fait l'apprentissage politique lié au fait que ses



idées ne fonctionnent pas (ou minimalement moins bien qu'avant<sup>32</sup>) et que le *momentum* politique est passé à droite.

Les déboires économiques et politiques du SAP poussent sa direction à renouveler le discours du parti. Après leur défaite de 1979, la direction du parti met sur pied un groupe composé de jeunes économistes sociaux-démocrates issus de l'École économique de Stockholm, le *Socialdemokratiska ekonomgruppen* (SDE), et lui confie la mission explicite de « libérer le parti [social-démocrate] de la pensée économique traditionnelle. » (Memorandum du 14 mai 1981, Archives du SDE, vol. F 11 A 019, cité dans Andersson, 2006, p. 108) Ses membres, dont Tage Erlander, qui sera le prochain premier ministre suédois, et Kjell-Olof Feldt, futur ministre des Finances, comprennent que leur principale tâche est de revoir les « nouvelles idées économiques » afin de « distinguer les analyses économiques sérieuses de la propagande de droite grossière, et déterminer les points devant être répudiés sur des bases idéologiques et ceux contenant des idées qui devraient également être appliquées dans un parti social-démocrate... » (Memorandum du 14 mai 1981, Archives du SDE, vol. F 11 A 020, cité dans Andersson, 2006, p. 108) Ce groupe, sans aller jusqu'à affirmer qu'il a constitué la seule influence, a joué un rôle déterminant dans la modernisation du discours du SAP. Or, la réflexion du SDE n'est pas orientée de façon aléatoire. Elle se base principalement sur les « erreurs » (ou dit autrement, les anomalies) du SAP et des partis bourgeois afin d'éviter de les répéter. En ce sens, le comité exécutif du SAP indiquait, en 1984, « que les pertes et les turbulences financières auxquelles les entreprises du secteur public ont été exposées, pendant les années 1970 et au début des années 1980, ont été essentielles dans l'orientation politique des années 1980. » (Procès-verbal du comité exécutif du SAP relatif à la politique industrielle, 1984, cité dans Lindberg, 2011, p. 19).

---

<sup>32</sup> Précisons toutefois que la dernière affirmation : « ses idées ne fonctionnent pas », doit être relativisée. Alors qu'ils obtenaient 45,3% aux élections générales de 1970, les sociaux-démocrates obtiennent le score respectable de 43,2% en 1979 (score qui ferait certainement l'envie de la plupart des partis politiques occidentaux). Ce qui importe davantage ici, ce n'est pas tant le score absolu du SAP, que son incapacité à reconquérir le pouvoir. Selon-nous, c'est plutôt cette constatation qui crée un climat d'incertitude chez la direction du SAP et qui l'incite à revoir ses idées politiques.

Le modèle suédois édifié pendant les trente glorieuses et basé sur une croissance économique stable aurait difficilement pu demeurer intact à partir des difficultés économiques et politiques ayant caractérisé les années 1970. Cela n'implique pas pour autant que la social-démocratie suédoise ait été condamnée à se recentrer politiquement. Nous rejetons toute forme de déterminisme étroit en faveur d'une inéluctable conversion de la gauche au néo-libéralisme. Plusieurs facteurs, pensons-nous, ont poussé la social-démocratie suédoise à se déplacer à droite sans pour autant épouser les thèses néolibérales. Les auteurs soutenant la thèse de la soudaine conversion des sociaux-démocrates au néolibéralisme (Magnus Ryner par exemple) font fausse route selon-nous. S'il est vrai qu'ils ont été influencés par certains principes du monétarisme et du néolibéralisme – quant à la libéralisation, la privatisation ou la déréglementation – nous soutenons qu'ils sont résolument demeurés sociaux-démocrates et qu'ils ont tenté d'adapter leur projet politique aux transformations économiques nationales et mondiales. Certes, les réformes ont pu ressembler à la façon de faire néolibérale, mais elles n'ont jamais troqué les finalités sociales-démocrates pour les finalités néolibérales.

Suivant notre compréhension des changements politiques comme une forme d'apprentissage social et politique, Lindberg mentionne que « les processus d'apprentissage sont basés sur le traitement de nouvelles informations et de nouvelles sources d'information. (...) Il semble que les dernières crises soient d'une importance majeure pour la collecte de nouvelles informations. » (Lindberg, 2011, p. 20) Selon cette perspective, c'est justement parce que le discours du SAP a été formulé spécifiquement en réaction aux crises politique et économique des années 1970 – c'est-à-dire, en fonction des anomalies (réelles ou fictives) de la théorie sociale-démocrate sur les plans de la prédiction du réel et la mobilisation de l'électorat – qu'il a voulu moderniser sa pensée en la rapprochant des idées de droite qui semblaient davantage être en mesure d'expliquer et de prédire le réel, mais également, de mobiliser l'électorat.

### 3.2. La transformation épistémique du SAP

La pensée n'émerge pas du néant et la voie qu'emprunte le processus réflexif n'est pas complètement aléatoire. Nous avons vu que les transformations idéologiques sont influencées par la nature des crises qui les motivent. Or, les idées sont largement dépendantes des individus et des groupes sociaux qui les formulent et qui produisent le discours idéologique. Les individus qui composaient le SAP pendant les années 1920 et 1930 ne sont pas les mêmes que ceux des années 1970, 1980 et 1990. Si les uns et les autres demeurent des sociaux-démocrates, ils divergent quant à la façon dont ils ont été socialisés politiquement. Les premiers étaient issus de milieux ouvriers et populaires à l'extérieur de l'appareil de l'État et les seconds ont été socialisés à l'intérieur des structures étatiques. Cette différence a eu une influence prépondérante sur la façon dont a été formulée la modernisation idéologique du SAP (Ryner, 1999). Bien que nous n'adhérions pas à la conclusion de Ryner voulant que le SAP se serait converti au néolibéralisme, nous pensons que la transformation de la socialisation politique qu'il décrit a effectivement facilité le recentrage du parti.

Pour le chercheur suédois Magnus Ryner, il ne fait aucun doute que les sociaux-démocrates suédois se soient convertis aux idées néo-libérales. Pour lui, les transformations structurelles de l'économie mondiale, ayant affaibli la capacité institutionnelle d'atteindre les objectifs sociaux des sociaux-démocrates ainsi que la mobilisation sans précédent de la droite suédoise ont pesé lourdement dans la balance (Ryner, 1999). La mondialisation, affirme néanmoins Ryner, n'est pas une force irrésistible. D'autres avenues, plus traditionnellement sociales-démocrates, ont été préconisées, notamment par la centrale syndicale LO, mais les sociaux-démocrates auraient choisi d'aligner leurs politiques sur les principes néo-libéraux. C'est ce choix délibéré du néo-libéralisme « comme la chose la plus naturelle du monde » (Ryner, 2004, p. 98), de la part des dirigeants du SAP, que Ryner tente de comprendre et d'expliquer.

Les sociaux-démocrates, en raison de leur position hégémonique comme « parti du gouvernement », auraient de plus en plus adopté un point de vue « gestionnaire » de

l'économie capitaliste qu'un point de vue « révolutionnaire » ou minimalement, « militant ». Les analyses courantes sur les transformations du modèle suédois et sur la mutation idéologique du SAP s'intéressent, règle générale, au *contenu* des idées politiques (c'est notamment la perspective d'Andersson que nous présenterons au chapitre 4). Sous l'angle du contenu, la période s'étendant des années 1930 aux années 1970, marquée par le développement important de l'État-providence et par des politiques keynésiennes plus ou moins orthodoxes, est plutôt stable idéologiquement. Pendant les années 1970, ces politiques auraient été remises en question en raison de l'apparition d'anomalies, notamment la stagflation et la perte du pouvoir par le SAP, et auraient été remplacées par des politiques – et des idées – influencées par les principes néo-libéraux. Or, nous dit Ryner, si ces analyses réussissent à décrire assez efficacement la transformation du contenu des idées politiques, elles disent peu de choses sur le processus ayant conduit à cette transformation. L'essentiel de ce virage, nous dit-il, ne se trouve pas dans le *contenu* des idées, mais dans la *forme* des idées. Pour le démontrer, l'auteur emprunte le concept foucaldien d'*episteme*, c'est-à-dire, la manière dont la prétention à la connaissance doit être construite afin d'être prise au sérieux (Ryner, 2004, p. 98). Sous un contenu idéologique apparemment stable, il y aurait eu des transformations épistémiques importantes, et ce, à l'intérieur même de la période la plus stable qualifiée « d'âge d'or » du modèle suédois. Pour expliquer ces transformations, Ryner emprunte à Poulantzas (1978) le concept de « matérialité institutionnelle de l'État ». Expliquées rapidement, l'accession au pouvoir du SAP, son installation comme « parti naturel du gouvernement » et son obligation à gérer l'économie capitaliste, auraient considérablement affecté la forme des idées et les conditions dans lesquelles elles sont produites. Alors que les dirigeants du SAP qui accèdent au pouvoir pendant les années 1930 sont largement influencés par une culture militante de lutte politique opposée au mode de production capitaliste, les sociaux-démocrates des générations suivantes, tandis que le parti est bien installé au gouvernement, sont socialisés à l'intérieur des structures de l'appareil étatique, consacré à la gestion efficace de l'économie de marché. Si, effectivement, le contenu des politiques reste relativement stable pendant la longue période qui s'étend des années 1930 aux années 1970, passant d'un

keynésianisme classique à un « keynésianisme bâtard » (Ryner, 2004, p. 114), la façon dont sont produites les idées politiques, influencée par l'impératif de la gestion de l'État et de l'économie de marché, se modifie considérablement; passant d'une culture de lutte politique – contre l'ordre économique – à une culture de gestion économique.

L'analyse de Ryner n'est pas simplement une compréhension théorique *a posteriori* d'une transformation épistémique invisible pour les sociaux-démocrates de l'époque. Plusieurs membres du SAP l'avaient pressentie. Pour Gustav Möller, considéré comme l'architecte de l'État-providence suédois – il a été le ministre des Affaires sociales pendant un peu plus de vingt ans – et comme un partisan radical du socialisme, la redistribution plus équitable du revenu et le développement d'un État-providence étendu ne représentaient pas des conditions suffisantes à l'établissement d'une société socialiste. La social-démocratie se devait de poursuivre la lutte jusqu'à atteindre le contrôle social des moyens de production. C'est en ce sens qu'en 1951, Möller proposait une série de mesures sociales et économiques audacieuses. Lorsqu'elles sont rejetées par le caucus du SAP. Il réagit en ces mots :

« On dit que ma proposition implique une nouvelle politique économique. Je rejette ce point de vue. Est-ce vraiment [votre] opinion que la seule chose d'importance soit la production d'un surplus budgétaire? (...) En écoutant la présente discussion, j'ai l'impression que la direction du parti me considère comme un social-démocrate de l'ancienne mode. C'est comme si le parti ne devenait rien de plus qu'un parti administratif (...) Je déplore personnellement le fait que la direction du parti soit vouée au statu quo en regard des politiques sociales. » (Möller, cité dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 46)

Ce passage, à n'en pas douter, démontre que la transformation du parti, d'une optique militante à une optique gestionnaire, a été ressentie et critiquée par plusieurs membres du SAP.

Pour Ryner, cette transformation épistémique – alors même que l'hégémonie sociale-démocrate est à son zénith – est cruciale pour comprendre la conversion subséquente du SAP au néo-libéralisme. Pour lui, le principal effet du changement d'*episteme* des années 1960 a été de « réduire la distance que les fonctionnaires sociaux-démocrates ont eu à parcourir » pour passer d'une culture opposée au capitalisme à une culture de gestion du



capitalisme (Ryner, 2004, p. 110). Si nous n'adhérons pas à la thèse de la conversion des sociaux-démocrates au néolibéralisme, nous reconnaissons l'importance du rôle de plus en plus gestionnaire qu'ont eu à assumer les membres du parti et la transformation subséquente de la culture militante. Cette conversion au mode gestionnaire prend tout son sens lorsqu'on lit des passages d'une entrevue de Kjell-Olof Feldt, membre du SDE et ministre des Finances influent du SAP de 1982 à 1990 :

« Je suis incapable d'agir comme un visionnaire. (...) [la social-démocratie est] un mouvement pragmatique n'étant pas lié par des systèmes fermés ou des modèles finis. » (Entrevue de Kjell-Olof Feldt, cité dans Tilton, 1990, p. 243)

Décidément, il y a une marge considérable qui sépare les approches respectives de Möller, qui appartenait à « l'ancienne génération », et de Feldt. Cette marge ne concerne pas tant le contenu des idées que la position sociale à partir de laquelle les idées sont produites. Les militants sont devenus des gestionnaires : cette transformation a eu un impact sur la façon dont a été produite la « connaissance sociale-démocrate » et sur la forme qu'ont pris les apprentissages sociaux et politiques, bref, sur le contenu des idées politiques.

### 3.3. Les modes de formation du contenu idéologique et de l'action politique

Avant d'aborder directement le contenu du discours politique social-démocrate et ses transformations récentes, il nous reste à définir plus clairement le processus de traduction des idées politiques abstraites en propositions politiques concrètes puis, en actions politiques.

Pour nous, les actions politiques représentent l'épiphénomène – c'est-à-dire le phénomène apparent – des idées politiques. Elles sont fondées sur une interprétation du réel et médiatisées par le processus politique. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les actions politiques bien sûr, c'est-à-dire, les formes institutionnelles et matérielles, qu'a adoptées la social-démocratie suédoise, mais en tant qu'incarnation d'idées politiques antérieures et politiquement médiatisées.

Nous divisons le processus de médiation des idées politiques en actions concrètes en deux phases. Dans la première, les idées et les principes « bruts » doivent être convertis en

proposition politiques concrètes. Au SAP, la notion « d'utopie provisoire », développée par l'idéologue et ancien ministre des Finances, Ernst Wigforss, a encadré ce processus de traduction concrète des idées politiques. Dans une seconde phase, les propositions politiques du parti doivent être médiatisées par le processus politique, c'est-à-dire, par le contexte politique du moment et en fonction des principes du parti concernant la façon dont la politique devrait être menée. Pour le SAP, cette seconde phase du processus de médiation des idées politiques a été marquée par la modération<sup>33</sup> (Bergounioux et Manin, 1989). Une modération imposée par les forces politiques adverses, mais aussi, « auto-imposées » en raison d'une conception démocratique particulière.

Les sociaux-démocrates suédois ont été influencés par les thèses réformistes d'Eduard Bernstein (Bernstein, 1900). Comme lui, ils ont observé que la réalité empirique ne confirmait pas les pronostics énoncés par Karl Marx (Tilton, 1990, p. 29). Bien que la concentration du capital augmente, elle le fait à une vitesse moindre que celle qui avait été anticipée. La paupérisation et la prolétarianisation annoncées ne se sont pas matérialisées. Au contraire, on assistait, en Suède et ailleurs, à l'apparition d'une nouvelle classe moyenne. Face à ces constats, plusieurs sociaux-démocrates suédois ont sérieusement remis en question la validité du matérialisme historique. Contrairement à la prédiction marxiste, le capitalisme ne semblait pas en voie de s'écrouler de lui-même.

En plus du décalage entre les prévisions marxistes et la réalité, le matérialisme historique se révélait moralement difficile à appuyer. Théoriquement, le capitalisme allait implorer si l'accumulation du capital se concentrait dans les mains d'une classe possédante de plus en plus restreinte et si la condition ouvrière devenait de plus en plus misérable : si ses conditions d'existence descendaient sous le niveau nécessaire à sa propre reproduction. Pour la direction du SAP, il n'était pas question d'envisager la « théorie de la catastrophe » comme une perspective valable et politiquement défendable. C'est l'amélioration de la

---

<sup>33</sup> Nous utiliserons ici le terme modération de la même façon que Bergounioux et Manin l'utilisent. Pour eux : « [*l'acteur modéré est celui qui fait moins que ce qu'il serait autorisé à faire.* Le concept de modération est purement formel, il n'indique rien sur le contenu substantiel de la décision : il désigne simplement l'existence d'un écart entre l'acte finalement accompli et le pouvoir initialement accordé. » (En italique dans le texte, Bergounioux et Manin, 1989, p. 47).

condition de la classe ouvrière qu'il fallait rechercher et non sa dégradation (Tilton, 1990, p. 32).

Or, l'abandon du matérialisme historique et de la théorie de la catastrophe posait problème : la transformation sociale ne relevait désormais plus d'un déterminisme historique « objectif », émanant uniquement du développement des forces productives, mais d'une volonté politique « subjective ». Si les sociaux-démocrates suédois ont rejeté le déterminisme, ils ont toutefois conservé la théorie de la lutte des classes. La transformation sociale devenait le projet politique conscient, subjectif et moralement supérieur, qui devait être entrepris par la classe ouvrière. À ce titre, il devenait prioritaire de préciser le projet socialiste.

C'est Ernst Wigforss qui, le premier, a donné une définition cohérente du projet socialiste et du processus pour y parvenir (Tilton, 1990, p. 39-69). Pour lui, les principes :

« d'égalité, de liberté, de démocratie, de sécurité, de contrôle conscient de l'économie pour une production efficace et suffisante, et de solidarité formaient la base du projet social-démocrate. Bien que leur « objectivité » ne puisse être démontrée scientifiquement (...) [il] voyait ces valeurs comme des choix que le peuple devait faire relativement à sa propre conception du bien et du mal (...) Les postulats éthiques, [soutenait-il], ont un caractère nécessairement provisoire et spéculatif, (...) mais ce fait n'exclut pas la possibilité d'un attrait moral. » (Wigforss, 1962, p. 122-123 et Wigforss, 1941, p. 13 et 22, cités dans Tilton, 1990, p. 50-51)

Pour Wigforss, les principes politiques, tout vertueux qu'ils soient, n'étaient rien sans une traduction en énoncés politiques concrets. Les notions de liberté, d'égalité, de solidarité, etc. n'existaient qu'en relation au contexte réel. Il n'y avait pas de liberté avec un grand « L », mais différents types de libertés incarnés dans des situations sociales tangibles. C'est sous le vocable « d'utopie provisoire » que Wigforss décrivait ce processus de traduction des idées en propositions politiques :

« Que l'on parle de liberté ou d'égalité, de sécurité ou d'aventure, de valeur personnelle ou de développement personnel, les concepts doivent être placés dans des circonstances concrètes, dans une situation permettant de mieux les juger, afin que le contenu que nous voulons leur donner puisse

être compris et comparé aux autres interprétations des mêmes expressions générales. Les visions de conditions sociales différentes de celle qui nous entoure, que nous nommerons utopies, doivent donc être développées avec une concrétude suffisante afin de les faire ressortir comme des alternatives concevables pour le contexte actuel ou pour d'autres modèles futures. » (Wigforss, 1959, cité dans Tilton, 1990, p. 44)

L'utopie provisoire revêt une grande importance car elle permet de contrer, du moins partiellement, l'argument voulant que le SAP soit devenu un parti essentiellement pragmatique (entendez sans idéologie) (Steinmo, 1988; Tingsten, 1973; Tomasson, 1969; Heclo & Madsen, 1987; Lewin, 1998). L'utopie provisoire permet de résoudre :

« la tension entre les idéaux permanents et les intérêts politiques changeants. Elle évacue les énoncés dogmatiques concernant les mesures politiques; ferme dans ses objectifs, l'utopie provisoire permet à la social-démocratie d'être pragmatique et expérimentale. » (Tilton, 1990, p. 44)

Les idées qui ont été formulées en propositions concrètes à l'aide de l'utopie provisoire ne se traduisent cependant pas directement en actions politiques immédiates. Elles doivent être médiatisées par le processus politique. Dans le cas qui nous intéresse, la pensée politique suédoise, les propositions politiques ont été médiatisées en fonction de facteurs de différents ordres. D'une part, la pensée sociale-démocrate suédoise a été modérée par des facteurs d'ordre idéologique concernant la façon de pratiquer la politique. Comme le mentionnent Bergounioux et Manin dans *Le régime social-démocrate* (1989), la théorie (et la pratique) sociale-démocrate a cette caractéristique qu'elle s'est traditionnellement auto-imposé la modération. Contrairement au pluralisme de type libéral où la modération est obtenue « spontanément » par la confrontation d'intérêts multiples, dispersés socialement et médiatisés au sein même d'un parti politique (*catch-all party*), les partis sociaux-démocrates, qui se posent eux-mêmes comme représentants d'un intérêt social particulier (de la classe ouvrière, des « petites gens » ou des salariés selon l'époque), ne peuvent produire la modération de la même manière. C'est en s'imposant à eux-mêmes l'intégration d'intérêts antagonistes, au sein même des institutions démocratiques et du fonctionnement habituel de l'État, que les sociaux-démocrates ont produit la modération nécessaire à

l'évitement des dérapages autoritaires. Cette forme de modération représente un choix politique conscient de la modération :

« Aussi le modèle social-démocrate suppose-t-il que les forces principales aient délibérément renoncé à imposer sans réserve leur volonté à l'adversaire. C'est ce qu'exprime avec éclat la stratégie de coalition. » (Bergounioux et Manin, 1989, p. 48)

Cette habitude de l'auto-modération par l'intégration de forces politiques adverse s'est également incarnée dans le recours à des institutions de concertation sociale de type néo-corporatiste afin d'arbitrer les conflits entre le capital et le travail. À ce titre, Per Albin Hansson mentionnait, en 1934, que les sociaux-démocrates répondent à :

« l'appel à la division nationale de la droite par un appel à la coopération de toutes les forces démocratiques. Alors que la droite et les bolchéviques spéculent sur les différences, nous nous concentrons sur ce que nous partageons et ce qui nous unit. » (Hansson, 1934, cité dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 18)

Or, si le SAP a conservé de la théorie marxiste la lutte de classe, remarquons que plusieurs sociaux-démocrates combattaient également une conscience de classe étroite et belliqueuse en faisant la promotion d'une solidarité et d'une collaboration qui transcendaient l'appartenance de classe. Lorsqu'une société sans classe serait atteinte, il serait nécessaire pour tous, peu importe l'appartenance sociale antérieure, de vivre ensemble dans une harmonie relative. Ainsi, pour Hjalmar Branting, premier chef du SAP et premier premier ministre socialiste,

« la lutte de classe doit (...) être menée de façon à ne pas fermer la porte à une solidarité plus étendue que simplement celle de la classe ouvrière. L'objectif que nous ne devons pas perdre de vue, malgré le conflit et ses nécessités, est d'en arriver, à travers le conflit, à une solidarité qui, après l'abolition des privilèges, s'étendra à toute la nation et ce faisant, à la race humaine tout entière. » (Branting, 1926, cité dans Tilton, 1990, p. 28)

Pour Bergounioux et Manin, ce style politique collaboratif, qui naît avec l'apparition des partis ouvriers, représente une nouvelle forme de pluralisme libéral : un « pluralisme de face-à-face » des intérêts sociaux organisés, divergeant du « pluralisme dispersé » incarné



par les démocraties libérales classiques. Pour eux, les sociaux-démocrates ont instauré un « régime » politique particulier : le régime social-démocrate.

La modération du SAP, en plus d'être le résultat de l'intégration consciente d'intérêts antagonistes, a émané d'un attachement fondamental aux valeurs démocratiques et à la « persuasion démocratique ». Or, tel n'a pas toujours été le cas. À la base, le principe de légitimité du pouvoir opposait le socialisme au parlementarisme – le premier tirant sa légitimité de l'amélioration de la condition ouvrière et le second, de l'opinion de la majorité. Pour Bergounioux et Manin, les partis sociaux-démocrates qui ont mené de façon parallèle des luttes démocratiques – pour le suffrage universel – et sociales – pour l'amélioration de la condition ouvrière – ont conservé une appartenance plus forte aux valeurs démocratiques : « *c'est en luttant pour l'extension du droit de suffrage [dans le cadre déjà existant] que les partis sociaux-démocrates sont devenus démocrates.* » (en italique dans le texte, Bergounioux et Manin, 1989, p. 27) Les luttes pour l'atteinte de l'égalité politique et sociale ont facilité l'évolution des principes socialistes fondamentaux et l'acceptation du cadre parlementaire libéral. La concomitance chronologique des luttes politiques et sociales a favorisé le renforcement du lien entre le socialisme et la démocratie puisque

« les acteurs sociaux accordent d'autant plus de valeur à un objet, une fois celui-ci atteint, qu'ils voient dans cette issue le fruit de leurs propres efforts. Aussi les sociaux-démocrates se sont-ils profondément attachés à la démocratie, une fois celle-ci conquise : elle apparaissait comme le résultat de leur combat. L'attachement aux procédures du parlementarisme démocratique est ainsi devenu partie intégrante de la culture politique social-démocrate. » (Bergounioux et Manin, 1989, p. 29)

La Suède fait partie de ces pays où les sociaux-démocrates ont mené de front les luttes sociales et les luttes pour l'adoption du suffrage universel. Leurs succès démocratiques, qu'ils ont acquis avec l'aide des libéraux, ont été antérieurs aux victoires plus significatives concernant la réglementation du travail ou la sécurité sociale, qu'ils ont obtenues ultérieurement grâce à l'alliance rouge-verte. Ce faisant, les socialistes suédois sont devenus fondamentalement démocrates. Conséquemment, le SAP a rapidement délaissé l'option

révolutionnaire au profit de la perspective démocratique et réformiste<sup>34</sup>. À partir des réformes démocratiques acquises au début du 20<sup>e</sup> siècle, le SAP a préféré la « persuasion démocratique », c'est-à-dire la recherche du consensus social par l'exercice du débat public, aux décisions unilatérales imposées par le parti au pouvoir. La croyance en la complémentarité des luttes sociales et démocratiques a été partagée par plusieurs des premiers dirigeants du SAP. Pour Per Albin Hansson (qui reste, toujours aujourd'hui le père du modèle suédois compris comme le foyer du peuple), par exemple :

« Dans une société démocratique (...) la conséquence incontournable du suffrage universel est l'égalité sociale, la juste distribution économique et le contrôle populaire dans toutes les sphères. » (Hansson, cité dans Tilton, 1990, p. 130)

Il nous apparaît clair que les décisions politiques et les actions politiques ayant mené à l'édification de la social-démocratie suédoise ont été liées à la propension purement idéologique du parti ouvrier suédois à modérer la portée de ses propres idées politiques. Le poids politique et social du mouvement ouvrier (notamment du SAP et de LO) aurait certainement permis aux gouvernements sociaux-démocrates successifs d'imposer, davantage qu'ils ne l'ont fait, leur projet politique à l'ensemble de la société suédoise. Plutôt que d'imposer leur projet politique majoritaire à la minorité sociale, les sociaux-démocrates se sont délibérément placés – en s'obligeant à composer avec leurs adversaires politiques – en situation ne leur permettant pas d'atteindre ce que le droit leur accordait (Bergounioux et Manin, 1989, p. 50).

La conception démocratique sociale-démocrate concernant la façon dont devrait être menée la politique a modéré l'application de son programme politique. Soit que cette disposition à la modération ait pris la forme d'une préférence pour la « persuasion démocratique » contre la voie autoritaire, soit qu'elle ait consciemment introduit « l'intérêt antagoniste » à l'intérieur du fonctionnement normal de l'État afin de modérer, par l'équilibre des forces, ses propres positions.

---

<sup>34</sup> Ce qui n'a pas empêché les sociaux-démocrates d'encourager de façon stratégique une gauche plus radicale (issue du parti communiste par exemple). La force relative de cette dernière leur a permis de se poser en acteur modéré et réfléchi. (Tilton, 1990)

Outre cette motivation idéologique à l'auto-modération, il faut ajouter un facteur de nature plus politique : si la gauche suédoise (et scandinave en général) a été si forte, c'est en raison de sa capacité mobilisatrice, mais également en raison de la faiblesse relative de la droite.

Ce thème est assez classique en science politique. Il est établi que la capacité d'un groupe social ou d'un acteur politique à mettre en avant, voire à imposer ses idées politiques, est liée à son poids social et à sa capacité à mobiliser des ressources (démocratiques, financières ou coercitives par exemple). En ce qui concerne le modèle suédois plus particulièrement, cette approche des « ressources de pouvoir » a été adoptée par des auteurs tels que Walter Korpi ou Gøsta Esping-Andersen. Pour eux, la réussite du SAP est explicable par son succès à organiser et à mobiliser la classe ouvrière (et ultimement la classe moyenne) autour d'objectifs communs et d'un discours porteur (Korpi, 1983; Esping-Andersen, 1985; Esping-Andersen, 1999). En contrepartie, cette capacité de mobilisation a été favorisée par la division relative de la droite suédoise et l'échec des partis bourgeois à fédérer leurs forces autour de thématiques communes<sup>35</sup>. Dit simplement, plus la droite suédoise a été faible, plus le SAP a eu de la facilité à contrôler l'évolution de la social-démocratie suédoise (selon les balises idéologiques favorables à l'auto-modération que nous avons évoquées plus haut). À l'inverse, plus la droite a été forte socialement et politiquement, moins le SAP a été en mesure d'influencer les décisions politiques. C'est ce qui s'est passé en Suède à partir des années 1970.

D'une part, les transformations sociales dues – ironiquement – au développement du secteur public et du secteur des services en général ont contribué à l'augmentation des « cols blancs », un groupe sensible aux demandes sociales-démocrates, mais différent de la base électorale traditionnelle du parti. L'augmentation, dans la population en général et à l'intérieur du SAP, du poids politique des cols blancs a eu un impact sur les idées défendues par le parti (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992).

---

<sup>35</sup> Par exemple, les libéraux (aidés par la SAF) vont réussir à fédérer les partis bourgeois autour de l'opposition aux fonds salariaux lors de la campagne électorale de 1976. L'unité à l'intérieur du bloc bourgeois sera cependant difficile à conserver et les gouvernements de 1976 et de 1979 seront respectivement défaits en raison de questions énergétiques et fiscales.

D'autre part, la montée en force de la droite, sous l'impulsion de la SAF, a donné une légitimité et un poids politique supérieurs aux idées défendues par ses acteurs. Dès lors, les idées traditionnelles du SAP ont rencontré de plus en plus de résistance dans la population, dans le parti lui-même et chez les acteurs adverses de la joute parlementaire. Cette force relative de la droite, à partir des années 1970, a constitué un facteur « inédit » de la politique suédoise et a contribué à transformer et modérer les propositions politiques du SAP.

Tel que nous l'affirmions précédemment, les actions politiques représentent la concrétisation des idées politiques ayant été médiatisées par le processus politique. Jusqu'au milieu des années 1970, la puissance du mouvement ouvrier et la faiblesse relative de la droite avait permis au SAP d'imposer (modérément) ses idées politiques. À partir de cette date, le poids politique croissant de la droite a rendu plus ardue la traduction directe des idées du SAP en actions politiques formelles. Le SAP, qui détenait pratiquement le monopole de la définition du modèle suédois, a progressivement dû négocier ses propositions politiques avec une droite au poids politique croissant. Or, cette force relative de la droite est assez nouvelle en Scandinavie et vient s'ajouter aux facteurs affectant le processus de médiation politique des idées du SAP.

## CHAPITRE IV : LA TRANSFORMATION IDÉOLOGIQUE DU SAP

Il nous faut désormais aborder le contenu de l'idéologie sociale-démocrate suédoise. Cette analyse est complexe et présente plusieurs écueils théoriques. Comment analyser « objectivement » un objet hautement subjectif qui fait appel aux valeurs, à l'identité individuelle et collective ainsi qu'à une vision normative du monde? Comment analyser précisément l'évolution d'un objet dont la définition ne fait pas consensus? Comment également analyser la continuité idéologique à travers des thématiques changeantes et une réalité évolutive? Comment prouver qu'être social-démocrate en Suède en 1920 est semblable (ou différent) de l'être en 2000 ? Voilà toute la complexité de l'objet auquel nous avons décidé de nous attaquer. Il nous a fallu naturellement faire des choix et écarter certaines perspectives qui, en d'autres circonstances, auraient pu se révéler fertiles.

À partir de la fin des années 1970 et au début des années 1980, les sociaux-démocrates suédois font le dur constat que la théorie politique traditionnelle du SAP bat de l'aile. D'une part, les difficultés économiques rencontrées n'avaient pas été anticipées et le parti peine à proposer des solutions prometteuses pour remettre l'économie suédoise sur la voie d'une prospérité durable. D'autre part, malgré l'incapacité de la droite à créer un gouvernement de coalition stable, le SAP ne réussit pas à convaincre l'électorat qui le confine à l'opposition; un rôle inconfortable auquel les sociaux-démocrates ne sont pas habitués. Ce double apprentissage social et politique pousse la direction du SAP à vouloir « moderniser » ses positions afin de les mettre plus en phase avec le contexte politique et économique. Or, cette mutation du discours du parti est largement influencée par l'interprétation de la crise que traverse le SAP. Conséquemment, ses « nouvelles idées » se rapprochent des idées de la droite qui obtiennent visiblement plus de succès auprès de l'électorat.

Afin d'analyser la transformation du discours du SAP, il nous faut désormais aborder le cœur de notre objet d'étude : les idées politiques. Pour ce faire, il nous semble judicieux de citer de nouveau Jenny Andersson que nous évoquions précédemment :



« la lutte idéologique concerne la sphère de la signification, de la substance des concepts politiques et de la manière dont leur relation devrait être comprise. Ainsi, la façon dont les concepts idéologiques clefs sont articulés et leur relation mutuelle n'est pas un combat uniquement rhétorique, mais une lutte concernant le pouvoir de définir le monde, en compétition avec d'autres visions du monde et d'autres conceptions alternatives de la réalité. » (Andersson, 2006, p. 18)

C'est donc ici à la « substance » des notions clefs de la théorie sociale-démocrate et à leur « articulation » que nous nous intéresserons. Deux thèmes principaux seront abordés : 1) la transformation du lien traditionnel unissant les notions de croissance et de sécurité; 2) les transformations relatives à l'adoption d'une nouvelle politique dite de la troisième voie, et notamment à la relation entre l'État et le marché. Le choix de ces thèmes n'est pas fortuit. Il est motivé par leur centralité au sein de la théorie sociale-démocrate suédoise. Aurions-nous choisi de traiter des social-démocraties autrichienne, britannique ou québécoise, que les thèmes abordés auraient peut-être été différents.

#### 4.1. La croissance et la sécurité<sup>36</sup>

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'évolution de la social-démocratie suédoise ne saurait être appréhendée sans considérer son caractère fondamentalement socio-économique. Au SAP, cette relation entre les sphères économique et sociale a traditionnellement été organisée autour des notions de croissance (*tillväxt*) et de sécurité (*trygghet*). Pour Bergounioux et Manin, l'originalité de l'expérience suédoise « fut de dissocier explicitement

---

<sup>36</sup> Bien que le terme « sécurité », pris isolément, renvoie habituellement aux politiques de défense, nous préférons ici utiliser le terme sécurité plutôt que l'expression « sécurité sociale ». La raison en est triple. Premièrement, le terme suédois « försvarspolitik », qui renvoie aux politiques de défense, diffère du terme trygghet (sécurité), qui renvoie plus particulièrement à la sphère de la sécurité sociale. Deuxièmement, c'est le concept de trygghet (sécurité) et non de « social trygghet » (sécurité sociale) ou de « social skidnätt » (filet de sécurité sociale) qui est davantage utilisée par les sociaux-démocrates suédois à partir du milieu des années 1950. Finalement, la notion sociale-démocrate de « trygghet » dépasse les questions matérielles en renvoyant également aux notions de confort, de bien-être et d'appartenance en plus de se référer à un ensemble de valeurs telles que le respect, la solidarité et la reconnaissance des besoins. Dans le contexte de modernisation économique et de changements technologiques de l'après-Guerre, la notion de sécurité est associée à la capacité de la social-démocratie à faciliter le changement par la protection individuelle et devient « intrinsèquement liée à la notion sociale-démocrate de progrès » (Andersson, 2006, p. 9). Pour ces raisons, nous utiliserons le terme de sécurité dans les pages qui suivent. (Andersson, 2006, p. 9)

le socialisme de la socialisation des moyens de production, en rendant compatibles la politique sociale et l'efficacité économique. » (Bergounioux et Manin, 1989, p. 64) À partir des travaux des Myrdal, au début des années 1930, la croissance et la sécurité seront largement interprétées comme « deux fins en harmonie » se renforçant mutuellement (Andersson, 2006). Cette conception demeurera en filigrane de toute l'évolution idéologique du SAP jusque dans les années 1970.

#### 4.1.1. La sécurité comme fardeau nécessaire

Avant les années 1930, il n'y a pas, dans la direction du SAP, de théorie consensuelle quant à la compréhension de la relation que devraient entretenir la croissance et la sécurité. Pour plusieurs sociaux-démocrates de l'époque, puisque le progrès économique produisait des problèmes sociaux, la sécurité représentait un fardeau nécessaire qui devait être assumé par la croissance. En ce sens, les politiques sociales permettaient aux individus de profiter de meilleures conditions d'existence, mais ne contribuaient pas directement, comme ce sera le cas à partir des travaux des Myrdal, à la création de la richesse. Pour Ernst Wigforss, par exemple, les « biens sociaux » ou les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité ou d'efficacité étaient compatibles, mais pas complètement. Des « conflits mineurs » pouvaient apparaître entre elles. L'important était de créer un « équilibre ». L'une ne contribuant donc pas nécessairement aux autres (Tilton, 1990, p. 57), l'efficacité ne résultait pas directement des dividendes de la sécurité, mais bien d'une planification rationnelle de l'économie (*planhushållning*) basée sur une critique fondamentale de l'économie capitaliste. Seulement ensuite, l'État-providence pouvait-il s'occuper de sa tâche redistributive :

« Parce que la social-démocratie travaille pour une distribution du revenu et de la propriété plus juste et égale, n'oublions pas qu'il faut produire avant d'avoir quoi que ce soit à distribuer. » (Wigforss, 1944, cité dans Tilton, 1990, p. 61)

Il y avait donc un ordre (et non une hiérarchie) dans la conception de Wigforss de la croissance et de la sécurité. Il fallait d'abord créer la richesse pour ensuite la distribuer. Dans ce cas-ci, la sécurité ne créait pas directement la richesse, mais représentait un fardeau que la croissance devait assumer.

C'est également la ligne que suivait Gustav Möller. Pour lui, toute modification dans l'organisation de la production devait d'abord considérer le maintien de la production :

« Chaque changement dans [l'organisation de] la production que nous poursuivons doit d'abord et avant tout viser à maintenir la production, au moins à son niveau actuel. Et l'objectif, naturellement, doit être d'augmenter la production de telle sorte que la quantité de production disponible à la distribution croisse et permette au standard général de vie d'atteindre un niveau réellement satisfaisant. » (Möller, 1918, cité dans Tilton, 1990, p. 107)

Dans un autre passage, il poursuivait :

« Nous ne pouvons diviser un plus grand gâteau que celui que l'on a, ou mieux, que celui que l'on peut préparer par l'effort commun. Un petit gâteau ne peut pas donner aux citoyens actuellement au chômage un montant suffisant pour couvrir les nécessités de la vie. Il nous faut un plus gros gâteau. » (Möller, 1947, cité dans Tilton, 1990, p. 116)

Ici encore, la production de la croissance et la sécurité sociale ne se confondent pas en un seul et même mouvement « harmonieux » comme ce sera le cas dans les travaux des Myrdal. Ce n'est pas la sécurité qui produit la croissance, mais l'inverse. Il faut augmenter le niveau de production pour être en mesure d'améliorer le standard de vie et la sécurité sociale. Il faut produire avant de répartir. Alors même que Möller était perçu par plusieurs comme un des socialistes les plus radicaux du SAP (Tilton, 1990), la conservation des niveaux de production représentait une condition *sine qua none* des changements de l'organisation du travail. Il ne suffisait pas uniquement de séparer équitablement le gâteau national, il fallait un plus gros gâteau.

#### 4.1.2. L'harmonie de la sécurité et de la croissance

C'est seulement à partir des importants travaux d'Alva Myrdal et de Gunnar Myrdal, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, que les théoriciens du SAP (et de LO) interpréteront systématiquement la croissance et la sécurité comme « deux fins harmonieuses ». Contrairement aux conceptions divergentes de Möller et Wigforss, cette compréhension sous-entend que la croissance économique favorise la sécurité – en finançant l'État-providence ou en permettant le plein-emploi – mais également, que la

sécurité produise à son tour la croissance. Voilà l'élément novateur incorporé à la théorie du SAP par le célèbre couple. C'est cette conception qui permet à Gunnar Myrdal, dès 1932, d'affirmer que « Les politiques sociales ne représentent pas un coût – mais un investissement productif. » (G. Myrdal, 1932, cité dans Andersson, 2006, p. 1)

Dans cette optique, les dépenses sociales ne sont pas perçues comme un fardeau (quoique nécessaire) sur le budget public; elles représentent un « investissement productif » favorisant, à terme, la croissance économique. À partir des travaux des Myrdal la conception voulant « qu'une large partie des dépenses de l'État (...) améliore non seulement le confort de la population, mais également sa qualité et sa productivité » devient hégémonique. (G. Myrdal, 1982, cité dans Tilton, 1990, p. 164)

Nous ne retrouvons pas ici la timidité de Wigforss affirmant l'existence d'un conflit potentiel entre les biens sociaux et les valeurs sociales-démocrates. Dans ce cas-ci, les biens sociaux sont non seulement compatibles, mais se renforcent mutuellement. Pour Gunnar Myrdal, il allait de soi que les dépenses sociales ne représentaient pas un fardeau supplémentaire sur les épaules des citoyens. En fait, il considérait cette conception déraisonnable :

« le débat libéral, centré sur l'idée de coût [des politiques sociales], était irrationnel, non scientifique et propagandiste. Mais une définition sociale-démocrate des politiques sociales, comme investissement productif, serait un argument strictement scientifique en accord avec la pensée économique moderne. » (G. Myrdal, 1932, cité dans Andersson, 2006, p. 8)

La ligne définie par les Myrdal est à la base du modèle suédois tel qu'il se développe dans l'entre-deux-Guerres. Le programme de sortie de crise, développé par une petite équipe d'économistes de l'École d'économie de Stockholm, dont Myrdal et Wigforss font partie, est keynésien avant la lettre. Ce programme développe un ensemble de mesures anticycliques de contrôle de la demande, afin de stimuler l'économie en période de récession et de ralentir l'économie en période de surchauffe. Par l'intervention active de l'État dans l'économie, une première en Suède, le SAP veut lutter contre le chômage et obtenir le plein-emploi. Si les allocations ne sont pas encore généreuses à cette époque (comme ce sera le

cas après la Deuxième Guerre mondiale), elles sont universelles et fondées sur des droits sociaux associés à la citoyenneté.

La ligne qui est définie dans les années 1930 par le couple Myrdal et incarnée dans le programme de sortie de crise se perpétuera tout au long de l'entre-deux-Guerres, après la Deuxième Guerre mondiale et jusque dans les années 1970. Après la Seconde Guerre, la Suède, qui est restée neutre, a conservé ses capacités industrielles. Lors de la mise en place du Plan Marshall, sa contribution active à la reconstruction européenne lui permettra d'atteindre des niveaux de croissance et de sécurité sociale inégalés. Ce seront les trente glorieuses.

#### 4.1.3. La sécurité comme précondition de la croissance

Pour les dirigeants du SAP, mais également pour les dirigeants de la puissante centrale syndicale LO, la création de la richesse passe désormais par une plus grande sécurité sociale. Or, c'est d'une sécurité d'un autre type dont il sera désormais question. À partir des années 1950, deux conceptions évolueront en parallèle : le modèle Rehn-Meidner, développé par les économistes de LO, et la société forte, développée par Tage Erlander.

Le modèle de développement industriel développé par les économistes en chef de la centrale syndicale LO, Gösta Rehn et Rudolf Meidner, suit la ligne tracée par les Myrdal. La sécurité et la croissance se renforcent de façon encore plus évidente cette fois-ci. Si le modèle d'avant-Guerre préconisait le contrôle de la demande afin de favoriser la croissance, le modèle Rehn-Meidner utilise ouvertement la sécurité sociale, au moyen d'une politique active du marché de l'emploi, pour doper la croissance. La politique de solidarité salariale, qu'autorisent les négociations centralisées des institutions néo-corporatistes, permet d'égaliser les salaires et de les conserver à un niveau correspondant à un haut standard de vie. Les entreprises peu performantes ne pouvant rémunérer convenablement leurs employés seront poussées à la faillite et remplacées par des entreprises plus performantes. L'État, qui pourvoit à la prise en charge généreuse des chômeurs et à leur formation, participe activement au développement des secteurs les plus performants et à une croissance soutenue. Pour les économistes de LO, c'est parce que l'État développe un



système de protection sociale performant et généreux que les individus et les syndicats cautionnent le progrès économique. Sans sécurité, pas de gains en productivité et en croissance.

C'est donc à un nouveau type de relation entre la sécurité et la croissance à laquelle on assiste après la Seconde Guerre mondiale. La sécurité ne fait pas que favoriser la croissance, comme c'était le cas des politiques de contrôle de la demande de l'entre-Guerre. Non seulement la sécurité contribue-t-elle à la croissance, mais elle représente la précondition du progrès économique : sans sécurité, pas de croissance.

C'est également l'interprétation générale qu'en a l'auteur danois Gøsta Esping-Andersen pour qui

« l'égalité est aussi devenue un moyen d'atteindre l'efficacité. Le succès de la social-démocratie suédoise doit beaucoup à sa capacité intellectuelle d'harmoniser ces objectifs apparemment conflictuels. L'égalité n'a pas été déclarée comme simplement compatible à l'efficacité, elle est devenue une précondition à son optimisation. » (Esping-Andersen, dans Misgeld, Molin et Åmark, 1992, p. 38)

Dans une lettre de 1965 adressée à Alva Myrdal, Gösta Rehn commentait un rapport du Comité de l'Équité [*Arbetsmarknadsutredningen*, 1965] (alors présidé par Alva Myrdal) attaquant les réalisations des politiques économiques de l'après-Guerre :

« Les politiques actives du marché de l'emploi doivent, naturellement, servir le peuple, pas l'inverse! (...) Nous (...) avons cherché des façons de faire correspondre les objectifs économiques et sociaux les uns avec les autres; certainement, il n'y a pas de mal à cela puisque les deux séries d'objectifs en bénéficient. » (lettre de G. Rehn à A. Myrdal, 1969, cité dans Andersson, 2006, p. 58)

Il est clair ici que la ligne défendue par Rehn propose une relation entre la croissance et la sécurité tout à fait semblable à celle défendue par le couple Myrdal quelques 35 ans plus tôt : la croissance produit la sécurité et la sécurité produit la croissance. Les dépenses sociales ne sont pas un fardeau, mais un « investissement productif ».

En parallèle du modèle Rehn-Meidner développé par LO, le SAP propose une nouvelle métaphore adaptée à la « société d'abondance » des trente glorieuses : la « société forte ». Au tournant des années 1950, plusieurs voix s'élèvent, chez les partis bourgeois, pour affirmer la désuétude du SAP. Se faisant le représentant des détracteurs du SAP, le libéral Bertil Ohlin écrivait, en 1956 :

« La dernière chance d'une « Suède socialiste » vient de passer. Le niveau de vie ne cesse de grimper, et les gens sont « de plus en plus bourgeois ». Les taxes deviennent douloureuses pour tout le monde. Le niveau d'éducation augmente, et l'intérêt pour le socialisme est en baisse. Ses partisans osent à peine en parler. (...) De plus en plus d'employés sont, et se sentent, comme des travailleurs cols-blancs. Nous avons tous une semaine de cinq jours. Les barrières de classe sont en train de disparaître. » (Ohlin, 1956, cité dans Ruin, 1990, p. 217)

En effet, plusieurs affirment que les conditions sociales légitimant la présence du parti social-démocrate sont disparues. En conséquence, il n'y aurait plus de raison pour concéder le pouvoir aux sociaux-démocrates et les partis bourgeois seraient mieux adaptés à la gestion d'une société industrielle moderne.

À ces critiques, Erlander répondait que la présence du SAP au gouvernement était plus nécessaire que jamais car la société industrielle moderne avait créé des besoins que seul l'État fort – entendez un État fort dirigé par les sociaux-démocrates – était en mesure de résoudre :

« [i]l est faux de prétendre que les individus peuvent se débrouiller seuls, sans coopération et solidarité, lorsque leurs conditions de vie s'améliorent. Au contraire, la réalité démontre que nos demandes à la société augmentent au même rythme que l'augmentation de notre niveau de vie. Ces demandes ne peuvent qu'être rencontrées par la solidarité citoyenne et la coopération (...) La question que nous nous posons est : allons-nous échouer à rencontrer ces désirs futurs (...) ou allons-nous essayer [d'adapter] une organisation du secteur public aux demandes du jour et tenter de résoudre, par la coopération, les tâches dépassant les capacités individuelles? » (Erlander, 1958, cité dans Ruin, 1990, p. 212-213)

Pour Erlander, les problèmes engendrés par la société industrielle devaient être solutionnés par une extension et non une limitation de l'État. C'est par la solidarité et la coopération,

non par l'individualisme, que la société allait répondre aux demandes croissantes de la classe moyenne engendrées par un niveau de vie confortable.

Comme Per Albin Hansson, qui avait organisé son gouvernement autour de l'idée du foyer du peuple, Tage Erlander arrime sa vision à la métaphore porteuse de la « société forte » (*starka samhället*)<sup>37</sup>. Pour le nouveau premier ministre (qui dirigea la social-démocratie suédoise pendant la plus longue période, de 1946 à 1969 : 23 ans!), les valeurs sociales-démocrates, prises ensemble, se renforçaient les unes les autres (*conditioned each other*). (Ruin, 1986, cité dans Tilton, 1990, p. 171) Contrairement à l'énoncé libéral, il affirmait que le « secteur public en croissance [n'était pas] un obstacle au progrès [économique], mais au contraire, sa précondition. » (Erlander, 1976, cité dans Tilton, 1990, p. 176) Pour Jenny Andersson,

« L'idéologie de la société forte [était] une vision sociale-démocrate du monde, dans laquelle les avancées économiques et sociales s'appuyaient l'une sur l'autre et dans laquelle l'extension de la sécurité était inextricablement liée à l'expansion industrielle. La croissance, sous le contrôle du socialisme démocratique, représentait le principal moyen du développement social et de l'amélioration de la sécurité; et comme moyen qui, dans un futur rapproché, renverserait les maux du capitalisme et étendrait la richesse à tous les groupes sociaux. La sécurité, d'autre part, était articulée comme précondition à une économie productive, comme lubrifiant du processus de modernisation vers l'économie industrielle avancée. En ce sens, la société forte était une vision du monde cohérente où l'expansion économique et la sécurité individuelle coexistaient en complète harmonie. » (Andersson, 2006, p. 43)

Encore davantage que les écrits de Myrdal, la rhétorique de la société forte insistait sur le caractère productif des politiques sociales, mais plus encore, comme précondition au développement économique. Les améliorations technologiques, qui favorisaient la productivité, menaçaient du même coup les emplois. Sans protection sociale élargie, pensait

---

<sup>37</sup> Si la notion a surtout été développée par Erlander, sa « paternité » revient à son jeune conseiller Olof Palme (!), lors de la campagne électorale de 1950. La « société forte » aurait été évoquée lors d'une discussion informelle au quartier général du parti dans Sveavägen (Stockholm) concernant les thèmes probables de campagne. Erlander se serait alors écrié : « C'est de la dynamite! » (Andersson, 2006, p. 29)

Erlander, les syndicats s'y seraient fortement opposés. C'est parce que l'État prenait en charge le risque social lié aux progrès économiques que ceux-ci devenaient socialement acceptables et possibles.

C'est probablement Olof Palme, en 1972, qui a donné l'une des versions les plus éloquentes de la relation mutuelle et fondamentale entre la sécurité et la croissance. Et cela, quelques 40 années après les premières formulations des Myrdal :

« [les politiques sociales et les politiques économiques] doivent être les deux côtés différents d'une politique complète et donc, intimement dépendantes et contingentes l'une de l'autre. Il n'est pas question ici d'une dépendance à sens unique. Certains tentent de présenter les dépenses du marché de l'emploi ou les politiques sociales comme un fardeau. Quelques fois, ils croient que ces fardeaux doivent être supportés afin de faire avancer les politiques économiques productives. Il appert que cette notion d'un antagonisme nécessaire entre la politique économique et les objectifs sociaux pour le développement de la société soit partagée avec ceux qui critiquent la croissance. À mon avis, les investissements dans le marché de l'emploi et les politiques sociales sont productifs dans le sens réellement fondamental du terme. Nous pouvons démontrer que les réformes législatives sociales ne constituent pas un fardeau pour l'économie, mais qu'elles sont principalement un stimulus, une force motrice pour la croissance économique du pays. (...) Si nous souhaitons aller de l'avant, nous devons rechercher l'innovation, non seulement dans les nouvelles technologies et les inventions, mais de façon au moins aussi importante dans les demandes de renouvellement du secteur social. » (Palme, 1972, cité dans Andersson, 2006, p. 60-61)

C'est à partir de la métaphore de la société forte alliant sécurité et prospérité que le SAP a réussi à nouer une nouvelle alliance politique avec la classe moyenne. Pour Tilton, l'habileté du SAP

« à lier le nécessaire avec le désirable, l'humain avec le profitable, le rationnel avec le politique – bref, l'égalité avec l'efficacité – a créé un programme politique d'une force attractive extraordinaire. » (Tilton, 1990, p. 165)

#### 4.1.4. Les politiques sociales « productives » et « consommatrices »

Or, c'est cette réciprocité de la croissance et de la sécurité ayant permis d'attirer la classe moyenne dans le giron du SAP qui a été remise en question à partir des années 1970. Si le discours social-démocrate dominant continue d'attribuer un rôle important à la croissance dans la production de la sécurité, le rôle de la sécurité dans la création de la richesse est de plus en plus évacué. Pour Andersson, la production de la sécurité a graduellement été conçue comme une « dilapidation » ou un « gaspillage » non nécessaire des fonds publics. La valeur productive des « investissements sociaux » a été remplacée par une vision faisant des politiques sociales un « fardeau » sur le dos du contribuable.

Les difficultés économiques du début des années 1970 et les restrictions budgétaires de l'État suédois, provoquent un changement de ton au SAP à l'égard de la rentabilité économique des politiques sociales. En période d'austérité, il faut prioriser les politiques sociales qui « produisent » des ressources plutôt que celles qui en « consomment ». Même Alva Myrdal, dont les écrits antérieurs avaient ancré la réciprocité de la sécurité et de la croissance dans la théorie politique sociale-démocrate suédoise, adopte un nouveau ton :

« Dans une période où la situation économique impose des limites assez étroites pour de nouvelles réformes, nous avons estimé qu'il était approprié d'attirer l'attention sur seulement ces groupes [dont le lien avec le marché de l'emploi est faible] parce que ces réformes permettront de créer immédiatement des ressources. [Ces mesures visent] à employer les ressources humaines inexploitées. » (Procès-verbal de la conférence du SAP de 1972, cité dans Andersson, 2006, p. 96)

Dans un discours qui devient de plus en plus économique, notamment en raison des contrechocs des chocs pétroliers, l'affirmation voulant que la sécurité soit productive est de plus en plus contestée. Pour la droite, notamment la SAF et le parti conservateur, mais également pour plusieurs sociaux-démocrates, si la sécurité produit effectivement de la richesse, il importe d'être en mesure de calculer le « retour sur investissement » afin de connaître les politiques sociales les plus profitables (et celles ne l'étant pas). Alors que les périodes d'entre-deux-Guerres et de d'après-Guerre mettaient en avant une conception de l'efficacité comme « efficacité sociale », favorable à un équilibre entre la création de



richesse et la protection sociale, la conception qui émerge met davantage l'accent sur une « efficacité économique », contre le gaspillage des budgets publics en dépenses sociales inutiles ou minimalement, présentant un retour sur investissement insuffisant. En 1972, le gouvernement social-démocrate crée un Institut de recherche sociale (*forskiningsberedningen*) dont la mission principale sera d'augmenter le contrôle sur les coûts des politiques sociales et d'identifier des zones potentielles de rationalisation et de limitation des dépenses du secteur public. Ainsi, selon les membres du groupe de travail :

« Le développement rapide des coûts dans le secteur socio-politique, combiné avec des ambitions sociales élevées, a conduit à des demandes pour une meilleure hiérarchisation des investissements sociaux et la volonté d'appliquer une analyse coûts-bénéfices aux différentes mesures socio-politiques et aux investissements (...) Cependant, il sera probablement difficile de quantifier le "retour" des politiques sociales en termes monétaires, ce qui est nécessaire si l'on veut appliquer la méthode coûts-bénéfices immédiatement (...) En conséquence, des recherches concernant la façon d'appliquer la méthode coûts-bénéfices aux mesures socio-économique sont nécessaires. En complémentarité d'autres méthodes scientifiques comme point de départ, nous devons concevoir des modèles pour évaluer les investissements sociaux. Le Comité sur le faible revenu a fourni des exemples intéressants sur cette façon d'approcher un problème. » (Procès-verbal du *forskiningsberedningen*, 1971, cité dans Andersson, 2006, p. 99)

#### 4.1.5. « Pas plus d'argent pour les réformes, plus de réformes pour notre argent »

En 1980, la direction du SAP décide de créer un groupe de travail dont le mandat est de préparer un programme de sortie de crise. Comme le groupe de crise des années 1930 l'avait réalisé – dont G. Myrdal et Wigforss faisaient partie – le SAP espère être en mesure de présenter une série de propositions économiques novatrices, en accord avec les valeurs sociales-démocrates, capables de solutionner la crise. Ce groupe, présidé par le futur premier ministre Ingvar Carlsson, travaille en étroite collaboration avec le SDE. Dans un de leurs séminaires, Klas Eklund, qui occupera éventuellement le poste de directeur général de la Banque centrale suédoise, prend la parole :

« Notre conclusion est donc choquante de clarté. Il n'y a aucune possibilité d'étendre le secteur public dans les années 1980. (...) Toutefois, nous ne

disons pas que nous devrions réduire la taille du secteur public, mais plutôt que sa croissance doit bien évidemment être retenue. (...) En outre, nous avons conclu que l'une des tâches actuelles les plus éminentes est d'améliorer l'efficacité du secteur public, et ce faisant, de maintenir et même d'améliorer les services offerts à la population, même si le taux d'expansion a dû être ralenti. Enfin, il est particulièrement important qu'un débat sur la façon de traiter ces tâches, conformément à nos objectifs sous-jacents sur la redistribution des richesses et nos attitudes à la solidarité, se mette en branle immédiatement. » (Transcription du 22 novembre 1980 des archives du SDE, citée dans Andersson, 2006, p. 109)

Il est assez clair ici que l'idée relative d'augmentation de la sécurité, liée à la métaphore de la société forte, ne tient plus. Il ne s'agit plus de répondre aux nouvelles demandes sociales de sécurité, mais de modérer ces appels. C'est du moins cette compréhension qu'en a Andersson : « Dans cette discussion, l'efficacité est devenue une puissante métaphore pour encadrer un problème particulier, à savoir, le coût de la sécurité et de l'inefficacité du secteur public. » (Andersson, 2006, p. 110)

À son retour au pouvoir, en 1982, le SAP arrive armé d'un nouveau discours largement influencé par les travaux du groupe de crise et du SDE. En plus de vouloir limiter la taille de l'État et d'en rentabiliser les programmes, le SAP prône la restauration de la compétitivité suédoise sur les marchés extérieurs par la diminution des coûts de production (notamment par un gel des salaires). Cette orientation rompt avec la radicalité des positions du SAP de 1976 en faveur des fonds salariaux et de plus de démocratie industrielle. À son arrivée, le gouvernement d'Olof Palme dévalue la couronne de 18%, resserre les dépenses publiques, annule certaines subventions au secteur privé (surtout du secteur domestique) et impose de nouveaux frais d'utilisation « invisibles » pour les services publics. Son orientation est claire. D'une part, le gouvernement social-démocrate entend rendre plus profitables les exportations par la dévaluation de la devise suédoise et, d'autre part, il veut libérer des ressources pour le secteur des exportations par des restrictions du secteur domestique. Cette nouvelle orientation provoque une hausse des profits privés, la stagnation des revenus des Suédois les plus pauvres, une légère hausse du chômage et une redistribution des revenus vers le haut (Tilton, 1990, p. 237-238). Le discours du nouveau ministre des

Finances, Kjell-Olof Feldt, surtout en ce qui a trait à l'industrie privée, modifie considérablement l'orientation initiale du SAP :

« Une telle évolution va conduire à l'augmentation des profits – que le mouvement syndical doit aujourd'hui accepter! Considérant les investissements et l'emploi futur, une telle augmentation des bénéfices est hautement souhaitable à l'heure actuelle. Un système de fonds [salariaux] correctement formulé et orienté vers le marché peut à long-terme, nous l'espérons, résoudre le conflit distributif que des profits élevés impliquent. Mais les investissements sont urgents et nécessaires et les profits doivent être autorisés à augmenter dès que possible! » (Feldt, cité dans Tilton, 1990, p. 237)

La centrale LO, qui avait toujours été un allié naturel du SAP, s'oppose ardemment à cette nouvelle ligne politique et un froid s'installe entre les deux branches du mouvement ouvrier. C'est ce qu'on appellera, en Suède, « la guerre des roses ». Pour le SAP, le rehaussement de la sécurité, par une distribution équitable entre le Travail et le Capital, n'est plus productif. Au contraire, il augmente les coûts de production et nuit à la compétitivité des firmes multinationales suédoises.

Malgré l'épisode de la guerre des roses et bien que les syndicats se soient historiquement opposés à la fin de l'extension de l'État-providence, ceux-ci vont progressivement adopter le nouveau discours managérial du SAP concernant la rationalisation de l'État. Ainsi, dans un rapport de 1986, la centrale LO affirmait :

« C'est une vérité largement reconnue de la recherche en administration des affaires que les entreprises qui se portent bien et génèrent des profits importants ont tendance à engager des coûts inutiles. Ceci est souvent désigné sous le nom de relâchement (*slack*) dans leur production. (...) Pendant la période où les ressources allouées au secteur public augmentaient rapidement et constamment, il est plus que probable qu'un relâchement se soit développé dans le système. (...) Alors que l'expansion des ressources ait ralenti, la productivité s'est améliorée. » (LO, 1986, cité dans Andersson, 2006, p. 123)

Remarquons toutefois que l'appel à un nouveau type d'efficacité économique n'implique pas pour autant une diminution de l'État-providence suédois. Il s'agit de freiner son développement et de contrer les nouvelles demandes de sécurité sociale tout en conservant

(et même en améliorant) les programmes existants. LO, qui avait jusqu'alors constitué un rempart important contre l'approche managériale de l'État-providence, avoue désormais que l'articulation entre les notions de sécurité et de croissance ayant caractérisé la pensée de la société forte est résolument entamée.

Cette nouvelle approche trouvera sa forme la plus percutante dans le slogan « pas plus d'argent pour les réformes, mais plus de réformes pour notre argent. » (Revue Tiden, 1985, no. 5-6, p. 262, cité dans Andersson, 2006, p. 118) Il faut désormais faire mieux avec moins puisque la sécurité ne semble plus créer de la richesse mais en consommer.

#### 4.1.6. La sécurité comme fardeau nécessaire (bis)

Dorénavant, la création de la richesse et de la croissance ne passent plus par une protection sociale accrue, mais par une compétitivité du capital suédois.

« Puisque l'économie suédoise est avant tout une économie capitaliste privée, la reprise économique implique l'amélioration des conditions de l'industrie privée. Les coûts de productions (spécialement le coût du travail) doivent être contenus, les prélèvements fiscaux doivent être limités, leur progressivité réduite et les profits doivent augmenter. Le secteur privé doit exploiter les ressources placées à sa disposition et exporter la Suède hors de la crise. » (Tilton, 1990, p. 243)

Pour ce faire, l'État suédois doit être flexible et favoriser la grande entreprise en contribuant à son insertion compétitive sur les marchés internationaux. Pour le nouveau ministre des Finances, Kjell-Olof Feldt, il est clair que le chemin vers la croissance ne passe plus par un renforcement de la sécurité sociale, mais par une amélioration de la compétitivité des entreprises exportatrices suédoises et, conséquemment, des grands capitalistes :

« Nous avons démontré que nous sommes dépendants [des entrepreneurs et des capitalistes] pour opérer selon leurs termes, et qu'ils s'efforcent de rechercher la rentabilité, l'efficacité et la rationalité. En tant qu'employeurs, ils limitent les revendications salariales et la flambée des salaires (...). En bref, nous voulons qu'ils fonctionnent comme de bons capitalistes. » (Feldt, cité dans Tilton, 1990, p. 244)

En contrepartie à ce discours favorable à la grande entreprise, Feldt tient un discours tout aussi favorable à la sécurité sociale. En ce sens :

« Feldt est catégorique quant à la préservation du plein-emploi, des politiques actives du marché de l'emploi, d'un secteur public substantiel, de la redistribution publique et de l'évitement général des programmes sur évaluation des ressources (*means tested*) » (Tilton, 1990, p. 243).

Le discours de Feldt est donc double. D'une part, la création de la richesse doit de plus en plus passer par une amélioration de la compétitivité des firmes exportatrices suédoises, de l'autre, il est impératif que cette croissance soit redistribuée – par le salariat et un État-providence développé – à la population suédoise. Ainsi, c'est en ces mots que Feldt s'adressait au Riksdag en 1984 :

« Il est nécessaire Suède jouisse d'une croissance pendant encore trois ans et que cette croissance (...) soit affecté aux secteurs exposés à la concurrence (...) Il faut également que le gouvernement soutienne une politique de redistribution active. » (Feldt, 1984, cité dans Hinnfors, 2006, p. 81)

Le discours tenu par Feldt incarne, presque à lui seul, l'ambiguïté du nouveau discours du SAP et, dans une plus large mesure, de l'évolution récente du modèle suédois. D'une part, les thèmes qu'il aborde et les actions qu'il préconise concernant l'économie se sont rapprochés des idées néo-libérales et monétaristes. Ainsi, le contrôle serré de l'inflation et la déréglementation de la finance semblent rompre avec la tradition sociale-démocrate d'après-Guerre<sup>38</sup>. D'autre part, son attitude envers l'État-providence est double. Si d'un côté, il insiste pour conserver un État-providence fort, universel et étendu (les travaux de Lindbom, 2001; Bergqvist et Lindbom, 2003; Lindbom et Rothstein, 2006; Hinnfors, 2006; Hinnfors, 2009; Bergh 2010 et Morel, 2011 confirment empiriquement la réalisation de cette volonté), de l'autre, il modifie de façon importante les modalités et les instruments pour y parvenir. Les services sociaux seront de moins en moins prodigués par l'État et de plus en plus différenciés, augmentant ainsi le « choix du consommateur » de services sociaux.

Or, si les instruments économiques utilisés ont changé et si les modalités de la protection sociale ont été transformées, la conclusion logique semble pousser vers la conversion

---

<sup>38</sup> Notons cependant que le contrôle de l'inflation était un objectif important du modèle Rehn-Meidner.



idéologique du SAP au néo-libéralisme. Si les prémisses de cette affirmation nous semblent correctes – le remplacement des instruments économiques et la modification des modalités de la production de la sécurité sociale – nous divergeons quant à la conclusion à en tirer.

Il faut ici préciser les moyens et les fins ou, comme le dirait Peter Hall, les niveaux de changement politique. Sont-ce les instruments qui ont été remplacés ou les finalités du modèle suédois? Les transformations institutionnelles des années 1980-1990 ont-elles représenté une rupture des principes du modèle suédois ou la continuité (par d'autres moyens) des objectifs idéologiques traditionnels de la social-démocratie suédoise?

Il nous faut être d'une grande prudence ici car rien n'est noir ou blanc. Nous avançons dans une variété de tons de gris qu'il nous faut nuancer.

Est-ce que le projet politique de la social-démocratie, soit, la création d'une société égalitaire libérant les individus, a été abandonné ou troqué pour un autre? Nos travaux nous portent à croire que non. Les politiques sociales-démocrates, y compris celles présentant une apparence néo-libérale, tentent toujours, selon-nous, de forger cette société meilleure – utopique – dont parlaient les socialistes suédois des années 1930. Le projet social (de transformation sociale) de la social-démocratie a été préservé dans l'ensemble. Ceci dit, il faut immédiatement admettre que les façons d'y parvenir se sont transformées (parfois radicalement transformées) et qu'elles ont élimé, au passage, la finalité sociale-démocrate.

Après la Seconde Guerre mondiale, les objectifs économiques et sociaux de la social-démocratie suédoise ont concordé de façon admirable. C'est ce que décrivait Jenny Andersson par l'expression « la sécurité et la croissance perçues comme des fins harmonieuses » se renforçant mutuellement (Andersson, 2006). Il ne s'agissait pas uniquement de créer de la richesse puis de la redistribuer. Il fallait la créer d'une certaine façon qui s'accordait avec l'idéologie social-démocrate de transformation sociale. La sécurité ne représentait pas un fardeau pour la production, mais bien un facteur favorisant le progrès économique et produisant la croissance. Cette façon dont on créait la croissance

revêtait, en soi, un caractère hautement idéologique : on produisait la croissance à partir des efforts de protection et de transformation sociale.

Or, nous dit Hinnfors (nous y reviendrons en détails plus loin), l'âge d'or de la social-démocratie suédoise n'a pas représenté la norme, mais une parenthèse entre deux périodes plus modérées (Hinnfors, 2006). Si effectivement, l'après-Guerre est utilisé comme étalon de mesure de base afin de caractériser l'évolution du modèle suédois, les modifications des politiques économiques et sociales constitueront une rupture importante de la norme sociale-démocrate. Si, comme l'affirme Hinnfors, l'âge d'or n'a représenté qu'une parenthèse et, qu'en conséquence, il a représenté une exception de la norme, plus modérée, de la période d'entre-deux-Guerres, l'évolution du modèle peut être interprétée comme un « retour à la normale » où la création de la richesse ne présente pas, en soi, de caractère idéologique et où la protection sociale représente un fardeau nécessaire que doit assumer la production.

Dans cette optique, le discours et la vision défendus par Kjell-Olof Feldt se rapprochent du point de vue que présentaient Gustav Möller ou Ernst Wigforss dans les années 1920 et 1930.

Ce qui fait la différence ici (et dans ce cas, il y a effectivement une rupture du modèle suédois d'après-Guerre) c'est l'abandon d'une certaine façon de créer la richesse basée sur l'interprétation myrdalienne de la sécurité sociale comme « investissement productif ». Pour Andersson, « en dépit des efforts du parti pour les réconcilier (...) la croissance et la sécurité ont ultimement été exprimés comme des objectifs profondément antagonistes » (Andersson, 2006, p. 115). Par contre, et c'est ici que le chercheur se doit d'être vigilant, l'objectif plus fondamental de la création d'une société égalitaire libérant les individus est demeuré, dans l'ensemble, inchangé.

#### 4.2. L'État et le marché

La pensée des sociaux-démocrates suédois n'a jamais été bien loin du libéralisme. Pour Hinnfors, la social-démocratie suédoise s'est caractérisée par son acceptation fondamentale

de l'économie de marché, compensée par des mesures correctrices du marché (Hinnfors, 2006). Dans un premier temps, ces mesures ont visé à perfectionner le fonctionnement du marché et, dans un second temps, à réduire la portée des effets néfastes inhérents à son fonctionnement. Cette double appartenance, nous dit-il, peut être retracée jusqu'au début des années 1900 :

« La thèse de la stabilité de l'idéologie sociale-démocrate présuppose une conception stable concernant la façon dont plusieurs activités entre citoyens devraient être démarchandisées. À différentes époques, la rhétorique s'est référée à ce type d'idéologie de base sous les appellations « socialisme », « société des partenaires », « foyer du peuple » ou « troisième voie ». J'affirme que continuellement, pendant la plus grande part du 20<sup>e</sup> siècle, toutes ces expressions rhétoriques se sont plus ou moins référées au même type de société et que l'idée sociale-démocrate maîtresse pourrait être définie comme « la société correctrice du marché » ». (Hinnfors, 2006, p. 37)

Les social-démocraties en général et la social-démocratie suédoise en particulier seraient donc marquées par cette double appartenance à l'économie de marché et à la correction de ses lacunes. Selon cette définition, il serait aussi difficile de conclure à un socialisme triomphant qu'à un libéralisme hégémonique. Nils Karleby, qui a été secrétaire du comité sur les socialisations de 1920 à 1926, précisait, en réponse à des détracteurs affirmant la dissolution idéologique du SAP (on constate que la thématique de la conversion du SAP au libéralisme à laquelle on assiste aujourd'hui trouve des précédents historiques), que la ligne suivie par le parti n'était pas celle d'un socialisme étroit ou dogmatique. Ainsi, il affirmait que :

« Si l'on veut démontrer que la social-démocratie a modifié sa vision en devenant libérale, nous sommes forcés de prendre comme hypothèse de base la vision considérant la social-démocratie comme le parti de la propriété étatique absolue, de la gestion et de la régulation étatiques. Mais cette vue est fautive. Le socialisme d'État n'a jamais représenté plus qu'un modèle parmi plusieurs et la social-démocratie n'en a jamais fait son programme général. » (Karleby<sup>39</sup>, 1925, cité dans Tilton, 1990, p. 94)

---

<sup>39</sup> Cette citation, tirée d'un article non signé de 1925 de la revue *Tiden* (l'une des principales revues sociales-démocrates suédoises) est reprise par Tilton dans son ouvrage. Selon Tilton, la rhétorique et

Ainsi, les sociaux-démocrates suédois n'ont pas suivi les préceptes d'un socialisme étroit ou dogmatique et n'ont jamais préconisé une large socialisation des moyens de production. La question des socialisations restait, malgré tout, entière. S'il est clair que le SAP n'allait pas entreprendre de nationalisations systématiques, le slogan avait toutefois réussi, du moins au début de l'agitation publique du parti, à mobiliser sa base sociale. La question épineuse des socialisations n'allait pas être réglée rapidement.

#### 4.2.1. Une économie de marché socialisée

Il est vrai que l'objectif de la socialisation des moyens de production ait, pour un temps, fait partie des revendications principales du SAP. Ses premiers programmes, plus ou moins calqués sur les programmes du parti social-démocrate allemand (Tingsten, 1973), en faisaient un objectif important. Or, très tôt, la ligne suédoise s'est singularisée, notamment parce que le SAP a rapidement pris le pouvoir. Tant que le SAP demeurait un parti de seconde zone et qu'il n'avait pas de réelle prétention au pouvoir, l'objectif de la propriété sociale des moyens de production pouvait être énoncé avec force afin de mobiliser la classe ouvrière. À partir du moment où le SAP a aspiré au pouvoir et l'a obtenu, il lui a fallu donner une forme concrète au slogan général. Or, cet exercice ne s'est pas fait sans heurts, ni unanimement à l'intérieur du parti. Hjalmar Branting, le premier chef du SAP et premier premier Ministre social-démocrate, dans ses mémoires, faisait d'ailleurs référence à la candeur ou à la naïveté de la direction du SAP de la fin du 19<sup>e</sup> siècle :

« Il est vrai que notre notion de la société socialiste n'est pas la même qu'il y a trente-cinq ans. Nous avons une conception très simple et schématique des choses, qui peut être exprimée de cette façon : si seulement nous pouvions atteindre le pouvoir politique, alors tout ce qui serait nécessaire pour transformer la société serait d'entrer et de nous mettre à notre aise. Maintenant, nous comprenons que le pouvoir politique ne suffit pas et que, en plus de sa conquête, il y a tant d'autres choses qui doivent être faites; que la transformation de la société est à peine entamée quand nous obtenons le pouvoir, et que cette transformation est une longue entreprise. » (Branting, 1926, cité dans Tilton, 1990, pp. 71-72)

---

les arguments développés par l'auteur laisse néanmoins présager qu'il s'agirait d'un texte rédigé par Nils Karleby.



Le 26 mai 1919, le conseil exécutif du parti aborde sérieusement, pour la première fois, la question de la socialisation des moyens de production. Si les membres de l'exécutif s'entendent sur son importance et son bien-fondé, peu s'entendent sur le moment et la façon d'y parvenir<sup>40</sup> (Tilton, 1990, p. 70-102). La décision est finalement prise, sur les conseils de Möller, de confier cette question à une commission indépendante lors d'un prochain gouvernement socialiste. La création de cette commission permet, entre autres choses, de remettre la question à plus tard tout en évitant les débats internes déchirants. En 1920, le premier gouvernement minoritaire social-démocrate, dirigé par Branting, crée cette commission<sup>41</sup>. Ses travaux, qu'on voulait rapides, mais qui vont finalement s'étendre sur 15 ans, vont préciser les bases théoriques du SAP quant à la relation entre l'État et le marché :

« Les principes que [la commission des socialisations] a établi dans cette enquête (...) ont fixé le cadre de toutes les discussions ultérieures et ont formé la base pour la conception centrale de la commission, l'idée de (ce que [Tilton] appelle) une «économie de marché socialisée». » (Tilton, 1990, p. 93)

Bien que les débats de la commission et le travail théorique entourant les socialisations soient d'un intérêt substantiel, nous passerons dès maintenant à ses conclusions. Malgré qu'elle soit d'une longueur appréciable, nous jugeons que la citation de Rickard Sandler, le président de la commission, tirée du rapport final de la commission, représente de façon assez complète la conception dégagée par le comité suite à 15 années d'études. Sandler y compare deux approches concernant les socialisations :

« Pour le type I, les *actions* de socialisation sont au premier plan; le type II accorde sciemment une plus grande place au *processus* de socialisation. Le type I se distingue par une tendance à l'uniformité et à la totalité, le type II poursuit un plus haut degré de socialisations partielles et une variété de

---

<sup>40</sup> La majorité de l'exécutif est hésitante à poursuivre une politique concrète de socialisations. Des craintes quant à ses avantages économiques pour le secteur privé et à l'impopularité de la question dans l'électorat sont soulevées. De plus, plusieurs jugent que d'autres questions sont plus urgentes. Deux membres de l'exécutif, Branting et Möller, sont toutefois d'avis qu'il est nécessaire d'entamer au plus vite un programme de socialisations, mais aucun d'entre eux ne propose de programme particulier et des formes concrètes (nationalisation, démocratie industrielle, coopératives, etc.) afin d'y parvenir.

<sup>41</sup> Rickard Sandler, qui en prend d'abord la présidence, sera remplacé par Gustav Möller en 1925. Le secrétaire Nils Karleby, qui meurt prématurément en 1926, sera remplacé par Henning Leo.



formes économiques. Il est caractérisé par le fait que les entreprises publiques apparaissent dans de nombreuses variantes, à côté d'entreprises privées (...) Le type I a une tendance prononcée à l'élimination des marchés et de la concurrence et une foi nettement plus grande dans une économie planifiée. Le type II repose sur la transformation du marché en agissant sur les conditions du marché, mais ne le supprime pas (...) Le type II laisse également une grande place à une économie non planifiée dirigée par les prix. Il envisage une planification qui résulte du fait que la société régleme les conditions de l'activité économique et que les entreprises socialisées autonomes influencent le fonctionnement des entreprises privées. Enfin, la perspective démocratique est fermement ancrée dans le type II, tandis que les tendances dictatoriales trouvent plus facilement pieds dans le type I. » (Sandler, cité dans Tilton, 1990, p. 101-102)

Pour les sociaux-démocrates suédois, le type II, auquel Sandler fait référence, s'est imposé comme modèle de mise en œuvre des socialisations. En Suède, il n'y a pas eu de socialisations massives et la plupart d'entre elles ont été décidées à la pièce. Le travail de longue haleine de la commission des socialisations aura permis au SAP d'établir clairement les principes directeurs de l'intervention de l'État dans l'économie et le rôle attribué au marché. Nous en résumons ici les principes<sup>42</sup> : 1) les socialisations ne devraient pas nuire à la production et devraient, minimalement, conserver les niveaux existants; 2) la production, qu'elle soit publique ou privée, devrait être orientée vers le bien commun; 3) les entreprises publiques devraient demeurer indépendantes de la bureaucratie de l'État; 4) les entreprises publiques devraient opérer à l'intérieur du marché en favorisant la maximisation des revenus et la minimisation des coûts tout en laissant l'offre et la demande déterminer les salaires. (Tilton, 1987; Tilton, 1990; Sainsbury, 1981)

#### 4.2.2. Démarchandisation et déstratification

Il est clair que le SAP, à partir des travaux de la commission des socialisations, a adopté une attitude positive envers le marché. En fait, il l'a instrumentalisé en en fixant les paramètres de fonctionnement. De fait, la critique du marché a été détachée de la critique du capitalisme. Si l'appropriation de la richesse et la concentration du pouvoir économique qu'engendre le capitalisme ont été dénoncées et combattues avec véhémence par le

---

<sup>42</sup> L'énumération qui suit n'est pas exhaustive, mais elle représente un portrait global de nos lectures sur le sujet.

mouvement ouvrier, le marché a acquis une certaine légitimité, conditionnelle à un encadrement social. Pour Karleby, par exemple, ce n'était « pas tant les mécanismes économiques [du marché] que les conditions selon lesquelles certains groupes de citoyens y pénètrent » qui était crucial (Karleby, 1925, cité dans Tilton, 1990, p. 94).

Le marché, s'il a été instrumentalisé par les gouvernements sociaux-démocrates à des fins socialistes, a toujours été doublé d'une critique forte de son fonctionnement (Hinnfors, 2006). À partir des années 1930, l'État suédois a assumé deux rôles principaux quant à l'encadrement du marché. D'une part, il égalisait les conditions d'accès au marché de tous les citoyens (égalité des chances) et, d'autre part, il contraignait les lacunes redistributives inhérentes au fonctionnement du marché.

Pour Esping-Andersen, qui a théorisé les différents modèles d'États-providence, ces responsabilités de libération de l'individu des contraintes liées au fonctionnement du marché et d'égalisation sociale ont été abordées par les notions de « démarchandisation » et de « déstratification ».

En ce qui concerne la démarchandisation des individus, il s'agissait pour l'État de les libérer des contraintes liées à la participation au marché :

« Sans recours possible à la propriété, et sans État auquel les besoins peuvent être adressés (sic), le marché devient pour le travailleur une prison dans laquelle il doit impérativement se comporter comme une marchandise pour survivre. (...) Il est possible de différer l'entrée sur le marché d'une machine à laver jusqu'à ce que le prix en soit convenable; mais l'ouvrier ne peut se tenir longtemps hors du marché sans recourir à des moyens alternatifs de subsistance. » (Esping-Andersen, 1999, p. 53)

C'est la dépendance de la main-d'œuvre vis-à-vis du marché de l'emploi qu'il s'agissait de « dé-marchandiser » afin que les familles et les individus puissent « maintenir un niveau de vie socialement acceptable en dehors d'une participation au marché. » (Esping-Andersen, 1999, p. 54)

Si pour les libéraux, la participation au marché est perçue comme émancipatrice et constitue la meilleure façon d'atteindre l'indépendance et l'assiduité au travail (Esping-

Andersen, 1999, p. 59), pour les sociaux-démocrates, elle représente un obstacle à la liberté individuelle et la source principale de l'aliénation de la classe ouvrière. Les visions libérale et sociale-démocrate, à ce sujet, ne sauraient être plus opposées. Alors que les sociaux-démocrates considèrent l'extension des sphères d'action de l'État comme le levier principal du déploiement des droits et des libertés individuels, les libéraux y voient une violation des libertés économiques fondamentales des individus.

En ce qui concerne la notion de déstratification, Esping-Andersen avance que les États-providence ont représenté en soi des systèmes de stratification sociale (Esping-Andersen, 1999). Si les États sociaux-démocrates ont généralement visé, avec plus ou moins de succès selon le cas, une égalisation des conditions sociales, d'autres États-providence (libéraux ou conservateurs) ont favorisé et renforcé un système inégalitaire et stratifié (le plus souvent lié à la productivité des individus sur le marché). Or, c'est justement cette égalisation sociale (égalisation des conditions d'accès au marché et égalisation des résultats redistributifs du marché) qui a permis aux sociaux-démocrates d'accepter le marché comme instrument redistributif légitime. Sans action positive de l'État favorisant la démarchandisation des individus et la déstratification sociale, à l'aide de politiques sociales et d'un secteur public fort à l'extérieur du marché, le marché contribue à reproduire et à accentuer les inégalités produites par le capitalisme. C'est donc parce qu'ils étaient capables d'en altérer le fonctionnement et de le séparer de la dynamique inégalitaire du capitalisme que les sociaux-démocrates ont accepté l'économie de marché : une économie de marché socialisée.

Si le développement de l'État-providence « du berceau à la tombe » et d'un secteur public performant et universel a joué un rôle relativement constant quant à la déstratification et l'égalisation des chances de la société suédoise, il a agi sur la démarchandisation de façon différenciée selon les époques.

À partir des années 1930, la sécurité et l'égalisation sociale ont généralement été poursuivies par des politiques de gestion de la demande de type keynésien. La redistribution sociale, sous forme d'allocations ou de remplacement du revenu, a permis d'éviter aux

travailleurs hors du marché et à leurs familles de sombrer dans la misère et de conserver leur pouvoir d'achat. Après la Seconde Guerre mondiale, c'est par les revenus d'emploi – grâce au plein-emploi, aux salaires élevés et à la solidarité salariale que permettaient les arrangements néo-corporatistes – et par les politiques actives du marché de l'emploi que la déstratification sociale et la démarchandisation ont été rendues possibles.

La social-démocratie suédoise, suite aux travaux de la commission des socialisations, a largement endossé le cadre de l'économie de marché. Cette acceptation a cependant été accompagnée d'une double critique du capitalisme et du marché. Si la fonction redistributrice de ce dernier a été légitimement acceptée, c'est parce que l'État assurait un encadrement de ses conditions d'accès et de ses résultats redistributifs. La construction d'un service public hors du marché et les politiques économiques et sociales ont réussi à s'approcher progressivement des objectifs socialistes qui avaient été fixés par le SAP : un haut niveau de démarchandisation des individus et de déstratification sociale. Les difficultés économiques et politiques des années 1970, 1980 et 1990 vont venir fragiliser les positions du SAP à ce sujet et pousser la direction du parti à redéfinir la façon de concrétiser ses objectifs.

#### 4.2.3. La troisième voie et l'économie du savoir

Après ses déboires électoraux des années 1970, les aspirations du SAP à reconquérir le pouvoir et la volonté de sa direction de moderniser son discours vont se cristalliser autour d'une nouvelle métaphore, qu'on nommera la troisième voie :

« à l'approche des élections de 1982 et à mesure que la perspective de reconquérir le pouvoir devenait réelle, la direction du parti prenait conscience du besoin d'établir sa propre ligne constructive. (...) À l'intérieur du mouvement ouvrier une discussion vigoureuse a éclaté entre les promoteurs de la politique expansionniste, que le parti avait mise de l'avant dans l'opposition, et les partisans d'un amaigrissement des budgets publics. Afin de préserver l'harmonie à l'intérieur du mouvement, une coalition se forme progressivement autour de la notion vague d'une « troisième voie » selon laquelle la Suède émergerait de la crise par « le travail et l'épargne ». » (Tilton, 1990, p. 236)

Aux transformations des années 1970 et 1980, marquées par la rupture du lien unissant la croissance et la sécurité, succèdent les changements idéologiques des années 1990 liés à la troisième voie. Andersson s'y intéresse dans un second ouvrage, *The Library and the Workshop, Social Democracy and Capitalism in the Knowledge Age* (Andersson, 2010). Pour elle, les politiques dites de la « troisième voie » qui ont été adoptées à cette époque représentent la tentative sociale-démocrate d'adapter son projet politique – et son idéologie – au nouvel ordre économique mondial. Historiquement, le développement de la social-démocratie a été intimement lié au développement du capitalisme et aux critiques qu'elle y a opposées. Si la social-démocratie d'après-Guerre avait adapté sa théorie à la « société d'abondance » (*affluent society*) et aux nouveaux problèmes qu'elle engendrait, les sociaux-démocrates des années 1990 ont recentré leur théorie autour de l'interprétation du capitalisme post-industriel comme « économie du savoir »<sup>43</sup>. Selon cette conception, le savoir représenterait un nouveau type de « capital productif ». Dans ce modèle économique, la connaissance, la créativité et l'innovation deviennent les moteurs principaux de la croissance économique. Or, pour Andersson, cette redéfinition du projet social-démocrate autour d'un nouveau type immatériel de capital a créé des distorsions théoriques et a obligé le SAP à un certain nombre d'aménagements idéologiques plus ou moins problématiques (Andersson, 2010).

Si la connaissance représente effectivement un nouveau type de capital présent chez tout individu, le thème récurrent de la propriété sociale (ou privée) du capital se pose complètement différemment. Ainsi, la question de la domination capitaliste devient problématique, voire pratiquement obsolète : comment les travailleurs pourraient-ils être exploités par un type de capital dont ils détiennent la propriété ? La lutte traditionnelle du mouvement ouvrier visant l'émancipation de la domination du capital perd inévitablement de son acuité et doit être repensée. De plus, si les politiques keynésiennes de contrôle de la demande étaient adaptées à la mise en valeur du capital propre à la société industrielle, elles s'accommodent mal de la nature immatérielle du « capital savoir ». Sa mise en valeur

---

<sup>43</sup> Pour plus de détails sur la théorie économique du capital humain, consultez l'article de Theodore Schultz, 1961, « Investment in human capital », Dans *American Economic Review*, Vol. 51, p. 1-17.



doit nécessairement passer par d'autres voies. Or, ces nouveaux moyens, surtout de nature éducative, d'accès à la connaissance et d'élévation du niveau culturel, ne sont pas traditionnellement des politiques économiques, mais des politiques sociales. La dichotomie fondamentale qui opposait les politiques sociales et les politiques économiques semble être désormais révolue dans l'économie du savoir. L'affirmation traditionnelle des sociaux-démocrates, qui avait été remise en cause à la fin des années 1970 et au début des années 1980, voulant que la sécurité favorise la croissance et que la croissance favorise la sécurité (Andersson, 2006), semble désormais retrouver toute sa valeur. La résolution apparente des oppositions classiques de la théorie sociale-démocrate a entraîné un courant assez optimiste chez les sociaux-démocrates concernant les politiques de la troisième voie. Le développement de l'économie du savoir représentait, en quelque sorte, la promesse de l'avènement du socialisme. Sa logique interne semblait être en mesure de solutionner les tensions contenues dans la théorie classique, et notamment la relation problématique entre le progrès économique et le progrès social.

#### 4.2.4. Affaiblissement de la portée critique de la théorie sociale-démocrate

Le problème, nous dit Andersson, c'est que l'adoption de politiques sociales à des fins strictement économiques a modifié les fondements de la conception sociale-démocrate classique :

« alors que la troisième voie ne peut être séparée de la « vieille » social-démocratie en raison de son acceptation fondamentale du marché, la troisième voie retourne les arguments qui, dans l'histoire sociale-démocrate, étaient des arguments contre le capitalisme en arguments *pour* le capitalisme. » (Andersson, 2010, p. 25)

Ce revirement est délicat car il brouille les frontières conceptuelles qui séparaient les sphères économiques et sociales. De même, il affaiblit la portée critique de la théorie sociale-démocrate sur laquelle elle s'était érigée. Les valeurs de solidarité, d'égalité ou d'émancipation, qui étaient extérieures et opposées au marché et qui servaient de base à une critique fondamentale du fonctionnement du marché et de l'économie capitaliste, se retrouvent désormais récupérées par une philosophie économiciste et productiviste. Si la

santé et l'éducation sont favorisées, ce n'est plus uniquement en raison de leur vocation initiale – de démarchandisation des individus et de déstratification de la société – mais parce qu'elles favorisent la croissance économique; et du même coup, le capitalisme.

Puisque les politiques sociales incarnant la philosophie de la troisième voie ont été transformées en instruments de la croissance économique (ou ont été minimalement perçues comme tel puisqu'elles favorisent la créativité, l'innovation, etc.), elles ne sont plus jugées en fonction de la protection qu'elles procurent – contre le marché (démarchandisation) – mais plutôt en fonction des gains en productivité qu'elles génèrent – pour le marché. La pensée marchande a désormais pénétré la sphère publique qui y était traditionnellement opposée. Conséquemment, pour Andersson, la théorie du bien commun avancée par la « vieille social-démocratie » se serait mutée, dans la troisième voie, en un « ethos du marché » (Andersson, 2006). Si pour des penseurs comme Wigforss, il était nécessaire de perfectionner et de corriger les marchés, qui se révélaient fondamentalement inefficaces, pour Feldt, le marché représente l'instrument le plus efficace disponible : « Même si le marché est un instrument imparfait, il est toujours l'instrument le plus efficace que nous connaissions pour l'attribution des ressources productives. » (Feldt, cité dans Tilton, 1990, p. 244)

Ce faisant, la social-démocratie aurait adouci la critique de l'économie de marché capitaliste sur laquelle elle avait érigé son projet politique et aurait accepté le cadre général « imposé » par la mondialisation néo-libérale (Tilton, 1990). De fait, c'est le rôle de l'État comme acteur palliatif des lacunes du marché et comme vecteur de transformations économiques et sociales qui aurait été progressivement affaibli. L'État aurait accepté les « règles » de la mondialisation et aurait introduit des politiques de développement du « capital humain » favorisant « l'attractivité » nationale pour la course à l'investissement direct étranger.

Pour Andersson, les sociaux-démocrates ne se seraient toutefois pas convertis au néo-libéralisme pour autant. La troisième voie représenterait une vision politique distincte amalgamant des principes d'inspiration néo-libérale, mais à partir de la redéfinition des idées sociales-démocrates classiques (Andersson, 2006). Cette tradition sociale-démocrate

est notamment visible dans l'espace que la troisième voie aménage à l'État dans l'instauration de « l'infrastructure » de l'économie du savoir. Si l'État de la société industrielle pourvoyait aux besoins en infrastructures de base nécessaire au bon fonctionnement du marché et à la valorisation du capital comme les routes, les voies ferrées, les hôpitaux et les écoles, l'État de l'économie du savoir doit dorénavant prendre en charge les infrastructures du savoir que sont l'autoroute électronique, des écoles performantes et un système de formation continue. L'État doit également assurer la mise en place de programmes favorisant l'innovation et la créativité tels que l'investissement dans la recherche et le développement de partenariats entre le secteur privé et la recherche universitaire. C'est donc un nouveau type de capitalisme d'État qui émerge avec la troisième voie. L'intervention de l'État vise la valorisation du nouveau capital productif et ses déclinaisons : le savoir, la créativité, l'innovation, etc.

Les sociaux-démocrates suédois ne se seraient donc pas convertis au néo-libéralisme. Ils auraient créé une théorie politique distincte à partir de leur théorie classique en la fusionnant d'une part, aux idées libérales (ou néo-libérales), et d'autre part, à une nouvelle lecture du capitalisme fondée sur la notion d'économie du savoir. Cette adaptation de la théorie, bien qu'elle ait conservé de nombreux éléments traditionnels, est problématique. Le nouvel « ethos du marché » qui a été intégré par le SAP a rendu poreuse la frontière séparant les domaines publics et privés et la portée critique de sa théorie. L'État, dont les actions s'étaient traditionnellement opposées au marché, a laissé la logique marchande pénétrer ses institutions. Incidemment, c'est la toute la « société correctrice du marché » dont Hinnfors parlait qui a été affaiblie.

## CONCLUSION

### Continuité et rupture de la théorie sociale-démocrate suédoise

Il est clair qu'à partir des années 1970, le SAP a amorcé un processus de modernisation idéologique. Or, s'il est clair que le discours politique s'est modifié, la signification de cette évolution reste floue. L'évolution récente de la théorie sociale-démocrate suédoise a-t-elle représenté la tentative du SAP d'adapter son projet politique aux exigences politiques et économiques contemporaines, ou a-t-elle constitué, au contraire, un renoncement des principes traditionnellement défendus par les sociaux-démocrates suédois?

Le SAP n'en est pas à sa première modernisation idéologique. Le modèle Rehn-Meidner d'après-Guerre, basé sur la rhétorique de la société forte, avait rompu avec la rhétorique du foyer du peuple de l'entre-deux-guerres. Cependant, les politiques actives du marché de l'emploi, la solidarité salariale et le développement de l'État-providence s'inscrivaient de façon évidente dans la continuité théorique du SAP. Or, tel n'est pas le cas aujourd'hui. Ce qui cause problème avec les réformes politiques récentes et la transformation du discours du SAP, c'est qu'il « semble » s'être rapproché (certains diront converti) des idées politiques défendues par la droite, et notamment, de la théorie néolibérale. Si la thèse de la conversion s'avérait fondée, cela aurait une incidence sur le caractère de la politique suédoise, mais également, pensons-nous, sur l'horizon des possibles de la gauche au niveau international. Car interroger la survie de la social-démocratie suédoise – qui a longtemps fait figure d'archétype social-démocrate (Esping-Andersen, 1999) – c'est en quelque sorte interroger l'hégémonie néolibérale. Existe-t-il toujours, en fin de compte, une alternative valable et réelle au néolibéralisme?

Afin de tester l'hypothèse de la conversion néolibérale du SAP, nous nous sommes intéressés à la relation unissant la croissance à la sécurité, et à la conception régissant les rapports de l'État et du marché. Affirmons d'emblée que nous rejetons la thèse de la conversion idéologique du SAP au néolibéralisme. Disons plus : nos recherches nous

amènent à conclure que le SAP a tenté d'adapter son projet politique aux conditions économiques et politiques changeantes d'un monde de plus en plus mondialisé. Pour nous, la transformation de la théorie politique sociale-démocrate suédoise s'accorde globalement avec sa théorie politique classique : elle en a conservé les finalités. Cela dit, nous devons du même coup reconnaître que les modalités pour atteindre les fins sociales-démocrates ont résolument changé et qu'elles ont fragilisé, au passage, la portée critique de la théorie politique du SAP.

Le SAP n'a pas globalement renoncé à son projet politique, mais il a progressivement tourné le dos à une certaine façon « idéologique » de produire la richesse associant la croissance et la sécurité comme « deux fins harmonieuses ». S'il est vrai que cette transformation de la relation unissant la croissance et la sécurité a rompu avec les façons de faire du modèle d'après-Guerre, nous pensons qu'il a davantage constitué un retour à une ligne plus modérée que partageaient certains penseurs des années 1930 pour qui la sécurité représentait un fardeau nécessaire devant être assumé par la croissance. En ce sens, il n'y aurait pas de rupture fondamentale de la théorie sociale-démocrate suédoise, mais un adoucissement de la radicalité des demandes qu'avait rendues possibles la stabilité économique des trente glorieuses. Notons en ce sens que si le discours idéologique concernant la production de la croissance s'est modifié, il n'en a pas été ainsi du discours concernant l'importance de l'État-providence. Même pour Feldt – que plusieurs ont considéré le chantre du discours néolibéral au SAP – le maintien (et parfois même l'extension) de la protection sociale était vital au projet politique du mouvement ouvrier.

L'évolution de la relation entre l'État et le marché revêt un caractère plus problématique car elle a fragilisé la portée critique de la théorie sociale-démocrate suédoise et affecté l'essence même du rôle de l'État comme vecteur de transformation sociale. Si à partir du rapport final de la commission des socialisations le SAP a accepté le cadre général d'une « économie de marché socialisée » (Tilton, 1990), c'est surtout en raison de la capacité de l'État à perfectionner le fonctionnement du marché et à en corriger les lacunes redistributives. La protection sociale et les services publics suédois, étanches à la logique



marchande, permettaient une réelle démarchandisation des individus « contre » le marché. Or, les politiques de la troisième voie – basées sur la métaphore de « l'économie du savoir » comprenant une nouvelle conception immatérielle du capital productif – ont brouillé la frontière entre les politiques sociales et les politiques économiques et rendu poreuse l'étanchéité traditionnelle séparant l'État et le marché. L'intégration d'un « éthos du marché » à l'intérieur de la sphère publique – par la libéralisation et la privatisation des services publics – a affaibli la capacité de l'État à s'opposer au marché ainsi que la portée critique de la théorie sociale-démocrate.

Si la transformation de la relation entre la croissance et la sécurité a davantage représenté une modération de la radicalité de la gauche suédoise des trente glorieuses, la modification du rapport de l'État au marché est plus profond du point de vue de la transformation de la théorie politique sociale-démocrate du SAP. Pour l'instant, les transformations institutionnelles sont demeurées marginales dans les différents champs des services publics (Morel, 2011). Tant qu'il en sera ainsi, le modèle suédois pourra encore affirmer sa spécificité sociale-démocrate. Si, cependant, le recours au privé s'élargissait dans les services publics, il y aurait très certainement lieu de s'inquiéter pour le caractère distinct du modèle suédois.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES CITÉS

- Andersson, Jenny, 2006a, *Between Growth and Security*, Manchester, Manchester University Press, 149 p.
- Andersson, Jenny, 2010, *The Library and the Workshop : Social Democracy and Capitalism in the Knowledge Age*, Stanford, Stanford University Press, 200 p.
- Bergh, Andreas, 2010, « Chapter 7. Towards a New Swedish Model? », dans *Population Ageing – A threat to the Welfare State?*, Bengtsson, Tommy, Berlin, Demographic Research Monographs, p. 109-119.
- Bergounioux, Alain, Bernard Manin, 1989, *Le régime social-démocrate*, Paris, Presses Universitaires de France, 189 p.
- Bernstein, Eduard, 1900, *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, Paris, P.-V. Stock.
- Childs, Marquis W., 1936, *Sweden : The Middle Way*, New Haven, Yale University Press.
- Christensen, Jacob, 2010, *Où en est la droite ? La Suède et le Danemark*, Paris, Fondapol, 39 p.
- Esping-Andersen, Gøsta, 1980, *Social Class, Social Democracy and State Policy : Party Policy and Party Decomposition in Denmark and Sweden*, Copenhagen, Nyt Fra Samfundsvidensbaberne.
- Esping-Andersen, Gøsta, 1985, *Politics Against Markets : The Social Democratic Road to Power*, Princeton, Princeton University Press, 366 p.
- Esping-Andersen, Gøsta, 1987, « From Poor Relief to Institutional Welfare States : The Development of Scandinavian Social Policy », Dans *The Scandinavian Model : Welfare States and Welfare Research*, Eriksson, R., New York, Sharpe, p. 39-74.
- Esping-Andersen, Gøsta, 1999, *Les trois mondes de l'État-providence : Essai sur le capitalisme moderne*, Presses universitaires de France, 310 p.
- Falkehed, Magnus, 2005, *Le modèle suédois : santé, services publics, environnement : ce qui attend les Français*, Paris, Payot et Rivage, 207 p.
- Fusilier, Raymond, 1954, *Le Parti socialiste suédois : son organisation*, Paris, Éditions ouvrières.
- Hinnfors, Jonas, 2006, *Reinterpreting Social Democracy : A History of Stability in the British Labour Party and Swedish Social Democratic Party*, Manchester, Manchester University Press, 176 p.
- Heclo, Hugh, Henrik Madsen, 1987, *Policy and Politics in Sweden : Principled Pragmatism*, Philadelphia, Temple University Press, 348 p.
- Keynes, John M., Jean de Largentaye, 1949, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.
- Korpi, Walter, 1983, *The Democratic Class Struggle*, Londres, Routledge.
- Kuhn, Thomas S., 1970, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press.
- Lindbeck, Assar, Per Molander, Torsten Persson, Olof Petersson, Agnar Sandmo, Birgitta Swedenborg et Niels Thygesen, 1994, *Turning Sweden Around*, London, The MIT Press, 241 p.

- Marshall, T.H., 1950, *Citizenship and social class*, Cambridge, University Press, 154 p.
- Merrien, François-Xavier, Raphaël Parchet, Antoine Kernén, 2005, *L'état social : une perspective internationale*, Paris, A. Colin.
- Misgeld, Klaus, Karl Molin, Klas Åmark, 1992, *Creating Social Democracy : A Century of the Social Democratic Labor Party in Sweden*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 500 p.
- Myrdal, Alva, Gunnar Myrdal, 1934, *Crisis in the Population Question* (Kris i befolkningsfrågan, en suédois), Stockholm, Bonnier.
- Parent, Jean, 1970, *Le modèle suédois*, Paris, Calmann-Lévy, 301 p.
- Poulantzas, Nicos A., 1978, *State, Power, Socialism*, Londres, New Left Books.
- Rothstein, Bo, Sven Steinmo, 2002, *Restructuring the Welfare State : Political Institutions and Policy Change*, Palgrave, St. Martin's Press.
- Ruin, Olof, 1990, *Tage Erlander : Serving the Welfare State, 1946-1969*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 367 p.
- Sejersted, Francis, Madeleine B. Adams, 2011, *The Age of Social Democracy : Norway and Sweden in the Twentieth century*, Princeton, Princeton University Press.
- Seliger, Martin, 1976, *Ideology and Politics*, New-York, Free Press, 364 p.
- Tilton, Timothy Allan, 1990, *The Political Theory of Swedish Social Democracy : Through the Welfare State to Socialism*, Oxford, Clarendon Press, 298 p.
- Tingsten, Herbert, 1973, *The Swedish Social Democrats : Their Ideological Development*, Totowa (New Jersey), Bedminster Press, (Traduit du suédois par Greta Frankel et Patricia Howard-Rosen, 1941, *Den Svenska Socialdemokratins Ideutveckling*), 719 p.

#### ARTICLES DE PÉRIODIQUES CITÉS

- Bergh, Andreas, Gissur Ó. Erlingsson, 2009, « Liberalization without Retrenchment: Understanding the Consensus on Swedish Welfare State Reforms », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 32, no. 1, p. 71-93.
- Bergounioux, Alain, Bernard Manin, 1981, « L'option social-démocrate ? », *Le Débat*, Vol. 8, no. 15, p. 13-24.
- Bergqvist, Christina, Anders Lindbom, 2003, « The Swedish Welfare State : Neo-liberal Challenge and Welfare State Resilience », *ÖZP*, Vol. 32, no. 4, p. 389-401.
- Blomqvist, Paula, 2004, « The Choice Revolution : Privatization of Swedish Welfare Services in the 1990's », *Social Policy & Administration*, Vol. 38, no. 2, p. 139-155.
- Blyth, Mark, 2001, « The Transformation of the Swedish Model: Economic Ideas, Distributional Conflict, and Institutional Change », *World Politics*, Vol. 54, no. 1, October 2001, p. 1-26.
- Elvander, Nils, 2003, « Two Labour Market Regimes in Sweden. A Comparison Between the Saltsjöbaden Agreement of 1938 and the industrial Agreement of 1997 », *Industrielle Beziehungen*, Vol. 10, no. 1, p. 146-159.
- Englund, Peter, 1999, « The Swedish banking crisis : roots and consequences », *Oxford review of economic policy*, Vol. 15, no. 3, p. 80-97.

- Hall, Peter, 1993, « Policy Paradigms, Social Learning, and the State : The Case of Economic Policymaking in Britain », *Comparative Politics*, Vol. 25, no. 3, p. 275-296.
- Hansson, Per Albin, 2009, « Discours sur le foyer du peuple 1928 », *La revue socialiste*, no. 36, p. 71-74.
- Hinforss, Jonas, 2009, « Le consentement à l'économie de marché : Une constante social-démocrate en Suède et au Royaume-Uni », *Critique internationale*, Vol. 2, no. 43, p. 17-35.
- Lash, Scott, 1985, « The End of Neo-corporatism?: The Breakdown of Centralised Bargaining in Sweden », *British Journal of Industrial Relations*, Vol. 23, no. 2, p. 215-239.
- Lindberg, Henrik, 2011, *The Social Democratic Party and the Question of Public Ownership 1982-1991*, Stockholm, Ratio : working paper # 179, 26 p.
- Lindbeck, Assar, 1997, « The Swedish Experiment », *Journal of Economic Literature*, Vol. 35, no. 3, p. 1273-1319.
- Lindbom, Anders, 2001a, « Dismantling the Social Democratic Welfare Model? Has the Swedish Welfare State Lost Its Defining Characteristics? », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 24, no. 3, p. 171-193.
- Lindbom, Anders, 2001b, « Dismantling Swedish Housing Policy », *Governance : An International Journal of Policy, and Administration*, Vol. 14, no. 4, October 2001, p. 503-526.
- Lindbom, Anders, Bo Rothstein, 2006, « La résilience du modèle suédois de welfare dans l'économie mondialisée », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 13, no. 3, p. 429-445.
- Morel, Nathalie, 2001, « Politique sociale et égalité entre les sexes en Suède », *Recherches et Prévisions*, no. 64, p. 65-79.
- Morel, Nathalie, 2011, « Le modèle universaliste suédois au prisme du libre choix », Texte présenté au Congrès de l'AFS à Grenoble, p. 1-13.
- Pontusson, Jonas, 1992, « At the End of the Third Road : Swedish Social Democracy in Crisis », *Politics and Society*, Vol. 20, no. 3, p. 305-332.
- Rey, Frédéric, 2010, « Le concept de modèle », *Les cahiers du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique*, 16 novembre 2011, p. 1-23.
- Ryner, Magnus, 1999, « Neoliberal Globalization and the Crisis of Swedish Social Democracy », *Economic and Industrial Democracy*, Vol. 20, no. 1, p. 39-79.
- Ryner, Magnus, 2004, « Neo-liberalization of Social Democracy : The Swedish Case », *Comparative European Politics*, Vol. 2, p. 97-119.
- Sainsbury, Diane, 1981, « Theoretical Perspectives in Analyzing Ideological Change and Persistence : The Case of Swedish Social Democratic Party Ideology », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 4, no. 4, p. 273-294.
- Schultz, Theodore W., 1961, « Investment in Human Capital », *The American Economic Review*, Vol. 51, no. 1, March 1961, p. 1-17.
- Simoulin, Vincent, 2005, « Le « modèle suédois » : Succès persistant, recompositions actérielles et reconfigurations intellectuelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. 2, no. 119, p. 289-309.

- Steinmo, Sven, 1988, « Social Democracy vs. Socialism : Goal Adaptation in Social Democratic Sweden », *Politics Society*, Vol. 16, p. 403-446.
- Svallfors, Stefan, 2011, « A Bedrock of Support? Trends in Welfare State Attitudes in Sweden, 1981-2010 », *Social Policy & Administration*, Vol. 45, no. 7, p. 806-825.
- Taylor, Robert, 2005, *Sweden's New Social Democratic Model : Proof that a better world is possible*, Compass, 35p.
- Tilton, Timothy Allan, 1987, « Why don't the Swedish Social Democrats Nationalize Industry? », *Scandinavian Studies*, Vol. 59, no. 2, p. 142-166.
- Tomasson, Richard F., 1969, « The Extraordinary Success of the Swedish Social Democrats », *The Journal of Politics*, Vol. 31, no. 3, p. 772-798.
- Touzé, Vincent, 2007, « Les performances économiques de la Suède, quelques éléments d'évaluation », *Revue de l'OFCE*, no. 100, janvier 2007, p. 31-84.
- Vidal, Jean-François, 2010, « Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois », *Revue de la régulation*, Vol. 8, 2<sup>e</sup> semestre, Automne 2010, p. 1-22.
- Wigforss, Ernst, 1960, « Den nya ekonomiska politiken. The New Economic Policy », *Ekonomisk Tidskrift*, Vol. 62, no. 3, September 1960, p. 185-194.

#### OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

- Adler-Karlsson, Gunnar, 1970, *Reclaiming the Canadian Economy : A Swedish Approach Through Functional Socialism*, Toronto, Anansi, 98 p.
- Boujnah, Stéphane, 2002, *L'inoxydable modèle suédois: du modèle de société au modèle de gouvernement*, En Temps Réel, 96 p.
- Milner, Henry, 1989, *Sweden : Social Democracy in Practice*, New York, Oxford University Press, 260 p.
- Parenteau, Danic, Ian Parenteau, 2008, *Les idéologies politiques, le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 194 p.
- Polanyi, Karl, 1983, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, (traduit de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angeno, *The Great Transformation*, 1944), 467 p.

#### ARTICLES DE PÉRIODIQUES DE RÉFÉRENCE

- Andersson, Jenny, 2006b, « Reflections on the Meaning of Social and Liberal », *Social Europe*, Vol. 1, no. 4, march 2006, p. 120-123.
- Andersson, Jenny, 2007, « Socializing Capital, Capitalizing the Social : Contemporary Social Democracy and the Knowledge Economy », *Center for European Studies Working Paper Series*, no. 145, August 2006, p. 1-21
- Andersson, Jenny, 2011, « « Qu'est-ce que c'est ce modèle suédois ? » Débats constitutifs pour comprendre l'histoire de la social-démocratie suédoise, son modèle et son évolution jusqu'aux élections de septembre 2010 », *Revue Histoire Politique*, Vol. 1, no. 13, p. 161-175.
- Anxo, Niklasson, Harald Niklasson, 2006, « The Swedish model in turbulent times:



- Decline or renaissance? », *International Labour Review*, Vol. 145, no. 4, p. 339-371
- Aucante, Yohann, 2009, « Les défis de l'universalité : le gouvernement local de la protection sociale en Suède et en Norvège », *Critique internationale*, Vol. 2, no. 43, p. 69-86.
- Baldwin, Peter, 1989, « The Scandinavian Origins of the Social Interpretation of the Welfare State », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 31, no. 1, January 1989, p. 3-24.
- Bengtsson, Håkan A., , « Le modèle suédois à l'épreuve des réformes libérales », *La Vie des idées*, 1er septembre 2006.
- Blomqvist, Paula, 2007, « The Role of Ideas in Social Policy Change : Health Care Reform in Sweden and the Netherlands in the 1990s » Conférence présentée à la Annual Conference of the Research Committee on Poverty, Social Welfare and Social Policy.
- Blomqvist, Paula, Christoffer Green-Pedersen, 2004, « Defeat at Home ? Issue-Ownership and Social Democratic Support in Scandinavia », *Government and Opposition*, Blackwell Publishing. Oxford, p. 587-613.
- Chilver, Sally, 1946, « Myrdal's "Nation and Family" », *Eugenics Review*, Vol. 38, no. 3, October 1946, p. 142-145.
- Dostaler, Gilles, 2009, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », *Alternatives économiques/L'Économie politique*, Vol. 4, no. 44, p. 42-64.
- Duseigneur, Guillaume, 2006, « Le scrutin et le modèle. Suède 2006 : des élections pour quelle alternance ? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 13, p. 483-495.
- Duverger, Maurice, 1953, « Les partis politiques », *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 5, no. 1, Janvier-mars 1953, p. 204-208.
- Esping-Andersen, Gøsta, 1978, « Social Class, Social Democracy, and the State: Party Policy and Party Decomposition in Denmark and Sweden », *Comparative Politics*, Vol. 11, no. 1, Special Issue on "Policy Problems of Social Democracy" October 1978, p. 42-58.
- Eyerman, Ron, 1985, « Rationalizing Intellectuals: Sweden in the 1930s and 1940s », *Theory and Society*, Vol. 14, no. 6, November 1985, p. 777-807.
- Fredriksson, Mio, Paula Blomqvist et Ulrika Winblad, 2012, « Conflict and Compliance in Swedish Health Care Governance: Soft Law in the 'Shadow of Hierarchy' », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 35, no. 1, p.48-70.
- Gerring, John, 1997, « Ideology: A Definitional Analysis », *Political Research Quarterly*, Vol. 50, no. 4, December 1997, p. 957-994.
- Green-Pedersen, Christoffer, 2002, « New Public Management Reforms of the Danish and Swedish Welfare States : The Role of Different Social Democratic Responses », *Governance : An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, Vol. 15, no. 2, April 2002, p. 271-294.
- Haskel, Barbara G., 1972, « What is innovation ? Sweden's liberals, social democrats and political creativity », *Political studies*, Vol. 20, no. 3, p. 306-310
- Hastings, Michel, 2011, Les grands courants idéologiques Droites, gauches : quels clivages ? », *Cahiers Français*, no. 364, septembre-octobre 2011, p. 59-63.
- Helgøy, Ingrid, Anne Homme, 2006, Policy Tools and Institutional Change: Comparing education policies in Norway, Sweden and England », *Journal*

- of *Public Policy*, Vol. 26, p. 141-165.
- Hinforss, Jonas, 1997, « Still the Polics of Compromise? Agenda Setting Strategy in Sweden », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 20, no. 2, p. 159-177.
- Hinforss, Jonas, 1999, « Stability Through Change : The Pervasiveness of Political Ideas », *Journal of Public Policies*, Vol. 19, no. 3, p. 293-312.
- Hinforss, Jonas, 2008, « The Puzzling Lack of a Social Dilemma », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 31, no. 1, p. 69-90.
- Hinnfors, Jonas, Jon Pierre, 1998, « The politics of currency crises in Sweden: Policy choice in a globalised economy », *West European Politics*, Vol. 21, no. 3, p. 103-119.
- Holmwood, John, 2000, « Three Pillars of Welfare State Theory: T.H. Marshall, Karl Polanyi and Alva Myrdal in Defence of the National Welfare State », *European Journal of Social Theory*, Vol. 3, no. 23, p. 23-50.
- Huber, Evelynne, John D. Stephens, 1998, « Internationalization and the Social Democratic Model: Crisis and Future Prospects », *Comparative Political Studies*, June 1998, p. 353-397.
- Institut économique de Montréal, 2003, « Le recours au privé en santé : l'exemple suédois », *Les notes économiques*, octobre 2003, p. 1-4.
- Kumlin, Staffan, 2006, « Learning from Politics? The Causal Interplay between Government Performance and Political Ideology », *Journal of Public Policy*, Vol. 26, p. 89-114.
- Lewin, Leif, 1994, « The rise and decline of corporatism: The case of Sweden », *European Journal of Political Research*, Vol. 26, p. 59-79.
- Lewin, Leif, 1998, « Majoritarian and Consensus Democracy: the Swedish Experience », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 21, no. 3, p. 195-206.
- Lindblom, Charles E., 1959, « The Science of "Muddling Through" », *Public Administration Review*, Vol. 19, no. 2, p. 79-88.
- Lindbom, Anders, 2006, « The Swedish Conservative Party and the Welfare State : Institutional Change and Adapting Preferences », *Institute for Futures Studies*, no. 12, p. 1-27.
- Lindbom, Anders, 2007, « Obfuscating Retrenchment : Swedish Welfare Policy in the 1990's », *Journal of Public Policies*, Vol. 27, no. 2, p. 129-150.
- Lindbom, Anders, 2010, « Moderaterna och välfärdsstaten », *Statsvetenskaplig Tidskrift*, Vol. 112, no. 2, p. 143-152.
- Lindbom, Anders, Christina Bergqvist, 2003, « The Swedish Welfare State: Neo-liberal Challenge and Welfare State Resilience », *ÖZP*, Vol. 32, no. 4, p. 389-401.
- Madeley, John T.S., 2003, « The Swedish model is dead! Long live the Swedish modell! », *The 2002 Riksdag election, West European Politics*, Vol. 26, no.2, p. 165-173.
- Marklund, Carl, 2009, « The Social Laboratory, the Middle Way and the Swedish Model : Three Frames for the Image of Sweden », *Sancdinavian Journal of History*, Vol. 34, no 3, p. 264-285.
- Manin, Bernard, 1990, « Horizons politiques, Du bon usage de la social-démocratie », *Le Débat*, Vol. 3, no. 60, p. 110-113.
- Meidner, Rudolf, 1993, « Why did the swedish model fail ? », *Socialist Register*, p. 211-228.

- Meidner, Rudolf, 1997, « The Swedish Model in an Era of Mass Unemployment », *Economic and Industrial Democracy*, Vol. 18, p. 87-97.
- Meidner, Rudolf, 1998, « The Rise and Fall of the Swedish Model », *Challenge*, Vol. 41, no. 1, January/February 1998, p. 69-90.
- Muller, Pierre, 2005, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 55, no. 1, février 2005, p. 155-187.
- Ouellet, Aubert, 1995, « Les finances publiques en Suède », *Télescope*, Vol. 2, no. 4, novembre 1995, p. 1-12.
- Palme, Joakim, 2005, « Features of the Swedish pension reform », *The Japanese Journal of Social Security Policy*, Vol. 4, no. 1, June 2005, p. 42-53.
- Palme, Joakim, 2006, « Income distribution in Sweden », *The Japanese Journal of Social Security Policy*, Vol. 5, no. 1, June 2006, p. 16-26.
- Palme, Joakim, Olle Lundberg, 2002, « A balance sheet for welfare: Sweden in the 1990s », *Scand J Public Health*, Vol. 30, October 2002, p. 241-243.
- Pierson, Paul, 1996, « The New Politics of the Welfare State », *World Politics*, Vol. 48, no. 2, January 1996, p. 143-179.
- Pontusson, Jonas, 1984, « Behind and beyond Social Democracy in Sweden », *New Left Review*, Vol. 143, January-February 1984, p. 69-96.
- Pontusson, Jonas, 1987, « Radicalization and Retreat in Swedish Social Democracy », *New Left Review*, Vol. 165, September-October 1987, p. 5-33.
- Pontusson, Jonas, Richard Clayton, 1998, « Welfare-State Retrenchment Revisited: Entitlement Cuts, Public Sector Restructuring, and Inegalitarian Trends in Advanced Capitalist Societies », *World Politics*, Vol. 51, no. 1, October 1998, p. 67-98.
- Przeworski, Adam, 1980, « Social democracy as a historical phenomenon », *New Left Review*, Vol. 122, no. 28, p. 27-58.
- Richard, Sébastien, 2012, « Équilibre budgétaire et compétitivité : l'exemple suédois », *Fondation Robert Schuman / Question d'Europe*, no. 258, novembre 2012, p. 1-6.
- Rothstein, Bo, 2001, « The Universal Welfare State as a Social Dilemma », *Rationality and Society*, Vol. 13, no. 2, May 2001, p. 13-33.
- Rothstein, Bo, 2010, « Happiness and the Welfare State », *social research*, Vol. 77, no. 2, Summer 2010, p. 1-28.
- Rothstein, Bo, Tim Knudsen, 1994, « State Building in Scandinavia », *Comparative Politics*, Vol. 26, no. 2, January 1994, p. 203-220.
- Rothstein, Bo, Johannes Lindvall, 2006, « Sweden: The Fall of the Strong State », *Scandinavian Political Studies*, Vol. 29, no. 1, p. 47-63.
- Ruffat, Michèle, 1987, « A quoi sert le néocorporatisme? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 13, Janvier - Mars 1987, p. 95-103.
- Ryner, Magnus, Claes Belfrage, 2009, « Renegotiating the Swedish Social Democratic Settlement: From Pension Fund Socialism to Neoliberalization », *Politics Society*, Vol. 37, no. 2, p. 257-287.
- Starke, peter, 2006, « The Politics of Welfare State Retrenchment: A Literature Review », *Social Policy & Administration*, Vol. 40, no. 1, February 2006, p. 104-120.
- Tilton, Timothy Allan, 1974, « The Social Origins of Liberal Democracy: The Swedish Case », *The American Political Science Review*, Vol. 68, no. 2, June 1974, p. 561-571.

- Tilton, Timothy Allan, 1979, « A Swedish Road to Socialism : Ernst Wigforss and the Ideological Foundations of Swedish Social Democracy », *The American Political Science Review*, Vol. 73, no. 2, June 1979, p. 505-520.
- Tilton, Timothy Allan, 1984, « Utopia, Incrementalism, and Ernst Wigforss Conception of a Provisional Utopia », *Scandinavian Studies*, Vol. 56, no. 1, p. 36-54.
- Verney, Douglas, 2006, « The foundation of modern Sweden : the swift rise and fall of swedish liberalism », *Political Studies*, Vol. 20, no. L, p.42-59.

#### AUTRES

- Morel, Nathalie, 2007, *L'État Face au Social : La (Re)Définition des Frontières de l'État-Providence en Suède*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 428 p.